

economia & lavoro

Anno VIII [nuova serie]

Marzo - Aprile 1974

N. 2

OSVALDO TARQUINIO

*Aspetti finanziari dei provvedimenti per
l'edilizia e Istituto per il finanziamento*

G. B. ALDO TRESPIDI

*Vertenze nelle grandi aziende
e scontro di classe*

NICOLA CACACE

*Democrazia industriale
e controllo operaio*

GAETANO VENETO

Crisi delle relazioni industriali in Svezia?

GUNNAR HOGBERG

*Recenti tendenze nella contrattazione
collettiva in Svezia*

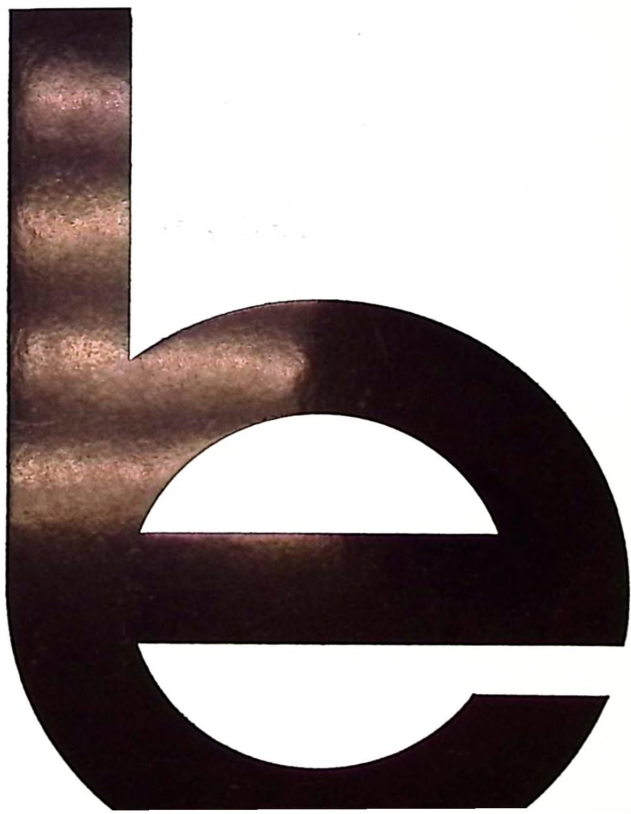
RELAZIONI INDUSTRIALI IN ITALIA

RELAZIONI CONTRATTUALI
IN EUROPA

I LIBRI E LE IDEE

RECENSIONI E SCHEDE

OSSERVATORIO



economia & lavoro

bimestrale di politica sociale
e relazioni industriali

anno VIII (nuova serie)

marzo-aprile 1974

n. 2

sommario

ARTICOLI

Osvaldo Tarquinio: *Aspetti finanziari dei provvedimenti per l'edilizia e Istituto per il finanziamento* 153

G. B. Aldo Trespici: *Vertenze nelle grandi aziende e scontro di classe* 163

Nicola Cacace: *Democrazia industriale e controllo operaio* 179

SAGGI

Gaetano Veneto: *Crisi delle relazioni industriali in Svezia?* 205

Gunnar Hogberg: *Recenti tendenze nella contrattazione collettiva in Svezia* 211

RELAZIONI INDUSTRIALI

Le relazioni industriali in Italia (a cura di A. La Porta e D. Valcavi) 233

Le relazioni contrattuali in Europa (a cura di M. Sepi) 253

I LIBRI E LE IDEE 267

RECENSIONI E SCHEDE 271

OSSERVATORIO



EDIZIONI CEDAM
PADOVA

ARTICLES

Osvaldo Tarquinio: *Quelques aspects financiers des dispositions en faveur de l'édilité et l'institut pour le financement*

153

L'auteur examine la situation des interventions publiques en faveur de l'édilité résidentielle en Italie et relève la multiplicité des moyens et des sujets financiers qui interviennent dans le financement de l'activité de l'édilité; en conséquence il affirme la nécessité de fournir un instrument financier unitaire à l'action pour le développement de l'édilité résidentielle, économique et populaire. Cet instrument pourrait être un Institut financier publique qui réunit les ressources monétaires qui dérivent du budget de l'Etat et des parties sociales.

L'auteur soutient la validité de cet instrument et relève qu'il est valable soit pour une administration unitaire des ressources financières soit pour une gérance bancaire de ces ressources. Ainsi la distribution d'argent est proportionnée aux activités réelles et des financements, qui avancent les effectives possibilités de réalisations, sont évités dans le budget de l'Etat. En effet cette différence a créé jusqu'à maintenant des temps morts d'utilisation de considérables moyens financiers disponibles. L'Institut en conclusion pourrait développer une activité de programmation financière pour programmer les investissements.

Giovanni Battista Trespidi: *Différends dans les grandes entreprises et accrochages de classe*

163

Les différends entre le Syndicat et les grands groupes industriels sont examinés dans leur aspect politique, comme moment important de l'accrochage de classe en cours en Italie. Ces différends, après leur positifs résultats, représentent une affirmation très importante de la classe laborieuse italienne, qui a imposé au grand capital monopoliste la négociation des investissements et des engagements précis pour l'occupation et pour le Sud de l'Italie. Il est du reste nécessaire que ce qu'on a déjà réalisé devient maintenant la base d'une nouvelle phase de lutte qui intéresse directement aussi le Gouvernement et les Régions; cette lutte doit être soutenu ensemble par tout le mouvement, par les parties productives intéressées et par les populations.

Nicola Cacace: *Démocratie industrielle et contrôle ouvrier*

179

L'essai sur la démocratie industrielle commence par la constatation que la lutte syndicale en Italie est très avancée sur les problèmes du dépassement de la veille organisation tayloriste du travail et sur ceux-ci de nouveaux investissements d'entreprise (qu'il faut adresser surtout vers le Sud sous-développé de l'Italie). Au contraire, l'on n'a pas encore abordé dans le débat d'autres problèmes importants de la «démocratie industrielle» (contrôle ouvrier sur la production, auto-gestion dans certains cas particuliers, etc.); pour cette raison ils ne font pas part des conquêtes de notre mouvement syndical. Cela est dû à raisons historiques et politiques compréhensibles, mais l'auteur pense qu'il est aujourd'hui nécessaire engager un débat sur cette vaste problématique entre les forces syndicales et politiques aussi à la lumière de ce qu'il arrive à l'étranger (France, Norvège, Grande-Bretagne, Suède, etc.).

ESSAI

Gaetano Veneto: *Crise des relations industrielles en Suède? (Introduction à Hogberg)*

205

Gunnar Hogberg: *Tendances récentes de la négociation collective en Suède*

211

Le marché suédois de l'emploi se caractérise par le fait que les organisations y sont peu nombreuses, du côté des travailleurs comme de celui des employeurs, et que chacune est assez puissante pour exercer une influence déterminante dans la négociation des questions qui concernent l'ensemble de ce marché. Ce facteur institutionnel a beaucoup contribué à faire de la négociation collective en Suède un système dont on peut dire qu'il est à l'échelle de l'économie du pays. La négociation centrale a eu des résultats dont la plupart sont favorables — elle a permis notamment de préserver la paix sociale —, mais elle a suscité des critiques en raison du temps excessif qu'elle exige, et aussi parce que les conventions deviennent d'une complexité technique de plus en plus grande, donc toujours plus difficiles à appliquer. Dans son étude de l'expérience suédoise de négociation centralisée, l'auteur fait une place importante à la dernière série de négociations salariales (1970-71) et tient compte d'autres tendances connexes, en particulier l'importance accrue du rôle d'employeur que joue un secteur public en pleine expansion, le fait que le nombre des syndiqués augmente plus vite chez les travailleurs non manuels que chez les manuels, et la disparition progressive de l'inégalité entre ces deux groupes pour ce qui est des conditions de travail.

RELATIONS INDUSTRIELLES

Relations contractuelles en Italie (par A. La Porta et D. Valcavi)

233

Relations contractuelles en Europe (par M. Sepi)

253

LES LIVRES ET LES IDEES

267

RECENSIONS ET FICHES

271

OBSERVATOIRE

summary

ARTICLES

- Osvaldo Tarquinio: *Financial aspects of measures in favour of building industry and the institute for financing it* 153

The writer examines the Italian present situation of public intervention in favour of residential building and points out the numerous ways and financial subjects that intervene in financing building industry; consequently he states that it is necessary to create an unitary financial instrument for the development of residential, cheap and popular building. This instrument could be a public financial institute that collects all monetary resources of states budget and of social parties. The author maintains the validity of this instrument and asserts its efficiency also for an unitary administration of financial resources and for a banking administration of them. So, the distribution of funds is proportionate to the real activities and financings in state budget, that anticipate the effective possibilities of realization, are avoided. In fact, this difference created till now dead times of utilization of the considerable financial means. The Institut could therefore develop an activity of financial planning to plan investments.

- Giovanni Battista Trespidi: *Disputes in big firms and class-war* 163

The author analyses the disputes between Trade-Union and big industrial groups, considering their political aspect such as an important moment of the present class-war in Italy. The positive results of these disputes represent a very important victory of Italian working class, that imposed to the big monopolistic capital the negotiation of investments and definite engagements for the employment and for the South of Italy. It is now absolutely necessary that all the achieved becomes the basis of a new struggle also of the Government and the Regions and is backed up by all the movement together, by the productive part and the people.

- Nicola Cacace: *Industrial democracy and workers' control* 179

This essay on industrial democracy remarks before all how Trade-Union struggle is progressing very much in Italy, both on problems of old taylorist work's organization and on problems of new firms investments (they must be prevalently addressed in the underdeveloped South of Italy). On the contrary, other important problems of «industrial democracy» (workers' control of production, self-management in particular events, and so on) have not yet been discussed and are not a conquest of our Trade-Union movement. That depends on comprehensible historical and political reasons, but the writer believes that it is now necessary to begin a debate between Trade-Union and political power on these big problems, also considering foreign experiences (France, Norway, Great Britain, Sweden, and so on).

ESSAY

- Gaetano Veneto: *Crisis of industrial relations in Sweden?* (Introduction to Hogberg) 205

- Gunnar Hogberg: *Recent trends of collective negotiation in Sweden* 211

Swedish workers' organizations of employees and of employers are not numerous but both are quite powerful to influence in a determinant way work's market. This situation contributed very much to make collective negotiation in Sweden a system fit to the economy of the country. Central negotiation gave till now mostly favourable results (it allowed, notoriously, the social peace), but provoked censures — therefore always more difficult to apply — for the excessive time it needs and also for the bigger and bigger technical complexity of the convention. The author in this study gives much importance to the latest wages' negotiations (1970-71) and considers also other elements, particularly the increased importance of public sector as employer, the number of the registered as a member of Trade-Union increasing more quickly among the non manual employees than among the manual ones, and the progressive disappearance of the inequality of work's condition between these two groups.

INDUSTRIAL RELATIONS

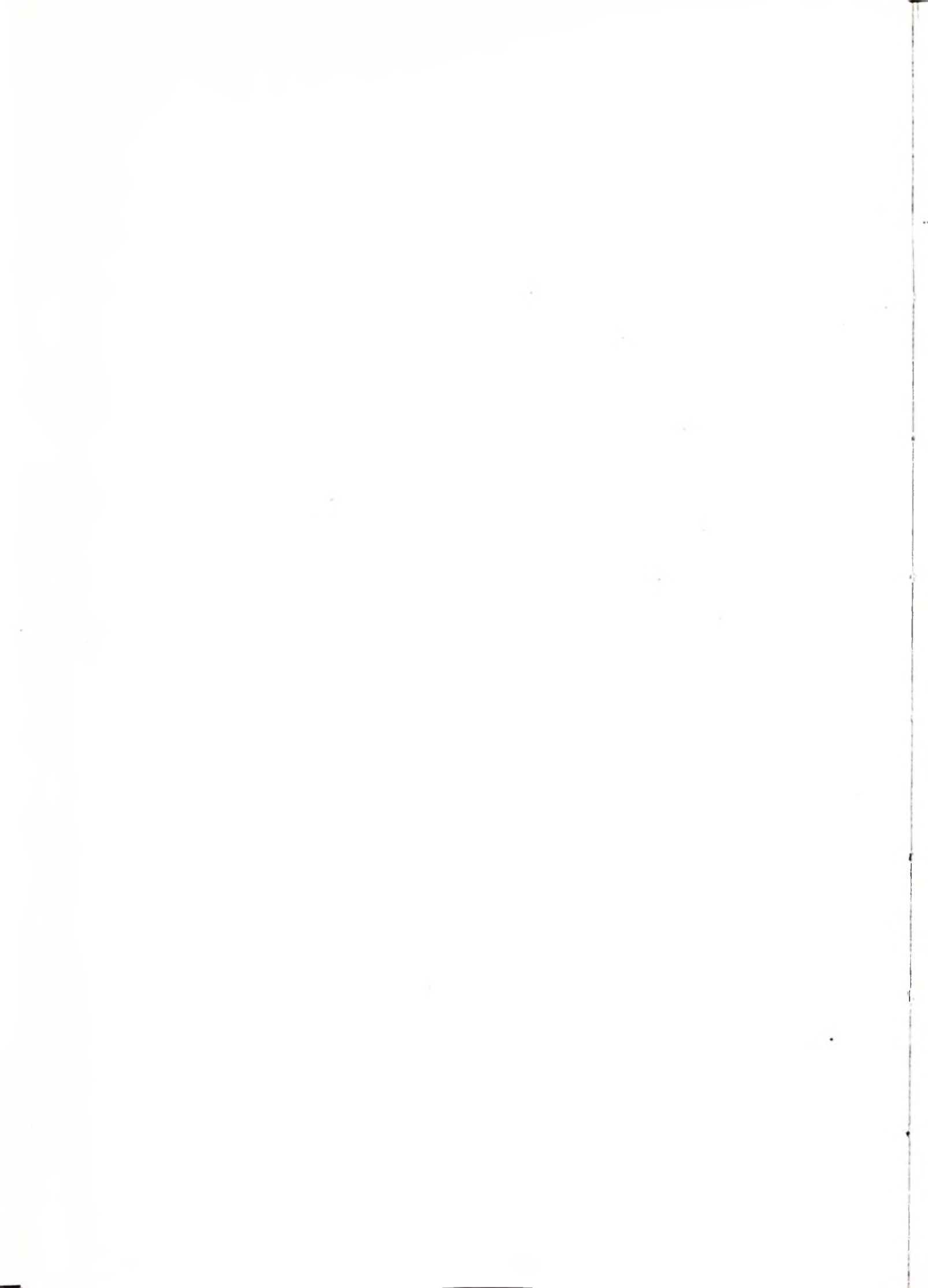
- Contractual relations in Italy* (by A. La Porta and D. Valcavi) 233

- Contractual relations in Europe* (by M. Sepi) 253

- BOOKS AND IDEAS 267

- REVIEWS AND CARDS 271

OBSERVATORY





aspetti finanziari dei provvedimenti per l'edilizia e istituto per il finanziamento

1. Come è noto, la legge n. 865 del 1971 non ha innovato il precedente sistema di finanziamento dell'edilizia pubblica (essenzialmente contributi dello Stato in conto interessi e contributi in capitali di provenienza delle parti sociali, cioè lavoratori e datori di lavoro).

Inoltre la stessa legge prevede il « deposito » su appositi conti correnti presso la Cassa DD.PP. dei fondi e contributi; conti correnti separati e vincolati alla destinazione dei fondi previsti dalle specifiche leggi di finanziamento (art. 5).

Un ulteriore diverso sistema di attivazione ed erogazione dei finanziamenti è previsto per l'acquisizione di aree e la loro urbanizzazione, attraverso particolari fondi gestiti dalla Cassa DD.PP. per anticipazioni e per mutui, sempre gravati di interesse, alle Amministrazioni Comunali (artt. 22-24 e 41-47).

Ne deriva una molteplicità di soggetti operanti, (Istituti di Credito da individuare di volta in volta) e la funzione diversa svolta dalla Cassa DD.PP., come Tesoriere-depositaria dei fondi e come Ente di erogazione dei mutui agli Enti operativi ed ai Comuni.

2. In definitiva la legge sulla casa non ha ancora realizzato una effettiva gestione unitaria di tutte le risorse pubbliche destinate al settore, con le seguenti conseguenze:

a) molteplicità di Istituti di credito abilitati alla concessione dei finanziamenti;

Ringrazio il Dr. Girolamo Marsocci per le indicazioni fornitemi circa le situazioni di fatto e legislative.

b) diversità delle procedure e delle condizioni di finanziamento a seconda dell'Istituto e delle zone, soprattutto a svantaggio del Mezzogiorno;

c) difficoltà nel reperimento dei finanziamenti;

d) tassi di interesse fortemente differenziati tra Istituti e tra le diverse zone ed a seconda delle congiunture economiche;

e) forti giacenze di cassa di provenienza delle parti sociali; giacenze sulle quali la Cassa DD.PP. corrisponde un interesse attivo del 2% e gli altri Istituti di credito del 4,5-5%; mentre la Cassa DD.PP. eroga mutui agli Enti operativi (IACP) ed alle Cooperative ed ai Comuni ad un tasso non inferiore al 6% ed analoghe situazioni si verificano per gli altri Istituti di credito depositari di fondi ed erogatori di mutui.

3. Invero, la legge n. 865 del 1971 prevedeva:

a) l'utilizzazione di somme « ricavate da operazioni di mutuo, emissione di obbligazioni ed in genere da operazioni finanziarie... ed il pagamento dei relativi interessi per rate di ammortamento con i fondi di cui alla lettera a) dell'art. 5 » (cioè i contributi dei lavoratori e datori di lavoro, i rientri per canoni di locazione, le quote di riscatto ed i contributi dello Stato (cfr. art. 67 lett. b);

b) la delega al Governo per assicurare, tra l'altro, la « partecipazione dei rappresentanti dei contribuenti all'amministrazione delle somme riscosse » (cfr. art. 8, lett. c).

Senonché, in sede di norme delegate (D.P.R. 1036 del 1972) è stata lasciata decadere la delega predetta; mentre non è stato individuato l'organismo abilitato alla gestione dei fondi, soprattutto quelli di provenienza contributiva delle parti sociali, ed all'espletamento delle operazioni finanziarie di cui al richiamato art. 67 della l. n. 865. Infatti il D.P.R. n. 1036 del 30 dicembre 1972, si limita ad attribuire al CER una serie di compiti in materia di gestione dei fondi (cfr. art. 4 lett. a-1). Ma occorre considerare:

a) che il CER non è dotato di personalità giuridica;

b) che non ha compiti di gestione finanziaria, in quanto si limita a « verificare » alcuni adempimenti o versamenti alla Cassa DD.PP.;

c) che la depositaria delle somme è sempre la Cassa DD.PP., la quale tuttavia non svolge alcuna attività di vera e propria gestione finanziaria bensì di amministrazione;

d) che non viene individuato l'organismo incaricato dell'espletamento delle operazioni di emissione di obbligazioni (salvo lo Stato);

e) che, comunque, la possibilità di una gestione finanziaria efficiente è esclusa dai compiti affidati al CER (semplice verifica dei versamenti) e dal fatto che la Cassa DD.PP. ha il solo deposito in appositi conti correnti dei fondi e che il CER in realtà ha compiti di diversa natura, in parte alternativi rispetto alla gestione finanziaria, cioè programmazione, rapporti con le Regioni, studi, ricerche, sperimentazioni, progetti pilota, indirizzo, normativa tecnica, coordinamento.

4. Da un esame della normativa già richiamata emergerebbe quanto meno la necessità di individuare un solo organismo, quello indicato come Istituto finanziario per l'edilizia pubblica, per l'espletamento di tutti i compiti di cui agli artt. 8, lett. c) e 67 della 865 e dell'art. 4 lett. a-i) del D.P.R. n. 1036 del 1972.

5. Ma la proposta dell'Istituto finanziario per l'edilizia pubblica va valutata, oltretutto per le indicate situazioni ed esigenze, in base agli effettivi problemi dell'edilizia ed alle finalità che si intende perseguire con le proposte di rilancio per la legge della casa. Inoltre vanno valutati, in particolare, gli effetti di una reale gestione unitaria sia sul bilancio dello Stato, sia per lo sviluppo dei programmi edilizi in una prospettiva di breve e lungo periodo, sia per una accelerazione della spesa e per adeguare finalmente quest'ultima ai reali flussi finanziari.

Pertanto, i provvedimenti per l'edilizia residenziale dovrebbero proporsi, oltre che di snellire le procedure rendendole anche più razionali, di fornire ai Comuni mezzi, anche finanziari, più congrui e di unificare i centri decisionali programmatici nel « CER », anche di predisporre una gestione unitaria dei mezzi finanziari a qualsiasi titolo disponibili per l'edilizia residenziale pubblica.

Quest'ultimo proposito risulta essenziale sia per rendere la gestione dei programmi di edilizia residenziale coordinata e rapida, sia

per evitare connessioni, che in passato si sono rivelate inefficaci, tra centri programmatici, operatori e gestori delle risorse finanziarie. Ci si dovrebbe proporre, quindi, di usare un unico centro per l'erogazione e gestione delle risorse finanziarie vincolate alle decisioni programmatiche del CER e delle Regioni; ciò affinché l'erogazione e la gestione dei mezzi finanziari non condizionino le scelte programmatiche e operative (se non per l'ammontare dei fondi disponibili, ovviamente) ma seguano queste senza interferire con quelle. Il complesso di queste innovazioni dovrà permettere, con più razionali e snelle procedure e interrelazioni tra i vari operatori, di realizzare nel prossimo triennio un volume di investimenti per e in abitazioni di tipo economico del seguente ammontare:

— acquisizione di aree e opere di urbanizzazione	450	miliardi
— edilizia sovvenzionata	1.700	»
— edilizia convenzionata	1.200	»
Totale	3.350	»

Occorre subito precisare che questi ammontari non costituiscono altro che l'indicazione in valore degli obiettivi fisici di realizzazione nel campo dell'edilizia residenziale di tipo economico. Essi, quindi, non vanno considerati come risorse finanziarie da reperire nel triennio o, come spesso accade, ancor prima del triennio e delle conoscenze delle effettive possibilità operative. Queste d'altronde non possono essere verificate a priori ma nel corso dello svolgimento dell'attività di realizzazione dei programmi. L'ammontare di 3.350 miliardi, indicato, costituisce quindi un obiettivo per l'attività di programmazione e di realizzazione nel campo dell'edilizia residenziale economica, il cui grado di raggiungimento verrà verificato sulla base delle realizzazioni che saranno effettivamente raggiunte.

Pertanto, le risorse finanziarie potranno essere adeguate a questo obiettivo quando quelle esistenti risulteranno già utilizzate e non prima dell'utilizzo di queste.

5.2. Le risorse finanziarie disponibili ad oggi (vale a dire senza ulteriori provviste o stanziamenti, se non la proroga dei contributi sociali) per il triennio '74-76 si valutano intorno a 2.000 miliardi. È inoltre da considerare:

a) che i rientri per canoni, riscatti, ecc. sono dell'ordine di

45 miliardi, crescenti per almeno un decennio e certi per almeno 30 anni a partire dal 1977;

b) che sui contributi versati o versandi (anche nella ipotesi di proroga fino al 1976 dei contributi GESCAL) il debito dello Stato è dell'ordine di 25-30 miliardi l'anno (tale debito è già determinato fino al 1979, e da determinare per il venticinquennio successivo);

c) che i rientri per canoni e quote di ammortamento e rate di mutuo per la sola edilizia sovvenzionata proposta per il triennio e per mutui ai Comuni possono portare ad un volume annuo di oltre 100 miliardi, al netto di eventuali rivalutazioni periodiche dei canoni (già previste dal D.P.R. n. 1035 del 1972);

d) che pertanto il complesso dei rientri può essere utilizzato per operazioni di anticipazioni, sconto, emissione di obbligazioni e mutui previsti dalla l. 865 ed in ogni caso consentire, nell'immediato, la flessibilità necessaria ai fini della determinazione dell'onere a carico dello Stato.

Parte di queste risorse sono impegnate per la realizzazione dei programmi GESCAL e CER-Regioni 1971-73; è tuttavia da notare che, nella nuova procedura che si propone, esse saranno gestite in complesso e nei modi in cui si gestiscono le risorse bancarie; vale a dire che il complesso delle risorse esistenti costituisce una massa finanziaria che può avere in una certa misura lo stesso effetto di moltiplicazione dei crediti rispetto alla provvista bancaria. In altri termini, non essendovi un completo parallelismo tra opere che si mettono in realizzazione e pagamenti da un lato, e dall'altro non essendo la spesa senza corrispettivo (rientri per vendite e canoni), una programmazione finanziaria che si basi sulla programmazione delle realizzazioni può permettere un ammontare di opere messe in cantiere superiore al complesso delle disponibilità finanziarie. Non si può escludere, pertanto, che le risorse finanziarie disponibili attualmente possono essere sufficienti a realizzare, se non tutto, larga parte dell'obiettivo in valore per il triennio.

D'altronde è questa una delle ragioni di fondo per cui si propone l'istituzione di una finanziaria per l'edilizia residenziale che convogli tutte le risorse finanziarie disponibili e le gestisca unitariamente.

5.3. L'inserimento di una programmazione finanziaria a latere della programmazione delle realizzazioni in opere, oltre ai vantaggi già esposti, presenta quello di poter adeguare le risorse finanziarie alle effettive necessità; solo quando si verifichi un rapporto tra mezzi disponibili e pagamenti per opere appaltate tendente ad 1 sarà necessario per il proseguimento dei programmi aumentare le risorse finanziarie disponibili.

A tal fine occorrerà innanzitutto un aggiornamento costante dei dati di cassa della gestione finanziaria connessi ai dati di stato di avanzamento delle opere con previsione della massa dei pagamenti necessari alla situazione dei lavori. Questo aggiornamento dovrebbe essere a scadenze mensili con rapporti al Parlamento per lo meno semestrali.

L'informazione al Parlamento della situazione generale e di realizzazione di opere e di mezzi disponibili, con relativa connessione tra essi, può permettere che il Parlamento deleghi il Governo a reperire mezzi finanziari con decreto, nei modi e nelle forme che riterrà opportuno in relazione alla situazione economica e finanziaria del Paese, per raggiungere nel triennio gli obiettivi in valore proposti.

5.4. Le risorse finanziarie pubbliche a qualsiasi titolo destinate all'edilizia residenziale devono essere gestite in maniera unitaria per evitare dispersioni e irrazionalità negli interventi nonché la non corrispondenza della destinazione delle risorse ai programmi e alle priorità stabilite da Regioni e CER.

Pertanto, sembra opportuno creare un'unica gestione alla quale affluiscono: i fondi finora attribuiti ad altri Enti, i contributi dello Stato, i contributi dei datori di lavoro e dei lavoratori, i rientri, i canoni, le quote di ammortamento e gli interessi degli Enti soppressi e degli Enti operanti. Ad oggi, tale risorse ammontano, come si è detto, a circa 2.000 miliardi per il triennio '74-76.

La gestione di tali fondi, oltrechè unitaria, dovrebbe essere svincolata da chi opera le scelte programmatiche degli interventi di edilizia residenziale e da chi opera gli interventi; ciò al fine di evitare confusioni di poteri e in maniera che sia la gestione finanziaria semplice esecutrice delle scelte e delle priorità stabilite dagli organi preposti alla programmazione degli interventi. Tali due

condizioni possono realizzarsi attraverso la creazione di un Istituto finanziario apposito.

5.5. Tale Istituto finanziario potrebbe opportunamente operare nei seguenti modi:

a) operazioni di credito e fidejussione (per evitare l'aggravio sui cespiti delegabili) a Comuni per *l'acquisizione di aree*.¹ Il meccanismo, sia di credito che di fidejussione, tende chiaramente ad evitare una delle più gravi strozzature del passato alla realizzazione dei programmi: l'indisponibilità di sufficienti aree per l'edilizia economica;

b) attribuzione di contributi ai Comuni per *opere di urbanizzazione*; si dovrà prevedere una contribuzione pari al 100% della spesa; alle opere potrebbe corrispondere un canone venti-trentennale a carico dei proprietari delle abitazioni (eventualmente insieme agli oneri per aree), siano essi privati che Enti. Tali canoni rientrerebbero all'Istituto;

c) attribuzione dei fondi, con versamento a stato di avanzamento delle costruzioni, agli IACP e Cooperative per le realizzazioni di *edilizia sovvenzionata*, che comporta rientri per fitti relativamente agli IACP; tali fitti andranno riversati all'Istituto detratte le spese di manutenzione e gestione; le Cooperative invece verseranno all'Istituto le quote di ammortamento trentennali;

d) per *l'edilizia convenzionata* l'Istituto può svolgere una attività di intermediazione e/o di coordinamento attraverso apposite convenzioni o con la costituzione di consorzi di banche ed Istituti di credito al fine di assicurare l'afflusso di finanziamenti necessari agli operatori convenzionati qualora e nella misura in cui questi non abbiano proprie disponibilità o non ritengano praticabile o sufficiente il normale ricorso alle cartelle fondiarie; i consorzi di cui sopra, in questo ultimo caso, saranno costituiti, su iniziativa del-

¹ Tali operazioni potrebbero essere anche affidate ad un Fondo di rotazione dell'Istituto al quale affluirebbero, nel caso di crediti, i rientri all'atto della vendita dell'area (da vincolare entro un certo tempo per accelerare la disponibilità dell'area all'edificazione); nel caso di fidejussioni, potrebbe essere previsto il rinnovo automatico di essa nel caso che il Comune abbia venduto l'area entro un certo periodo, sempre al fine di incentivarne la messa a disposizione per edificare.

l'Istituto, tra Istituti bancari abilitati a tali emissioni; inoltre, per risolvere una delle attuali strozzature e difficoltà di credito all'edilizia, soprattutto per interventi nei piani di zona « 167 », alla predetta intermediazione per assicurare il finanziamento e perequare i tassi in sede nazionale, l'Istituto potrebbe aggiungere la prestazione di una fidejussione per i crediti che oggi gli Istituti specializzati non considerano garantiti per costruzioni su aree della « 167 »;

e) attribuzione di contributi pari al 100% della spesa a Comuni per la *predisposizione di strumenti urbanistici*;

f) possibilità di *emettere obbligazioni* per la provvista dei mezzi necessari al finanziamento dei programmi ed effettuare operazioni bancarie e di credito a medio termine servendosi di Banche di interesse pubblico e di Istituti di credito pubblici; per il piazzamento delle obbligazioni questi potranno operare in consorzio; ad esso potranno partecipare Banche estere.

Per queste operazioni l'Istituto dovrà attenersi al rispetto delle norme di contabilità pubblica per i contributi e alle disposizioni di legge bancaria e del CICR e del Ministero del Tesoro per le operazioni di credito. Su di esso eserciterà il controllo la Banca d'Italia, nei modi in cui lo esercita su le Aziende e gli Istituti di Credito, e il Ministero del Tesoro nei modi in cui lo esercita su Enti sovvenzionati dallo Stato.

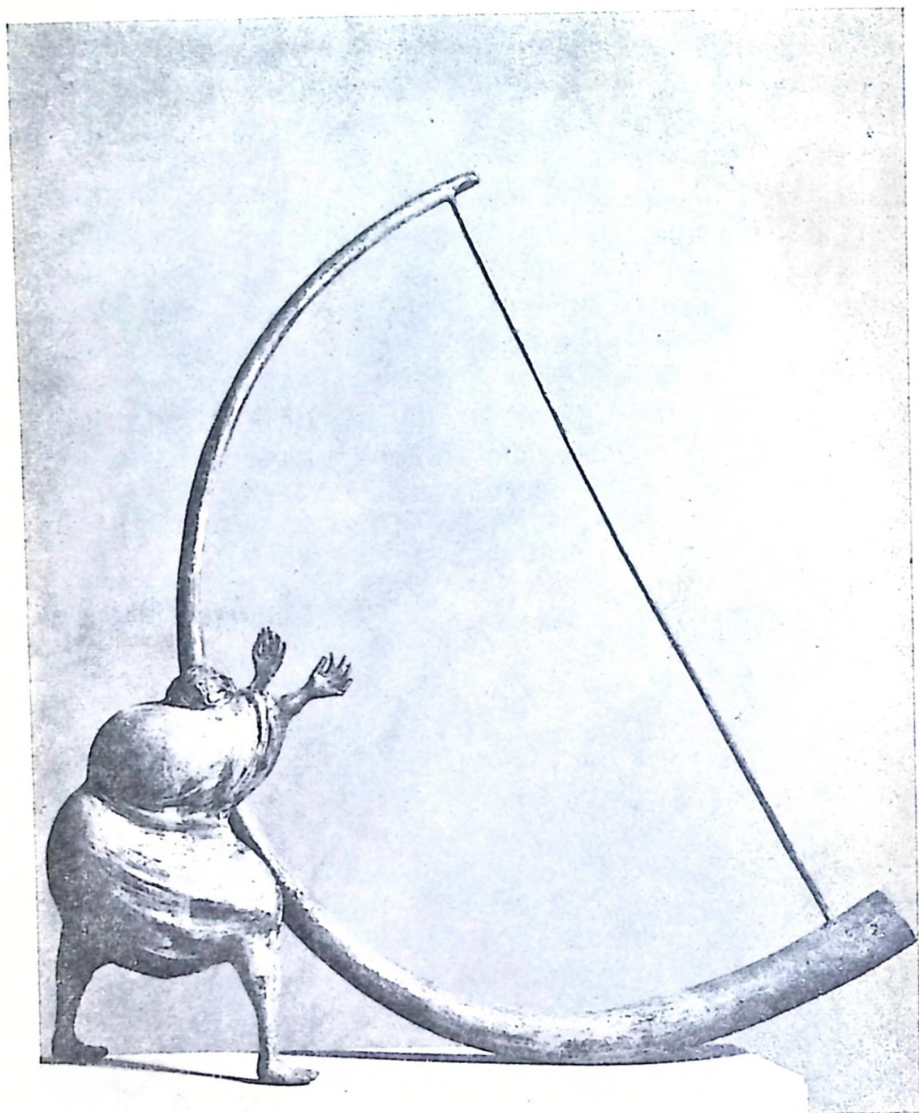
6. In definitiva l'Istituto proposto si pone come una esigenza imprescindibile di gestione unitaria di tutte le risorse pubbliche del settore edilizio. Ma, anche e soprattutto, come uno strumento per risolvere alcuni tra i più immediati e pressanti problemi del settore attraverso una utilizzazione razionale di disponibilità e di risorse ingenti, diversamente disperse. Esso poi va considerato non già come una alternativa al sistema ed alle strutture del credito fondiario edilizio, ma come un elemento di raccordo con le stesse; ciò in quanto l'Istituto utilizzerebbe pienamente gli Istituti di credito fondiario esistenti e le stesse strutture specializzate esistenti per la collocazione di obbligazioni e per altre operazioni finanziarie.

Più in generale può dirsi ancora che l'Istituto rappresenta l'unico strumento per stabilire un effettivo raccordo tra programmazione ed esecuzione degli interventi in modo da garantire la continuità dei

programmi e l'adeguamento della spesa e degli investimenti alle effettive disponibilità ed ai flussi finanziari. L'edilizia pubblica registra da almeno 10 anni residui passivi e giacenze di cassa; queste ultime in particolare sempre crescenti (70 miliardi nel febbraio 1963; 1060 a fine 1973).

L'attuale sistema di gestione ed utilizzazione di fondi, oltre alle cause di natura urbanistica ed organizzativa, è di per sé causa ed effetto della situazione dell'edilizia pubblica; e ciò senza considerare che tali ingenti risorse, in gran parte di provenienza dalle parti sociali, hanno trovato nello scorso decennio una « diversa utilizzazione » e sono poi state falciate dall'inflazione e dall'aumento dei costi nel loro reale potere di realizzazione di alloggi e di infrastrutture. L'Istituto finanziario rappresenta perciò, insieme alle altre proposte di snellimenti procedurali e di revisione della normativa della 865, uno strumento concreto di rilancio dell'edilizia pubblica.

OSVALDO TARQUINIO



Giuseppe Macrí: « *L'arpa* », bronzo, cm 30×31, 1968.

vertenze nelle grandi aziende e scontro di classe

Fra i primi di marzo e la metà di aprile si sono concluse le principali vertenze promosse dai Sindacati con i grandi gruppi industriali per gli investimenti, l'organizzazione del lavoro e il salario. È perciò possibile tentare una prima valutazione sul carattere e sul valore che queste vertenze sono venute assumendo nello scontro di classe in atto nel nostro Paese.

Una considerazione preliminare riguarda la costruzione di questo grosso confronto fra sindacato e capitalismo, i fattori che lo hanno generato, la sua collocazione dialettica nello scontro e negli stessi sviluppi interni della politica del movimento sindacale.

Com'è noto, la concreta elaborazione delle piattaforme per le vertenze interessanti i grandi gruppi nacque nel periodo immediatamente successivo ai rinnovi contrattuali 1972-73. Già prima e durante tali rinnovi, la natura delle rivendicazioni del Sindacato era venuta esprimendo nelle grandi categorie l'inizio di un nuovo sviluppo. Se dal 1968-69 in poi i temi della contestazione e della negoziazione dei diversi aspetti dell'organizzazione del lavoro erano venuti assumendo un crescente vigore, modificando il modello della contrattazione collettiva e assegnandole un chiaro carattere di « attacco » al potere discrezionale del padronato, la pur contrastata e lacunosa lotta per le riforme portò presto le Federazioni dell'industria a porsi il problema di incidere direttamente con la loro azione sulla politica degli investimenti, sulla loro collocazione territoriale e sugli indirizzi produttivi.

Nell'industria chimica — che è quella cui specialmente questo scritto intende riferirsi — già nel febbraio del 1971 le tre Federazioni di categoria oggi unite nella FULC, CEA-CGIL, FEDERCHIMICI-CISL e UILCID-UIL, effettuavano a Bari un Convegno per un nuovo indirizzo dell'industria chimica italiana, nel quale veniva sottoposto a critica serrata il « programma di sviluppo » predisposto

dal Governo di allora e venivano indicate le linee lungo le quali questa industria avrebbe dovuto essere avviata per diventare elemento trainante dell'intera economia italiana. Si era allora nel momento della più acuta crisi direzionale della Montedison, in una situazione di stallo e di incertezza dell'attività chimica dell'ENI, e ancora una volta, come già nel 1964, il potere pubblico non vedeva altre soluzioni, se non quelle derivanti da possibili prospettive di profitto legate alle tendenze congiunturali dei mercati internazionali, senza alcun collegamento fra la chimica e i rami fondamentali dell'economia nazionale, dall'agricoltura all'edilizia, dalla farmaceutica al ramo tessile, sui quali con forza il Sindacato richiamava l'attenzione.¹

Il programma d'azione di organizzazione del movimento che i Sindacati chimici deliberarono in quel convegno andò avanti faticosamente e in modo contrastato, in rapporto agli sviluppi delle azioni aziendali e alle stesse vicende del processo unitario. E tuttavia sarebbe profondamente errato pensare che le linee di Bari non abbiano avuto una penetrazione nella base e nei quadri di fabbrica e che non abbia influito sugli stessi piani padronali la determinazione del Sindacato di porsi come interlocutore in termini di lotta sul terreno dello sviluppo dell'industria chimica. La piena riuscita dello sciopero nazionale che la categoria proclamò il 15 dicembre 1971 contro i primi attacchi di ristrutturazione e contro il *piano* varato allora dal Governo dimostra che il rapporto fra condizione di fabbrica, investimenti e struttura dell'industria era consapevolmente avvertito fra i lavoratori. Proprio in quella fase la nuova gestione Montedison aveva dato inizio ad azioni di « ristrutturazione » dalle prospettive incerte e a carattere riduttivo, le quali avevano avuto dure espressioni di attacco all'occupazione e contro le quali la lotta operaia aveva subito fatto argine, strappando un primo impegno per il mantenimento dei livelli di occupazione nell'accordo che concludeva, il 12 aprile 1972, la vertenza aziendale del Gruppo.²

¹ Vedi in appendice — allegato B — il documento di Bari.

² Cfr. G. B. Trespidi, *Valore politico di una lotta contrattuale*, in *E. L.*, Nov.-Dic. 1972, n. 6, pag. 721, nota.

Nello stesso 1972 e lungo il 1973 la lotta della categoria si svolse pure energicamente con le lunghissime lotte nella Pirelli e nella Michelin, con quelle nella Ceat, nella Saint Gobain e nella Richard Ginori e altre, con risultati che, a parte qualche limitata eccezione, non solo posero uno sbarramento ai piani padronali di smobilitazione, ma obbligarono gli industriali a modificare in parte i programmi e gli indirizzi produttivi. Il risultato della lotta alla Pirelli, nel settembre 1973, che obbligò l'azienda a riconfermare i disattesi impegni per il Sud e ad assicurare i livelli di occupazione nel centro-nord, coronando bene una lotta di dieci mesi, segnava un primo punto nettamente positivo nella direzione sostenuta dal Sindacato. Per la prima volta un grande gruppo industriale, con il massimo peso produttivo nel Nord, vedeva i lavoratori delle sue fabbriche in tutto il Paese battersi per lo sviluppo del Mezzogiorno fino ad ottenere un concreto risultato.

Va pure ricordato che, sempre nel 1972, la lotta contrattuale dei chimici impegnò la categoria nello scontro frontale con il padronato italiano e con il governo. Primo contratto in scadenza, quello dei chimici rappresentò un decisivo momento di urto tra la politica padronale e governativa, rivolta al rinnovo congiunturale dei contratti e al recupero del terreno perduto nel 1969-70, e la politica del Sindacato, indirizzata allo sviluppo delle forti conquiste del ciclo precedente, a risultati di rilievo sul terreno dell'organizzazione del lavoro e su quello salariale. La categoria dei chimici, conscia di lottare per obiettivi che interessavano l'intero movimento sindacale, vinse quella fase dello scontro, aprendo la strada sulla quale, con ulteriori grandi lotte, edili, metalmeccanici e tessili diedero poi valore generale al prevalere della linea del Sindacato.

Ora, è bene sottolineare che fu proprio il successo del movimento operaio nelle lotte del ciclo contrattuale 1972-73 a porre le condizioni *reali* per l'ulteriore balzo in avanti negli obiettivi e nelle elaborazioni, del quale furono espressione saliente le vertenze con i grandi gruppi industriali. Respingere la violenta e organizzata controffensiva capitalistica alle posizioni di forza raggiunte dalla classe operaia e dalle masse lavoratrici dal 1969 al 1971 era il presupposto necessario per impostare su basi concrete una seria politica delle riforme e, di conseguenza, una lotta organica per l'occupazione e lo sviluppo del Mezzogiorno e per un nuovo meccanismo

di accumulazione e di sviluppo. Ma, al tempo stesso, una volta respinto quel contrattacco padronale, diventava indispensabile passare con decisione all'attacco proprio sul terreno degli investimenti, del Mezzogiorno e dell'occupazione, nello stesso momento in cui si doveva approfondire l'impegno per la contrattazione dell'organizzazione del lavoro e per la difesa e lo sviluppo dei salari reali.

Questa fondamentale esigenza politica è stata colta dalle grandi categorie industriali con la nuova, originale iniziativa delle vertenze dei grandi gruppi.

Non si è trattato di un'iniziativa di vertice. Si è trattato di una iniziativa alla quale le direzioni sindacali delle categorie hanno certo contribuito a dare forma concreta di rivendicazione organica, ma che scaturiva dalla volontà delle masse lavoratrici, avvertite della necessità di dare agli attacchi di ristrutturazione padronale una risposta completa, non limitata agli interessi pur importanti dei centri e dei lavoratori attaccati, ma impegnata in una contestazione critica dei piani padronali e governativi e nell'affermazione di programmi rispondenti a uno sviluppo strutturale di tutto il Paese. Se è vero che da tempo urgeva fra le masse l'esigenza di risposte politiche autonome della classe operaia, quella delle grandi vertenze industriali è stata una prima risposta in tale direzione.

Di questa esigenza di risposta politica si erano, del resto, rese interpreti le Confederazioni nel loro Congresso del 1973 e con particolare forza e organicità l'aveva posta al centro di tutto il suo dibattito l'VIII Congresso nazionale della CGIL, tenuto nel luglio a Bari, proprio mentre la nuova formazione politica di governo stava iniziando il suo cammino.

Può pertanto a prima vista stupire che l'affermazione della linea delle vertenze dei grandi gruppi industriali non sia stata semplice e piana nel movimento sindacale e che abbia dato luogo a discussioni notevoli soprattutto tra Federazione unitaria confederale e categorie. Il fatto è che il momento delicato e confuso che venne a pesare sull'economia agli inizi d'autunno, le forti tendenze inflazionistiche già presenti da tempo e al momento in via di esaltazione, mentre toglievano rapidamente vigore a quel proposito di incidere sulla situazione che a luglio il governo aveva pur manifestato, facevano riemergere nello stesso movimento sindacale il confronto

e lo scontro fra chi vede nei momenti critici dell'economia capitalistica una necessità di « raccoglimento » per consentirne il respiro e chi vi vede, invece, più decisiva e impellente, la necessità di spingere con forza verso mutamenti strutturali, che risolvano la crisi nel senso di nuovi equilibri economici e sociali e non consentano il ricostituirsi, sia pure su di un piano diverso, degli equilibri di classe precedenti la crisi.

Quello che apparve nello scorso autunno un « contrasto » fra Federazioni dell'industria e Federazione unitaria delle Confederazioni non fu in realtà un contrasto fra organismi verticali e orizzontali; ma fu dialettica interna fra due modi diversi di fronteggiare il momento economico, sociale e politico che il Paese attraversava e tuttora attraversa. Il nodo delle grandi vertenze industriali è stato un nodo che il Sindacato ha sciolto riaffermando la politica per un nuovo globale meccanismo di accumulazione e di sviluppo, che era emersa con forza nei congressi confederali.

In un senso forse più preciso, il movimento delle vertenze di gruppo industriale era la prima azione che esprimeva in contenuti rivendicativi concreti quell'obiettivo di un nuovo meccanismo di accumulazione e di sviluppo. Le forze capitalistiche più imponenti dell'industria italiana venivano, infatti, chiamate dalle vertenze a precisi impegni per investimenti nel Mezzogiorno e a chiare condizioni nelle loro scelte produttive. Questo nello stesso tempo nel quale le rivendicazioni riguardanti l'organizzazione del lavoro e il salario venivano fortemente e, per molti versi, funzionalmente collegate alle richieste per gli investimenti, in un'unicità rivendicativa finalmente concepita in termini complessivi, dalla fabbrica, al gruppo e al Paese.

Bisogna dire che il capitalismo italiano intese chiaramente il significato che le vertenze avevano. La contestazione dell'organizzazione del lavoro andava trasformandosi in contestazione dell'organizzazione della produzione e apriva la prospettiva di un controllo della classe lavoratrice sulle iniziative e sugli indirizzi produttivi. Di qui una resistenza che è costata centinaia di ore di sciopero, nel dichiarato obiettivo di non consentire alla classe operaia il passo avanti per cui essa lottava e di mantenere al grande capitale monopolistico privato e pubblico la posizione di arbitro della situazione economica, sociale e politica del Paese.

Quella che si è svolta tra il novembre 1973 e l'aprile 1974 è stata, perciò, una fase molto importante dello scontro di classe sempre più aperto, che da oltre sei anni si è andato intensificando in Italia. E anche questa fase ha visto i lavoratori e il Sindacato tenere validamente lo scontro e battere le posizioni padronali, giungendo ai noti accordi.

Ma, oltre a ciò, il Sindacato ha realizzato — per la prima volta nella storia italiana — il grande risultato di una lotta comune dei lavoratori del nord e del sud sul prevalente obiettivo di obbligare il padronato a effettuare determinati investimenti e ad assicurare determinati livelli occupazionali nelle regioni del Mezzogiorno, come elemento per garantire lo stesso sviluppo economico di tutte le regioni italiane. A nulla sono valsi, infatti, i tentativi ricattatori di porre in alternativa la continuità dell'attività al nord con i nuovi insediamenti al sud, come a nulla hanno approdato gli interessati inviti a rinviare in sede politica la discussione sugli investimenti e a tentare conclusioni sulle sole richieste salariali e di organizzazione del lavoro.³ I lavoratori hanno *tenuto*, al nord e nel sud, con esemplare fermezza, mostrando che le linee del Sindacato rispondevano in modo sempre più profondo alla coscienza delle masse.

Questi tratti della lotta furono comuni a tutte le categorie impegnate, anche se nelle diverse fasi poterono avere accenti vari tra gruppo e gruppo e se la maturazione della coscienza del momento può essere stata più elevata in qualche fabbrica che non in qualche altra. Nel concreto, la lotta per le vertenze dei grandi gruppi industriali ha segnato una maturazione profonda, che l'azione e il suo successo hanno esteso fra le masse lavoratrici. Oggi si sa che il Sindacato può — e se può lo deve — operare su tutto l'arco della condizione di classe, dalla fabbrica al territorio e all'intera società, dal salario all'organizzazione del lavoro, agli investimenti e agli indirizzi produttivi.

È un primo passo di grandi proporzioni, ma è, appunto, un primo vigoroso passo, al quale bisogna farne seguire altri, concreti e de-

³ Una lettera della Montedison, durante la vertenza, tentò di premere in tale direzione.

cisivi, se si vuole adempiere al ruolo che il Sindacato si è assunto e che è una cosa solo con lo sviluppo dell'economia, della società e della democrazia.

Sia che lanci grida da bestia ferita, sia che si atteggi compiaciuto a instauratore di nuovi rapporti — adotti, cioè, la tattica di Agnelli o quella di Cefis, quella di Petrilli o quella di Pirelli — il grande padronato italiano ha senza dubbio subito una nuova sconfitta rispetto ai suoi evidenti piani di ridurre ancora in piena subordinazione la forza-lavoro e di umiliarne la organizzazione di lotta.

Quelli che tendono a minimizzare il risultato, cercando di dare a intendere che, in « buona sostanza », gli accordi « ratificando » in gran parte i programmi di investimento dei grandi gruppi, trascurano tutto il peso che le lotte operaie hanno avuto ed hanno sul tessuto economico soprattutto negli ultimi anni, gli effetti che la lotta per una politica delle riforme ha prodotto sugli stessi indirizzi padronali, obbligandoli a subire l'incidenza di una forte dialettica sociale, il significato di uno scontro che ha visto gruppi lottare fino a circa 150 ore di sciopero — com'è il caso della Montedison — per fare accogliere le proposte di nuovi insediamenti e l'indirizzo voluto dai lavoratori. Essi trascurano altresì l'elementare verità che una cosa è la dichiarazione di intenzioni di un'impresa di investire x miliardi per y posti di lavoro e una cosa ben diversa è un accordo dove l'impegno per i posti di lavoro è preso con il Sindacato, il quale ha così la base di lotta per imporre la realizzazione di tale nuova occupazione.

Ed è a questo punto che è forse opportuno fare un breve riferimento a quello che si è ottenuto con i principali accordi della vertenza chimica.⁴

Il primo dato emergente dagli accordi è che la ristrutturazione delle fabbriche e degli impianti considerati obsoleti avverrà nella salvaguardia dei livelli di occupazione attuali. Anche per le attività

⁴ I principali accordi della chimica sono quelli delle Società Montedison, Anic, Sir Rumianca, Snia, Solvay. Per il complessivo risultato sull'occupazione dei primi 3 gruppi, vedi appendice, allegato B.

che dovranno cessare si dovrà procedere ad attività sostitutive in grado di garantire, comunque, i livelli di occupazione.⁵

Qui è bene precisare che il Sindacato, nel porre con chiarezza i suoi obiettivi per nuovi insediamenti nel Sud, aveva fatto della garanzia dei livelli di occupazione e del loro normale sviluppo in tutte le regioni del Paese una condizione fondamentale. Essa sbarrava la strada a ogni tentativo di far pagare al nord eventuali sviluppi nel sud e obbligava il padronato al necessario sforzo di rinnovamento degli impianti e di ricerca di nuovi indirizzi produttivi, impedendogli di seguire la via di minore resistenza della liquidazione degli impianti obsoleti senza alternativa alcuna. Aver ottenuto questo risultato per tutti i grandi gruppi — specie in un ramo di forti innovazioni continue come l'industria chimica — costituisce un indubbio successo contro l'attacco di ristrutturazione tentato dal padronato, in quanto condiziona la riorganizzazione produttiva del ramo.

L'altro dato — di prevalente importanza nell'insieme delle intese — è che, complessivamente, l'industria chimica dovrà creare nello spazio di 5 anni o poco più, circa sessantamila nuovi posti di lavoro, di cui cinquantacinquemila nel Mezzogiorno. Tale nuova occupazione — cui sono da aggiungere i posti delle iniziative sostitutive — deriverà da una serie di nuovi stabilimenti e da ampliamenti di quelli esistenti. I nuovi stabilimenti, in parte non indifferente rispondono a precise richieste del Sindacato e riguardano produzioni inquadrare nelle linee di sviluppo dell'industria chimica, che i lavoratori hanno sostenuto e per cui si battono. Del pari una parte apprezzabile dei nuovi ampliamenti va nella direzione delle produzioni richieste dal Sindacato.

Ad esempio, l'importanza di una produzione chimica per l'agricoltura, dai fertilizzanti agli anticrittogamici e alle protezioni plastiche, che in qualità e quantità sia in grado di apportare un potente aiuto allo sviluppo delle produzioni è stata tra gli obiettivi fondamentali del Sindacato e si può dire che essa ha avuto una

⁵ Come è noto il livello d'occupazione si riferisce al numero dei lavoratori occupati al momento. Pertanto ad ogni risultato di rapporto deve quanto meno corrispondere una nuova assunzione.

rispondenza notevole non solo negli impegni generali che hanno pure una loro importanza; ma nelle concrete iniziative di investimento. Molti nuovi impianti saranno infatti dedicati ai fertilizzanti e ai fitofarmaci e secondo programmi che tengono conto delle esigenze innovative che i lavoratori hanno posto. A questo riguardo, per il collegamento diretto con l'agricoltura e la zootecnia, riveste importanza saliente l'impegno dell'ANIC a una politica di bassi prezzi dei fertilizzanti che ne favorisca la più ampia diffusione.

Sotto tale aspetto vi sono pure da ricordare le iniziative per le plastiche pesanti e gli antinquinanti, l'impegno per l'industria farmaceutica, le iniziative di chimica secondaria.

Questi indirizzi trovano inoltre conferma in affermazioni che le aziende hanno sottoscritto negli accordi e che riconoscono la validità della politica economica del Sindacato e del perseguimento del nuovo meccanismo di sviluppo.

Il fatto poi che il Sindacato verificherà a tutti i livelli l'attuazione dei programmi in tutto il suo andamento dà agli accordi stessi un carattere di continuità dell'intervento del Sindacato in materia di investimenti.

Altro dato degli accordi nei complessi chimici è quello che si riferisce alla *ricerca*. L'azione del Sindacato per imporre all'industria una sensibilità più organica su questa attività fondamentale per un serio sviluppo, in termini che non siano confinati alle sole sollecitazioni del mercato, ma si esprimano nel loro valore sociale su di un arco che vada dalla ricerca pura e di base fino a quella applicata e operativa, è riuscita a conseguire un primo punto di appoggio in questi accordi. Infatti, al di là degli investimenti che nei singoli gruppi vengono impegnati per il prossimo quinquennio e degli impegni generali che rispondono alle richieste che il Sindacato ha avanzato, vi sono negli accordi tre iniziative per nuovi centri di ricerca collocati tutti e tre nel Mezzogiorno, fatto che esprime di per sé l'inizio di un nuovo modo di impostare il rapporto tra insediamenti nel sud e sviluppo generale delle zone.

Né, infine, può essere considerato un fatto a parte il risultato realizzato per i problemi dell'organizzazione del lavoro, dall'ambiente all'orario. Anche qui gli impegni strappati alle aziende, sia in investimenti sull'ambiente, sia in garanzia per la salute dei lavoratori e per la loro azione diretta in tale direzione, sia per la

riduzione di orario dei turnisti, muovono tutti nella direzione di incrementare l'occupazione relativa, di imporre la negoziazione degli organici e di consentire una struttura organizzativa interna delle aziende ed esterna della società indirizzata a una adeguata considerazione delle esigenze umane e sociali. Anche i risultati salariali hanno apportato il loro contributo alla difesa delle retribuzioni reali, benché la spinta inflazionistica renda tale difesa sempre più problematica.

La lotta operaia ha dunque conseguito un risultato di grosso rilievo e la coscienza di averlo conseguito deve rafforzarsi nel Sindacato e nei lavoratori, perché è da essa che può partire l'azione per l'indispensabile sviluppo di un successo che, lasciato a sé stesso, verrebbe presto riassorbito nelle esigenze del sistema.

La valutazione positiva delle lotte condotte, il loro notevole valore per l'occupazione nel Sud e per la salvaguardia dei livelli occupazionali nel Nord, non devono lasciare il margine a illusione alcuna.

Non vi è certo nessun dubbio che il padronato italiano abbia ceduto alla pressione dei lavoratori col chiaro intento di rivalersi al più presto — in termini di impresa e in termini di classe —, sia facendo cadere nel nulla gli stessi risultati degli accordi che più contrastano coi suoi obiettivi, sia utilizzandoli in parte, per inserirsi a fini di sfruttamento nelle stesse istanze sociali, nel tentativo di catturare il Sindacato stesso nella logica delle sue prospettive di profitto.

Gli impegni per gli investimenti e per il relativo aumento dell'occupazione possono essere rimessi in discussione dalle imprese che li hanno sottoscritti, assumendo a presunta giustificazione ora il mutamento del « quadro di mercato », ora le « difficoltà » nell'ottenimento dei crediti o nella disponibilità delle zone, in ciò utilizzando al massimo i contrasti che vengono a crearsi tra zona e zona, tra comune e comune, tra categoria e categoria di fronte alle nuove iniziative. I Gruppi sono stati costretti dalla tensione sociale creata dalle grandi lotte operaie a fare gli accordi e solo dal permanere e dallo svilupparsi di una tale tensione possono essere obbligati ad attuarli.

D'altra parte, il fatto di aver firmato degli accordi e di essersi

impegnati a gestirli con il Sindacato offre certo alle imprese un campo d'azione non indifferente per forzare i lavoratori ad accogliere come obbligata la *gestione* delle cose che ad esse imprese conviene, qualora lo stesso confronto — quotidiano e periodico — per l'applicazione delle intese non sviluppi a fondo, anche in tutti i suoi collegamenti esterni, la pressione delle masse perché gli obiettivi cui si è impegnati vengano al più presto e concretamente raggiunti.

Per questo, davanti al Sindacato non sta oggi il problema di una *gestione* degli accordi, come troppo spesso anche nel movimento si sente dire; ma il vero problema è quello di aprire senza indugi una nuova fase di lotta per imporre l'attuazione dei risultati ottenuti, inquadrandoli nelle azioni di territorio e in quelle generali, come fattori attivi dell'inizio concreto di un nuovo meccanismo di sviluppo.

Naturalmente, questa nuova fase di lotta non può più avere quella dimensione prevalentemente categoriale che hanno avuto — e che è stato un notevole limite — le vertenze nei grandi gruppi.

Ora che sono stati ottenuti gli impegni Montedison, Fiat, Lanerossi, Anic, Alfa Romeo, Sir, Zanussi, Snia, ecc. per gli investimenti e l'occupazione, che da questi impegni discende la garanzia dell'occupazione e del suo normale sviluppo al Nord e la creazione di più di centomila posti di lavoro al Sud, questi impegni devono essere visti e trattati come elementi *certi* e non derogabili di una programmazione nella quale la classe lavoratrice ha cominciato a assumere un ruolo di protagonista col farvi pesare la sua volontà; e che deve fondarsi sulla crescita del Mezzogiorno come fattore essenziale di un nuovo sviluppo di tutto il paese.

L'insieme degli impegni ottenuti, per ogni regione e nel complesso, deve diventare la base di vaste azioni regionali, alle quali chiamare tutte le categorie interessate, i disoccupati, gli studenti, aprendo confronti diretti con le Regioni e con il Governo.

Un'ampia azione articolata deve svolgersi nel Paese, facendo degli strati più attivi della popolazione le forze che impongono una nuova programmazione dell'economia, un nuovo vitale, dinamico modello di sviluppo. Ed è in questo quadro che la nuova fase che parte dalle vertenze diventa elemento di fondo dell'azione generale di riforma che le Confederazioni hanno il compito

di portare innanzi e che costituisce la base anche delle azioni di carattere più immediato, come quelle del controllo dei prezzi, e della difesa dei redditi più bassi, delle necessarie modifiche fiscali.

Tutto ciò richiede come prima cosa che le categorie, da quelle dell'industria a quelle della terra, del commercio e dei trasporti, coordinino strettamente la loro azione, molto meglio di quanto non sono riuscite a fare fino ad oggi. Si tratta certamente di un compito che riguarda direttamente la Federazione delle Confederazioni, cui spetta la direzione della politica generale del Sindacato, e, pertanto, quella della lotta per attuare gli obiettivi che essa si è data e che il movimento ha sempre più precisamente determinato.

Con molta obiettività bisogna ammettere che questo compito di direzione la Federazione CGIL-CISL e UIL non è riuscita ad assumerlo come era necessario nella recente lotta per le vertenze dei grandi gruppi industriali. Si può ritenere che ciò sia dipeso dal permanere di quelle posizioni contrastanti che avevano caratterizzato il momento del varo delle grandi vertenze, nonché da esitazioni determinate dalle stesse vicende, a volte preoccupanti, interessanti il processo unitario. Possono inoltre esserci dietro motivi di funzionamento delle strutture. Ma il fatto è che anche iniziative iniziali di notevole momento — come quella presa dai chimici — di gestire in termini unitari con le istanze territoriali e con gli altri settori la costruzione della vertenza non riuscirono ad avere poi il necessario seguito, senza dubbio per carenze della stessa categoria, ma soprattutto perché non si riuscì a realizzare confederalmente una concezione fortemente unitaria delle vertenze di gruppo e dei loro scopi politici generali.

Qualunque ne sia stata la ragione, è però certamente indispensabile, ora, che si apra la nuova fase e che essa sia diretta e coordinata dalla Federazione delle Confederazioni come momento essenziale della sua lotta globale.

Il che non esime — deve essere ben chiaro — dalla preminente responsabilità che hanno le categorie dell'industria, della terra e del commercio, insieme a tutte le istanze orizzontali territoriali, di essere gli attivi promotori della lotta e delle iniziative. Anche qui è forse bene che ognuno di noi, anche nelle grandi categorie

industriali, che escono positivamente da uno scontro così impegnativo, si faccia la dovuta autocritica su quello che abbiamo fatto per essere più uniti e organicamente collegati nella lotta, per uscire da ogni residuo « spirito di categoria », per vedersi parte attiva e vitale di un tutto e non organismo potente e autosufficiente in sé.

Questo è necessario soprattutto perché la direzione confederale unitaria ci sarà e sarà efficace e determinante solo se ogni categoria si muoverà subito con la massima energia nella direzione della nuova fase e se saprà realizzare con tutte le altre categorie e con le istanze territoriali la fusione di intenti e di obiettivi che è indispensabile al raggiungimento dei nuovi traguardi.

G. B. ALDO TRESPIDI

Allegato A

**AUMENTO OCCUPAZIONALE PREVISTO DAGLI ACCORDI:
MONTEDISON - ANIC - SIR RUMIANCA**

Gruppo Industriale	Nuovi posti in totale	Sostitutivi di attività obsoleta	Incremento occupazionale	Incremento nel Mezzogiorno
Montedison (1) . . .	29.700	16.200	13.500	10.550
Anic	12.000	—	12.000	10.000
Sir Rumianca	31.400	—	31.400	31.200
Totale . . .	73.100	16.200	56.900	51.750

(1) Compreso il programma dell'accordo Montefibre. A questi sono da aggiungere quelli riproducenti i gruppi minori.

Allegato B

**IL DOCUMENTO APPROVATO AL TERMINE
DEL CONVEGNO UNITARIO DI BARI**

Il convegno unitario indetto da Federchimici - CISL, FILCEA - CGIL e UILCID - UIL, ha svolto un'ampia e approfondita discussione sui problemi dell'industria chimica italiana in relazione alle esigenze di sviluppo economico e di progresso sociale poste con energia dalle lotte dei lavoratori dell'industria, della terra e dei settori terziari. Il convegno ha rilevato che il raggiungimento dei necessari obiettivi di riforma strutturale e di trasformazione sociale del paese richiede un mutamento radicale dell'indirizzo finora seguito dall'industria chimica italiana e delle prospettive di politica economica annunciate nei loro piani dalle grandi imprese pubbliche e private della chimica. Tale indirizzo e tali piani infatti collocano l'industria chimica italiana in un ruolo subordinato rispetto agli interessi dei grandi monopoli privati degli altri settori e prospettano, con il crescere della integrazione internazionale, un ruolo subalterno per tale industria, che contrad-

dice al carattere trainante che in una economia moderna essa è in grado di assumere.

Il convegno indica le linee di una nuova politica dell'industria chimica nello sviluppo dei grandi rami legati all'agricoltura, all'edilizia, all'industria tessile e alle materie plastiche, come elemento per le riforme strutturali indispensabili e condizione di un ampliamento del mercato interno e del reddito reale dei lavoratori, sviluppando quindi la chimica secondaria in funzione di tali indirizzi fondamentali. Tale politica esige una reale direzione pubblica e deve trovare nella decisa utilizzazione di strumenti quali l'ENI e la Montedison, l'elemento determinante per condizionare il capitale privato e per subordinare i suoi interessi a quelli della collettività.

Per la farmaceutica, il convegno conferma l'esigenza di un massiccio intervento pubblico nella produzione e, lasciando aperta la discussione sulle sue dimensioni (se totali o parziali), considera indispensabile far sì che l'intesa tra sindacati e governo per un'impresa pubblica nel ramo costituisca un primo decisivo passo in tale direzione.

Approvando quindi nelle sue linee fondamentali la relazione con i contributi apportati dal dibattito e dalle sue conclusioni, il convegno afferma che le nuove linee politiche per l'industria chimica devono diventare da questo momento obiettivo di fondo per una lotta organica della categoria la quale, partendo dalle lotte in fabbrica per profonde modifiche dell'organizzazione del lavoro (orari, ambiente, qualifiche) si sviluppi a tutti i livelli e in tutte le sedi per imporre la politica economica voluta dai sindacati. Ai fini di accelerare la elaborazione delle rivendicazioni specifiche e la preparazione ad azioni di lotta incisive, in legame con le lotte per le riforme ed in stretto collegamento con le altre categorie, il convegno invita i tre comitati esecutivi delle federazioni a riunirsi quanto prima per determinare:

- un programma di riunioni regionali, provinciali e di fabbrica per la discussione e la definizione di precisi obiettivi di lotta ai vari livelli;
- le iniziative da assumere subito contro gli atti del Governo e del padronato contrari agli obiettivi di politica decisi dal convegno;
- i tempi e i modi per manifestazioni di lotta, anche a carattere nazionale, per un nuovo indirizzo dell'industria chimica nel senso deciso dal convegno, quale partecipazione della categoria all'azione delle confederazioni per le riforme e per lo sviluppo del Mezzogiorno.

Per arrestare il tentativo in atto di far passare gradualmente la vecchia politica di ristrutturazione silenziosa del padronato, il convegno dichiara che deve essere bloccata ogni chiusura di fabbrica e ogni riduzione di personale nei diversi settori dell'industria chimica, finché non sia accettata o messa in atto la linea dei sindacati che prevede la difesa e lo sviluppo dei livelli di occupazione e la creazione di nuovi complessi industriali dove appare necessario sostituire quelli vecchi.

Inoltre il convegno riconferma che tutte le nuove iniziative devono trovare collocazione nel Mezzogiorno, in termini di una verticalizzazione industriale del

ramo che rechi ad un forte aumento dell'occupazione e sia elemento di armonico sviluppo dell'ambiente esistente.

Il convegno considera che le lotte per una nuova politica dell'industria chimica sono parte integrante delle lotte per le riforme di struttura e costituiscono il naturale complemento dell'azione per una nuova organizzazione del lavoro all'interno delle fabbriche.

Dai nuovi strumenti unitari del sindacato in fabbrica infatti devono partire le iniziative necessarie perché la politica decisa sia confrontata con tutte le altre categorie di lavoratori e siano ricercati momenti di coordinamento delle lotte indispensabili per la sua attuazione.

Per imporre questi obiettivi è decisivo il rafforzamento dell'unità a tutti i livelli. A Firenze le segreterie confederali con le loro decisioni hanno definito tempi precisi per la realizzazione dell'unità organica. Il convegno di Bari ha rappresentato, nella sua impostazione e nello sviluppo del dibattito, un deciso passo avanti dei sindacati chimici sul terreno dell'unità. A questo passo occorre farne seguire altri, in tempi ravvicinati, con decisioni operative ed iniziative precise, per quella unità organica che tutti i lavoratori chimici ritengono ormai indilazionabile.

Nel concludere i suoi lavori, il convegno riafferma l'impegno perché lo sviluppo dell'industria chimica sia elemento di fondo dello sviluppo dell'occupazione e della crescita sociale ed economica del Mezzogiorno.

democrazia industriale e controllo operaio

Può sembrare strano affrontare in piena crisi economica e politica un tema come quello del controllo operaio e più in generale della democrazia industriale; quando sembra in crisi la stessa democrazia politica ed il movimento operaio e sindacale è costretto ad una dura lotta difensiva per il mantenimento dei livelli occupazionali e del potere di acquisto dei salari chi affronta temi come questi corre il rischio di passare per un estremista, o per un intellettuale isolato dalla massa e dai suoi problemi reali.

In realtà la crescita del potere politico delle masse si realizza attraverso la sua capacità di lotta ma anche di elaborazione teorica; e l'elaborazione non può e non deve seguire sempre la lotta.

Nella moderna società industrializzata il problema della produzione non può essere visto dal movimento operaio solo sotto il profilo della riduzione dei livelli di sfruttamento senza mai affrontare altri problemi posti dalla crescita del movimento come quelli del controllo operaio. Anche se oggi una lotta generalizzata per forme più avanzate di controllo operaio non è pensabile, è anche vero che momenti isolati di lotte del genere ci sono già state¹ e che queste occasioni devono essere analizzate dal movimento se esso vuole essere poi all'altezza della storia. Ed invece il dibattito sul controllo operaio, sulla autogestione, sulla democrazia industriale langue in Italia più che in tutti i paesi europei.

Ad introduzione di uno dei rari convegni italiani sull'autogestione tenuto in questi anni (FIM-CISL, Treviso, 16-17 maggio 1970) si affermava che « il dibattito sull'autogestione e più in generale sul rifiuto dell'attuale struttura produttiva e sulle linee della sua rico-

¹ Basterebbe ricordare i successi ottenuti dai sindacati per i consigli operai, gli investimenti nel Sud, ecc.

struzione è stato sino ad oggi un luogo di confronti mancati fra sindacato e movimenti politici della sinistra ».

Questo è ancora vero oggi, ed è grave per due motivi: a) che in quasi tutti gli altri paesi europei il dibattito, pur fra la confusione delle voci (Partecipazione, Mitbestimmung, Autogestione, Industrial Democracy, ecc.) è abbastanza vivo; b) che in Italia, più che altrove sono state realizzate alcune significative esperienze di modificazione della organizzazione del lavoro in direzione di un maggior controllo operaio sulla produzione.

Rilanciare il dibattito sulla democrazia industriale, sul controllo operaio e sull'autogestione in particolare è l'obiettivo di questo articolo.

In che misura parlare oggi in Italia di autogestione esprime un collegamento con il significato politico assunto dall'azione sindacale e non è invece uno « sfogo » ideologico, la ricerca cioè di un punto di riferimento sufficientemente schematico e prestigioso?

Il riferimento all'autogestione implica che il movimento operaio, nella sua globalità abbia già fatto una scelta anticapitalistica e socialista.

In che misura e in che forme ciò è stato fatto? Quale è la posizione delle componenti sindacali che non vengono da una tradizione socialista, come la CISL e le ACLI?

È difficile parlare di autogestione o di controllo operaio (i due termini sono equivalenti) senza esprimere un atteggiamento critico nei confronti delle più rilevanti esperienze storiche « socialiste ». Ma fino a che il discorso resta a livello di valori e di principi, ecc. la critica è fortemente ambigua. Essa è infatti per un verso critica « da sinistra » sulla scia di una tradizione minoritaria e quasi anarchica del movimento operaio, per un altro rischia di cadere a destra nella ricerca terzaforzista di una mediazione fra socialismo e democrazia borghese.

Le esperienze storiche di autogestione sono e sono state talvolta della massima importanza. Ma quasi sempre hanno finito per svuotarsi, o per essere fortemente limitate, o per scontrarsi con le esigenze dello sviluppo. È dalle vicende storiche dell'autogestione che sorge il dubbio se questa esperienza egualitaria possa sopravvivere senza accompagnare alle trasformazioni radicali dei rappor-

ti di produzione una altrettanto radicale trasformazione delle strutture delle forze produttive. Senza cioè attaccare la divisione del lavoro in fabbrica, il rapporto lavoro-produzione-consumi così come si è delineato in tutte le società industriali.

È questo uno dei punti nei quali il principio teorico dell'autogestione ha conseguenze immediate per l'azione sindacale e politica e finisce per incidere sulla struttura stessa del sindacato e dei partiti.

In che misura la prospettiva socialista dell'autogestione può ispirare obiettivi intermedi propri della lotta sindacale e politica? La contestazione dell'organizzazione di fabbrica può portare l'azione sindacale su direzioni rischiose del tipo « cogestione » ma può anche arricchire il significato politico della lotta stessa, come recenti avvenimenti di autogestione di reparti o uffici o di intere fabbriche hanno dimostrato sia in Italia (Festi e Rasini di Bergamo, Leda di Milano, Stampofusione metallica di Ovada, fornace Coladomini di Caltagirone, ecc.) che all'estero (Lip in Francia, Sussmuth in Germania, ecc.).

I termini che spesso ricorrono in questo articolo — controllo operaio, cogestione, partecipazione, democrazia industriale, autogestione, ecc. — non sono sempre univoci, nel senso che quasi mai le varie componenti politiche e sindacali europee danno ad essi lo stesso significato. Per questo motivo si ritiene utile far seguire una sintetica elencazione dei principali termini.

1. I TERMINI ATTUALI DEL DIBATTITO SULLA DEMOCRAZIA INDUSTRIALE

1.1. *Democrazia industriale (Democratie Industrielle, Industrial Democracy).*

È questo il termine più diffuso oggi in Europa e perciò anche il più generico e polivalente.

Dai *laburisti norvegesi* — che nello sforzo di democratizzare la fabbrica giungono a prevedere, per il lungo termine, una democrazia industriale attuata con consigli d'amministrazione gestiti a maggioranza dai lavoratori — ai *laburisti inglesi* — che nel loro programma politico per le elezioni del 1973 sotto il capitolo « Industrial Democracy » comprendevano argomenti diversissimi come i comitati misti per la salute (joint safety committees) la partecipazione

operaia in Supervisory Board (sorta di superconsiglio d'amministrazione) l'eliminazione di lavori ripetitivi, ecc. — ai *socialdemocratici svedesi* — che hanno fatto della democrazia industriale un caposaldo del programma elettorale per il 1973 — agli *stessi sindacati americani* — notoriamente alla retroguardia specie in questo campo — *in quasi tutti i movimenti sindacali ed i partiti socialisti, oggi si parla di democrazia industriale.*

È interessante leggere la definizione di democrazia industriale data dal compagno Per Kleppe dell'ufficio studi del partito laburista norvegese al Seminario di Stoccolma dell'Internazionale Socialista del 25-26 giugno 1973.

« Per *democrazia industriale* si intende che tutte le decisioni importanti per i lavoratori di una impresa devono essere prese da organi democraticamente eletti in cui i lavoratori dipendenti abbiano una influenza dominante. Anche se a breve termine ciò non sempre sarà possibile, resta chiaro che l'obiettivo di lungo termine è l'influenza predominante dei lavoratori negli organi decisionali, con alcune eccezioni per attività di particolare interesse per la società, come ministeri, banche, ecc. È necessario ricordare che nel periodo di transizione (dal capitalismo al socialismo) ci saranno diversi tipi di democrazia industriale con combinazioni di forme di « democrazia diretta » sul singolo posto di lavoro e di « democrazia rappresentativa » per elezione di alcuni lavoratori ai massimi livelli dell'impresa ».

1.2. Cogestione (*Cogestion, Codetermination, Mitbestimmung*).

Nella Repubblica Federale Tedesca la cogestione nelle imprese è regolata da 4 leggi distinte. Le due più importanti sono la M.B.G. (*Mitbestimmungsgesetz*) del 1951 e la legge B.V.G. (*Beitragsverfassungsgesetz*) del 1952. La prima si riferisce ai settori minerario e siderurgico (imprese con più di 1000 addetti) mentre la seconda agli altri settori economici di attività (imprese con più di 500 addetti).

In base a queste due leggi la cogestione si realizza in Germania a livello dei cosiddetti « Consigli di Sorveglianza » (*Aufsichtsräte*).

Il Consiglio di Sorveglianza (C.d.S.) è un organo che ha il compito di designare le direzioni aziendali, di controllare la gestione o

di orientare le politiche generali dell'impresa che sono realizzati dalla direzione. In base alla B.V.G. i lavoratori designano un terzo dei rappresentanti del Consiglio di Sorveglianza a scrutinio segreto. Nel campo di applicazione della M.B.G. invece i lavoratori designano lo stesso di rappresentanti degli azionisti e in più possono concordare « membri neutrali » provenienti in genere dalla Pubblica Amministrazione, cooptati nel consiglio di sorveglianza. Almeno due membri, in rappresentanza dei lavoratori, devono essere dipendenti dall'impresa e sono eletti dai « Consigli di impresa » (una specie delle nostre commissioni interne); gli altri sono invece nominati dai sindacati competenti.

Nella Repubblica Federale una lotta politica è stata condotta per lungo tempo dai socialdemocratici per l'estensione del sistema di cogestione proprio dell'industria del ferro e del carbone agli altri settori economici. Uno degli argomenti a questo riguardo è che il sistema dell'industria del carbone e del ferro « ha funzionato bene » tanto che « dipendenti e padroni ne sembrano molto soddisfatti ». Ma il vero problema è se questo sistema dia ai lavoratori una reale influenza sullo sviluppo dato che le decisioni più importanti possono essere prese fuori dagli organi cogestionali. La risposta è No.

Il sistema adottato dalla Germania Occidentale è stato anche discusso a livello di Comunità Europea in relazione ai piani di formazione di regole per una cosiddetta Società per azioni europea. La Commissione Europea ha suggerito che la regola tedesca della rappresentanza di un terzo possa essere usata anche a livello europeo. A questo suggerimento si sono fortemente opposti la Francia, l'Italia (adesso anche l'Inghilterra) ed altri, il che ha portato il progetto per la società per azioni europea a navigare ancora in alto mare.

Come già detto quasi tutti i sindacati europei (ed anche l'AFL-CIO americana) sono oggi giustamente contrari alla cogestione perché la considerano poco più di una « presenza di ostaggi » nel consiglio di amministrazione, presenza più densa di rischi di integrazioni che di vantaggi decisionali.

1.3. *Controllo operaio (Control Ouvrier, Works Control).*

Verso la fine degli anni 1950 la rivista del P.S.I., *Mondo Operaio*, ospitò un ricco dibattito sui problemi del controllo operaio. Molti

compagni vi intervennero, alcuni oggi sono scomparsi o militano sotto le bandiere di altre formazioni, altri, i più, sono rimasti al P.S.I.

Premesso che fin da allora C.O. ed Autogestione erano termini intercambiabili riteniamo utile riportare un brano di quel dibattito per la viva attualità che ancora oggi presenta.

« Allorché si definisce, in generale, democratica la via al socialismo, e si vogliono garantire al massimo le prospettive del passaggio pacifico, si afferma di conseguenza e in sostanza il seguente concetto: che vi è continuità nei metodi della lotta politica prima durante e dopo il salto rivoluzionario, e che quindi gli istituti del potere proletario devono formarsi non già dopo il salto rivoluzionario, ma nel corso stesso di tutta la lotta del movimento operaio per il potere. Questi istituti debbono sorgere nella sfera economica, laddove è la fonte reale del potere, e rappresentare perciò l'uomo non solo come cittadino ma anche come produttore: e i diritti che in questi istituti si determinano debbono essere diritti politici ed economici insieme. La forza reale del movimento di classe si misura anche dalla quota di potere e dalla capacità di esercitare una funzione dirigente all'interno delle strutture della produzione. La distanza che separa gli istituti della democrazia borghese dagli istituti della democrazia operaia è qualitativamente la medesima che separa la società borghese divisa in classi dalla società socialista senza classi. È da respingere perciò la concezione, di ingenua derivazione illuministica, la quale vuole genericamente "addestrare" il proletariato al potere prescindendo dalla concreta costruzione dei suoi istituti. Si parla così di "preparazione" del proletariato, ma tutti sanno che impara a nuotare solo chi si butta in acqua (e perciò fra l'altro, è auspicabile che in acqua cominci con lo buttarsi proprio l'illuminato "educatore") ».

« Certamente queste cose non sono nuove. Sono l'esperienza storica del movimento operaio e del Marxismo, dai Soviet del '17 al movimento torinese dei consigli di fabbrica, ai consigli operai polacchi ed jugoslavi. Tanto più superfluo dovrebbe essere il ricordare nel partito socialista che proprio su questo tema, negli ultimi anni, ha fornito il suo più originale contributo all'intero movimento operaio italiano ».

Da *Mondo Operaio*, n. 2, febbraio 1958 « Sette tesi sulla questione del controllo operaio ».

1.4. Autogestione (*Autogestion, Self-governing*).

È la versione terminologica più « moderna » di controllo operaio.

Secondo i socialisti francesi, oggi all'avanguardia fra i partiti di sinistra dell'Occidente europei nel dibattito sull'autogestione: « con tale sistema sono i lavoratori che eleggeranno i responsabili della impresa ai diversi livelli (dal reparto al vertice della impresa), sono i lavoratori che decideranno collettivamente dell'organizzazione e delle condizioni del lavoro, sono i lavoratori che determineranno, nel quadro di una pianificazione democratica, la politica dell'impresa in materia di produzione, di ripartizione degli investimenti, di retribuzione ».

« Solo così essi diventeranno collettivamente padroni del loro lavoro e decideranno della ripartizione dei relativi proventi nel quadro di una solidarietà di classe nazionale ed internazionale. Il socialismo autogestito non si pone soltanto l'obiettivo di modificare la condizione dei lavoratori nell'impresa. Esso capovolge la logica del profitto in tutta la società: il consumo individuale, il modo come si costruiscono le città, i trasporti, la sanità, il tempo libero e la cultura, ecc. In tutti gli ambiti, si tratta di ricercare come soddisfare i bisogni degli uomini. Beninteso, tutto ciò che non può essere fatto senza una nuova organizzazione unitaria della società. L'autogestione non significa confusione. I lavoratori non sono sognatori. Essi sanno che le cose non camminano da sole. Per costruire una macchina è necessario disegnare i piani di costruzione. E più la macchina è complessa, più numerosi sono i piani. La società moderna è estremamente complessa. È dunque necessario un piano perché essa funzioni, ma un piano elaborato democraticamente e non un piano che sia deciso solamente da pochi. Le cose sono dunque chiare. *Il socialismo autogestito, non è un egoismo collettivo di azienda*, non è un sistema nel quale le imprese gestite dai lavoratori continueranno a farsi una concorrenza selvaggia, esattamente come quando erano gestite dai capitalisti. *Perciò l'autogestione non ha senso senza la pianificazione democratica e la proprietà sociale dei mezzi di produzione e di scambio*. Ma al contrario, la proprietà sociale e la pianificazione non cambieranno niente in modo fondamentale senza l'autogestione. Se si vuole una società socialista, non si possono separare le due cose ».

In Francia anche i Sindacati e soprattutto la CFDT (la centrale di origine cristiana e di orientamento socialista) studia le esperienze di autogestione — ed in particolare quella jugoslava — con attenzione. Ma non si tratta per questi compagni di proporre un modello perché ciascun paese ha una storia particolare e voler copiare un processo che si svolge in condizioni economiche e storiche completamente diverse sarebbe assurdo. Ciò sarebbe, d'altronde, in contraddizione con il concetto stesso di autogestione. L'autogestione non si realizza per decreto. Non si può dire un bel giorno: A partire da questo momento, c'è l'autogestione. Allora, voi farete così e così e non altrimenti. Questo sarebbe tutto il contrario dell'autogestione. Saranno i lavoratori stessi che realizzeranno un sistema di autogestione. È per questa ragione che la CFDT non ha in tasca un modello perfetto o definitivo che si tratterebbe di proporre o di imporre. *Quello che fa la CFDT è di proporre una prospettiva globale per definire le grandi linee d'un progetto d'insieme partendo dalla esperienza di coloro che la vivono.* Ma sentiamo direttamente come essi la pensano.

« L'autogestione è un modo di gestire il potere nell'impresa, ma anche nel quartiere, nel comune, in un centro culturale come in una associazione sportiva. Non si possono avere delle piccole isole durevolmente autogestite in una società che non lo è ».

« L'autogestione presuppone che sia abolita la proprietà privata dei mezzi di produzione e di scambio. Badate bene, noi diciamo: i mezzi di produzione e di scambio. L'autogestione non mette in discussione la proprietà privata dei "beni di consumo". Non si tratta di impedire al lavoratore di possedere la propria televisione, la propria automobile,... Per realizzare l'autogestione è necessario inizialmente espropriare i capitalisti, ciò che presuppone almeno la presa del potere centrale. Ma ciò non basta: occorre anche precisare che i lavoratori diventano proprietari di mezzi di produzione e di scambio. La CFDT usa il termine "proprietà sociale". Essa non vuole una proprietà statale che priva i lavoratori del potere reale dei mezzi di produzione che si utilizzano. Quando in una società socialista (o che si definisce tale) i lavoratori non hanno il potere diretto sui loro mezzi e sulle loro condizioni di lavoro, essi sono alla vigilia di perdere ogni potere reale. La soppressione della proprietà privata dei mezzi di produzione deve, dunque, accompagnarsi

inizialmente a trasformazioni che condurranno verso l'autogestione. Infatti, in un sistema autogestito, gli attributi della proprietà, i differenti poteri che essa conferisce al padrone, saranno ripartiti tra differenti centri di decisione: il piano, la regione, l'impresa. Il concetto stesso di proprietà, quale noi lo conosciamo attualmente sarà profondamente ridefinito. Il potere dei lavoratori nell'impresa non deve condurre, come nel capitalismo, ad abusare dell'impresa. La proprietà sociale non è la proprietà di un piccolo gruppo, sia pure composto da lavoratori dell'impresa. Questo perché le imprese o i servizi collettivi non possono essere venduti a privati o a gruppi di privati. Essi sono considerati come mezzi collettivi di lavoro e non più come beni commerciali utilizzati per valorizzare un capitale e dei quali si possa disporre a piacimento. Quando si tratterà, ad esempio, di creare una impresa o chiuderla o spostarla, ecc. è evidente che i lavoratori di questa impresa non saranno i soli interessati. *Il primo principio dell'autogestione, è che ogni decisione è presa a livello il più decentrato possibile nel rispetto dell'interesse generale. Il secondo principio è che gli organi responsabili sono eletti e controllati a tutti i livelli. Essi eseguono la politica definita collettivamente. Il terzo principio è che deve essere organizzato un confronto tra le differenti istanze (quartiere, comune, impresa, ecc.) che sono interessate ad una stessa decisione.* Ripetiamo che la CFDT non ha lo scopo di presentare un modello definitivo di società autogestita. Può, tuttavia, fornire qualche esempio indicativo: — una decisione concernente l'attuazione di servizi collettivi leggeri (ambulatori, piscina, centro di giochi ecc.) può essere presa a livello di consiglio comunale o di consiglio di quartiere in funzione dei bisogni prioritari che sono definiti e delle risorse disponibili. Le scelte in materia di servizi collettivi pesanti (autostrade, ferrovie, grandi ponti, per esempio) sono più di competenza di un'istanza nazionale (il piano democratico). Ma poiché queste decisioni possono interessare più particolarmente un settore industriale specifico o una regione, un dibattito deve essere organizzato tra il livello nazionale e i livelli regionali o settoriali. Nelle aziende, le scelte concernenti l'organizzazione del lavoro possono essere prese a livello del consiglio di reparto. Gli obiettivi della produzione e della redistribuzione, dovranno per contro essere determinati a livello di azienda, dal consiglio di azienda eletto dai lavo-

tori. Questo potrà essere controllato, nelle medie imprese, dall'assemblea generale dei lavoratori stessi. Nelle grandi imprese certi aspetti della gestione dovranno essere decentrati e bisognerà trovare dei sistemi per consentire un controllo regolare da parte di tutti i lavoratori: elezione dei delegati, canali permanenti di informazione e di comunicazione tra i vari stabilimenti ecc. Il lancio di un nuovo prodotto, o di un servizio, riguarda l'impresa che lo lancia. Ma riguarda anche altre persone e categorie di persone, quali i consumatori e gli utenti. È nel quadro del piano (regionale, nazionale) che si potranno fare i confronti ».

« Questi esempi non sono che indicativi. È nell'azione che si costruirà la autogestione. Sulla base di un saggio realismo la CFDT intende conservare all'organizzazione sindacale il suo diritto alla contestazione nel socialismo. È ciò che ha espresso il documento preparatorio del congresso della CFDT nel 1970: Quale che sia il grado di democratizzazione raggiunto nell'impresa, come nell'economia, il sindacalismo conserva la sua autonomia nella sua funzione di contestazione, di forza trainante, di controllo contro l'arbitrio, di protezione dei lavoratori. Il sindacato continua ad essere una scuola di formazione dei militanti lavoratori, un luogo di elaborazione della critica sociale, un motore per le trasformazioni da fare o da perfezionare. Questo significa che l'autonomia del sindacato ed il riconoscimento dei suoi modi d'azione, ivi compreso lo sciopero, costituiscono una necessità ed una garanzia fondamentale nell'autogestione ».

(Da un documento della Confederation Française Démocratique du Travail (CFDT) riportato su *Sindacato Notizie*, n. 49 del 5 luglio 1973).

2. CENNI RELATIVI AL DIBATTITO SUL CONTROLLO OPERAIO IN ITALIA VERSO LA FINE DEGLI ANNI 1950

Partiamo dal dibattito sul controllo operaio verso la fine degli anni 1950 perché non vogliamo scrivere una antologia sul C.O. — e perciò non risaliamo alla Comune di Parigi e neanche alla Rivoluzione di ottobre. —.

Basterà qui ricordare sinteticamente che nell'esperienza rivoluzionaria russa il C.O. fu essenzialmente visto come un momento di passaggio verso la conquista del potere e nelle tesi dell'Internazionale

zionale (ed in Italia nelle posizioni di Serrati e Bordiga) il C.O. fu una rivendicazione prevista per « dopo » la conquista del potere.

Per la prima volta negli anni '50, soprattutto verso la fine, il dibattito sul C.O. ebbe momenti di maggior libertà rispetto al vincolo che esso dovesse essere necessariamente legato alla presa del potere. Verso la fine del 1957 Mondo Operaio avviò un dibattito sul C.O. che è largamente indicativo di una certa evoluzione segnata dal superamento della concezione originaria (secondo cui di C.O. è possibile parlare solo in una società socialista) verso una concezione che accettava di considerare anche il C.O. ovvero alcune forme di C.O. come conquiste intermedie nella cosiddetta « via democratica al socialismo ».

Più che riportare qui i punti salienti di quel dibattito — in cui intervennero molti compagni, oltre il compianto Raniero Panzieri, che con Lucio Libertini ne fu l'animatore, i compagni Anderlini, De Martino, Giolitti, Guiducci,... — che d'altra parte gli interessati potranno trovare sulla ristampa di *Mondo Operaio* (1956-1965) a cura del compagno Gaetano Arfè, è utile rivedere i tratti essenziali della polemica Unità-Avanti che in un certo senso concluse il dibattito.

Lettera all'Unità di Panzieri-Libertini (edizione romana dell'11 ottobre 1958): « ... Il terzo atteggiamento — e siamo alle nostre tesi sul controllo operaio — accanto alla giusta valutazione della lotta per la difesa della democrazia politica contro la corruzione totalitaria e per l'attuazione della Costituzione, pone l'accento sulla necessità di allargare i margini del potere operaio all'interno delle strutture di produzione, nella fabbrica. Così come la borghesia parte dalla fabbrica per attuare la sua nuova egemonia su tutta la società, allo stesso modo, ma in senso opposto, il movimento di classe deve porsi il compito di fare attraverso la lotta, dei nuovi rapporti di classe in fabbrica la base per nuovi rapporti generali nella società.

« E qual'è la via per creare nuovi rapporti nella fabbrica? Non abbiamo mai sostenuto — e sarebbe stato infantile sostenerlo — che gli operai possano acquistare nell'ambito del regime capitalistico il diritto di dividere a mezzadria con il padrone la direzione della produzione. Questo è necessariamente ciò che il padrone non può concedere sino a che resta padrone: tanto meno può conceder-

lo il padrone monopolistico. Neppure pensiamo che il Parlamento possa per legge elargire il controllo, perché il Parlamento è lo specchio dei rapporti di classe.

« Il punto centrale è diverso. Nella fabbrica, base essenziale del rafforzamento del potere padronale è il fatto che il lavoratore è stato reso del tutto estraneo al processo di produzione, del quale, non conosce nulla, se non quella medesima frazione che è il suo compito specifico. Così si realizza lo svuotamento completo della sua personalità, della quale attraverso un sostanziale abbruttimento, rimane solo il contributo passivo di una terribile fatica muscolare o nervosa, imposta dall'organizzazione moderna del lavoro. Per uscire da questa situazione gli operai devono imparare a conoscere la fabbrica nel suo complesso, devono rendersi padroni almeno sul piano della conoscenza, del meccanismo di processo produttivo. È ciò che è successo nel campo sindacale, dove la via delle rivendicazioni generali è stata ad un certo punto la via della sconfitta; per risalire la china ed andare di nuovo avanti, il sindacato ha dovuto porsi il problema della produzione affrontare la conoscenza delle realtà di fabbrica. Se gli operai che hanno fatto l'esperienza dei consigli di gestione pur sapendo che essa non può ripetersi in quella forma affermano la sua importanza e la sua attualità, essi vogliono in realtà dire questo: che quando le organizzazioni di classe sono state allontanate (ed in parte da se stesse si sono allontanate) dalla lotta per il controllo della produzione i lavoratori hanno visto costruire il primo anello delle loro attuali catene.

Le forme ed il significato della lotta.

« È la lotta per il controllo il centro delle nostre tesi: una lotta che non può essere ristretta nell'ambito di questa o quella fabbrica, e che termina solo con la liquidazione del regime capitalistico. Mano a mano che essa si sviluppa, tuttavia, anche finché dura il regime capitalistico, le posizioni di forza degli operai si accrescono, si indebolisce il potere padronale. Come si manifesta questa lotta per il controllo? Rivendicando maggiori poteri alle commissioni interne? Con le conferenze di produzione? In forme nuove? Non si può escludere nessuna via, nessuna forma, sarà la lotta operaia a

fare la sua scelta. Quel che conta è che attraverso questa lotta si realizza l'aspirazione degli operai a dire la loro parola sulla gestione. Questa lotta, va sottolineato con forza, è una cosa sola con la lotta per la libertà operaia nelle fabbriche: non a caso la maggiore espressione di questa libertà è la diretta gestione della produzione da parte dei lavoratori, e questa libertà si identifica con il socialismo.

La prospettiva socialista.

« È a proposito della prospettiva socialista, bisogna dire che i problemi del controllo operaio, come risulta dalle cose sin qui dette, sono essenziali anche dal punto di vista della via al socialismo e della costruzione del socialismo. Quando il compagno Spriano ci accusa di far confusione fra le vie nazionali al socialismo e il superamento della rivoluzione gestita dall'alto, noi, dopo un rapido ma onesto esame di coscienza, dobbiamo concludere che la confusione la fa proprio il compagno Spriano. Cosa significa infatti parlare di via nazionale al socialismo? Certamente non può significare che ogni paese ha il "suo" socialismo; in questo caso l'elenco sarebbe infinito, e accanto a Krusciov, a Mao, a Gomulka, e a Tito si potrebbero annoverare i Mollet e i Saragat; non sarebbe questa una via al socialismo ma una via all'opportunismo. I dati fondamentali del socialismo sono costanti: abolizione del sistema di proprietà privata dei mezzi di produzione e di scambio, superamento dello sfruttamento dell'uomo sull'uomo, rovesciamento dell'organizzazione statale della società (lo Stato come lo Stato di classe).

« Allorché si parla di vie nazionali, non si intende negare questi tratti fondamentali comuni del socialismo, ma si vuol respingere l'idea che la politica del movimento operaio di ciascun paese debba essere subordinata alla politica di un determinato paese nel quale la classe operaia sia giunta al potere. È questo il senso comprensibile della affermazione fatta da Togliatti all'ottavo congresso del PCI sul policentrismo, sull'esistenza, cioè, di molteplici centri autonomi di socialismo. Il nuovo corso, se è nuovo, riafferma con le vie nazionali un genuino — alla pari — internazionalismo proletario.

« Ma allorché si afferma la possibilità per ciascun movimento

operaio di muoversi autonomamente verso il socialismo nel proprio paese si nega ogni concezione di guida esterna del movimento operaio. Via nazionale è perciò via democratica, non perché essa passi dal Parlamento (democrazia uguale democrazia borghese), ma perché è caratterizzata dal potere nuovo dei proletari che viene dal basso. *Il socialismo non è insomma un'alba miracolosa che un giorno apparirà ai lavoratori ma una realtà che si costruisce nella lotta giorno per giorno.* Nulla di ciò che è estraneo all'azione per il socialismo oggi sarà vivo nella società socialista domani. *Una politica socialista dalla quale sia esclusa la rivendicazione del controllo operaio, dell'autogestione operaia, corrisponde ad una società socialista nella quale non vi sia autogestione operaia, controllo dal basso del potere ma sopravvivano nel potere burocratico i residui della alienazione capitalistica.*

« Che senso ha, alla luce di questa concezione, che a noi sembra sia alla base del XX Congresso del PCUS, affermare come fa il compagno Spriano: "Il problema (del controllo) non sussiste, per lo meno in Italia, dove, purtroppo, non si tratta di gestire la rivoluzione ma di muovere verso la sua effettuazione"? Il fatto è che senza autonomia non esiste neppure una lotta efficace contro il capitalismo: e i compagni, se vogliono avere un punto di riferimento chiaro, pensino all'esperienza cinese, all'esperienza di un grande movimento rivoluzionario che ha saputo conciliare la necessaria solidarietà con l'URSS, con la propria libertà di scelta, anche quando questa libertà di scelta era in contrasto con gli orientamenti prevalenti nell'URSS.

Il significato della politica unitaria.

« D'altro canto, quando noi e voi parliamo del grande patrimonio recente del Movimento operaio italiano, a una cosa essenzialmente ci riferiamo: a una politica unitaria che è fondata sull'autonomia del movimento stesso, che non è calata dall'alto per un accordo diplomatico di vertici, ma è nata dal basso, dall'esperienza di lotta contro il fascismo, da una elaborazione unitaria originale. È proprio nel solco di questa esperienza e di questa tradizione che è nato lo studio intorno ai problemi del controllo operaio. Studio certamente insufficiente, che può e deve essere discusso, ma che

pone un problema chiave per una politica di classe, come dimostrano del resto gli interventi che sono venuti e che vengono anche da compagni comunisti (vedi l'articolo del compagno Pesenti sul n. 8 di *Mondo Operaio*).

« Dunque il controllo operaio non è una formula magica, né un adornamento propagandistico di questo o di quel partito, ma un tema di tutto il movimento operaio, di cui i partiti sono in funzione. Dopo tutto, né i protagonisti del XX Congresso del PCUS, né Gomułka, militano nel PSI ».

Fraternamente

R. Panzieri - L. Libertini

Risposta dell'Unità (edizione romana dell'11 ottobre 1958).

« ... Partendo da tale impostazione, il convegno del 1957 tenuto dal PCI sulle grandi fabbriche mostrava negli obiettivi stessi che fissava come intendeva si dovesse dare la battaglia per un nuovo orientamento economico, per forme di controllo, in definitiva: dai provvedimenti legislativi per il riconoscimento giuridico delle Commissioni interne, per un collocamento democratico, per la giusta causa nei licenziamenti, per la validità giuridica dei contratti collettivi, sino agli "obiettivi politici di direzione economica", volti a porre un limite diretto al potere dei monopoli. Era in questo quadro che l'assemblea sottolineava la grande importanza della lotta, nelle fabbriche e nel paese, per imporre al padronato la trattazione di tutti i termini del rapporto di lavoro, investendone la Commissione interna, mettendola in vista del controllo operaio di questa rivendicazione. Nello stesso tempo si portava in primo piano l'esigenza di "dire la propria parola sui problemi della gestione" — per usare le espressioni dei compagni Panzieri e Libertini — anche in cento altre forme, elaborando concreti programmi di investimento e di riorganizzazione aziendale, che salvaguardino l'occupazione e i salari operai, sollecitando l'intervento dello Stato per rompere l'azione soffocante dei gruppi monopolistici elettrici per nazionalizzare le fonti di energia, per potenziare e democratizzare l'ENI, per rivendicare la costruzione dell'impianto siderurgico della Finsider nel Mezzogiorno, ecc. Questa è la tematica concreta del controllo operaio a cui sarà utilissima la collaborazione di tutte le forze unitarie

interessate a una elaborazione più precisa, a una sollecitazione di iniziative; questo è anche il terreno di lotta sentito dalla classe operaia. Del resto negli interventi del compagno Spriano c'era appunto la esortazione continua a non disancorare l'esigenza della partecipazione operaia alla direzione del processo produttivo da tale piattaforma concreta, a non estraniarla dallo sforzo generale per il rinnovamento del paese, per le riforme di struttura nella agricoltura oltre che nella industria, dalla lotta in difesa della democrazia, per le autonomie comunali e regionali, ecc. Tale è la piattaforma politica dei comunisti, che non si può ignorare. In questo quadro noi poniamo il problema del controllo operaio e per questo non ne facciamo il centro dell'azione generale, ma lo inseriamo in essa ».

3. ALCUNE RECENTI ESPERIENZE DI (PARZIALE) AUTOGESTIONE IN REGIMI CAPITALISTICI

Poiché le esperienze dei consigli operai sorti in occasioni rivoluzionarie come quelli dei Soviet o di esperienze sorte in quadri istituzionali diversi come quello dei consigli con funzioni autogestinarie (Jugoslavia) o dei consigli operai (non autogestiti) in Polonia sono abbastanza note, può essere utile ricordare alcune recentissime esperienze di « autogestione operaia » in contesti capitalistici a noi più vicini, e cioè la fabbrica di orologi francese LIP, la vetreria tedesca Süssmuth, la fabbrica tessile italiana Festi e Rasini ed altri casi italiani.

3.1. *Germania: quando i lavoratori diventano padroni (da The Guardian del 20 marzo 1973).*

Fino al 1970, le vetrerie Süssmuth erano dirette in maniera del tutto tradizionale dal loro proprietario: Richard Süssmuth. Nel 1970, le vetrerie sono diventate proprietà dei lavoratori. Questi controllano le decisioni riguardanti la gestione e gli investimenti distribuendo i profitti nella misura giudicata adatta. Sotto la direzione di Süssmuth, l'impresa era in deficit. Dopo che i lavoratori l'hanno presa in mano, la situazione si è capovolta e l'anno scorso è stato anche realizzato profitto.

Le vetrerie Süssmuth sono state create sulle rovine di una vecchia vetreria distrutta dalla guerra da Richard Süssmuth, un rifugiato della Germania orientale, il quale aveva beneficiato di un sostegno finanziario da parte della Regione di Hesse e del Piano Marshall. Per circa vent'anni Süssmuth e i suoi soffiatori di vetro registrarono un successo dopo l'altro grazie al « boom » del dopoguerra. Nonostante ciò, a metà degli anni sessanta, le conseguenze di una serie di cattive decisioni amministrative, cominciarono a farsi sentire. Süssmuth aveva diretto la sua impresa da despota. Nel 1969 le banche minacciarono di rifiutare il credito se Süssmuth restava alla direzione, cosicché non restarono che due soluzioni: vendere l'azienda oppure organizzarla in modo diverso. Fu a questo punto che per iniziativa di un sindacalista locale, Franz Fabian, l'impresa si trasformò per diventare, nell'autunno del '70, proprietà dei lavoratori. Si crearono due entità legali che assicurarono a questi ultimi la proprietà e l'effettivo controllo della vetreria. Süssmuth lasciò i suoi diritti di proprietà in cambio di una pensione e di una casa gratuita.

La nuova organizzazione: vennero create due distinte società: « l'Associazione dei dipendenti della Vetreria S.A. » e la « Vetrerie Süssmuth S.A. ». Tutti i dipendenti sono membri dell'Associazione e 10 amministratori vengono eletti tra questi. Essi inoltre detengono — ed è questo il sistema che permette ai dipendenti il controllo dell'impresa — le azioni rappresentative del capitale della vetreria. L'Associazione ha gli stessi diritti e doveri di una normale società riunita in assemblea con la differenza che questa ha l'obbligo di cambiare un certo numero di amministratori ogni tre anni. In più l'Associazione controlla e sorveglia i risultati finanziari di ogni anno.

3.2. *L'orologio della rivoluzione (da « Sette giorni » del 15 luglio 1973).*

La Francia intera è con gli operai della LIP. Da « Minute » all'estrema destra, ai Maoisti di « Libération », da Edgar Faure a Edmond Maire, tutti dicono agli operai di Besançon: « Forza ragazzi, avete ragione, siamo con voi! ». Non si è ancora visto atterrare sul piazzale della officina Jean Jacques Servan-Schreiber al coman-

do del suo aereo personale in compagnia di qualche comitato di sviluppo della Franca Contea, ma si è già avuto l'onore di una visita di Garry Davis e di un cugino di Fred Lip. Da più di 15 giorni i buontemponi calano in massa. Un delegato di fabbrica li ha battezzati gli « io-ci-ho-un'idea ». Arrivano con nella testa questo teorema affisso nei magazzini della LIP: la cipolla (in francese "oignon" che suona quasi come "union") fa la zuppa, l'unione fa la forza. Ma al di là del folclore la lotta continua.

La LIP fa sognare la Francia. A Besançon sfilano le delegazioni di solidarietà inviate dalle fabbriche di Rouen, di Billancourt, di Lille, della Germania, del Belgio. All'assemblea generale sono loro, gli stranieri, i più applauditi. La base, che rumoreggia durante i discorsi, sa che la popolarità di questo singolare sciopero è la sua carta principale. I delegati di tutte le regioni vanno microfono e dicono qualche parola di simpatia. « Arrivo da Bordeaux, là siamo tutti con voi ». In queste assemblee, chi prende la parola non è giudicato né per il suo talento e neppure per quello che dice. L'unico elemento di cui si tiene conto è ciò che rappresenta. Ciascuno non è ciò che dice, e neanche ciò che fa: è ciò che il gruppo rappresenta.

E non solo la Francia continua ad affluire a Besançon, ma a sua volta chiama gli operai della LIP dappertutto. Centinaia di lettere e telefonate supplicano: « venite, almeno per un paio d'ore, a spiegare ai nostri compagni il significato della vostra lotta ». Ma i delegati non ne hanno il tempo; solo poche decine di uomini sono capaci di esporre per intero la vicenda. A Tolosa, un consiglio di fabbrica ha proposto di noleggiare un aereo speciale per prelevare un operaio della LIP.

Perché questo stupore, questa ammirazione? Perché, a Besançon, si assiste come ad una grande « prima » di un nuovo corso di lotte sociali. È stato inventato un nuovo strumento di lotta che mette il tempo sul conto dei salariati. Fino ad oggi lo sciopero in Francia presentava un grande inconveniente: per tutto il tempo in cui esso dura, i lavoratori non sono pagati. I piccoli risparmi e i magri fondi di solidarietà si consumano in fretta. I padroni non hanno che da aspettare qualche giorno o qualche settimana, sono sicuri di arrivare ad un compromesso che non li danneggerà troppo. *Alla LIP invece nessuno problema di denaro. È lo sciopero più redditizio di tutti i tempi.*

Nelle casse « autogestite » dall'unico punto di vendita di Besançon entra più denaro che in quelle della vecchia direzione. Trenta milioni di vecchi franchi al giorno sono l'incasso delle sole vendite di orologi. Un calcolo approssimativo parla di raddoppio secco, in una settimana, del volume di affari. Contemporaneamente, una straordinaria campagna di pubblicità spontanea sta convincendo tutti che gli orologi LIP, soprattutto quelli fabbricati in questo periodo, sono di una qualità semplicemente perfetta. Io che non ho mai portato orologi in tutta la mia vita ne ho già comperati due.

D'altra parte non può andare avanti così. È probabile che la vendita ai privati sarà presto interrotta e che solo delle società avranno il privilegio di acquistare orologi LIP. Un uomo d'affari di Besançon che non ha niente a che vedere con il settore, sta già decidendo, in tutta serietà, di prendere al volo l'occasione... a condizione che lo sciopero continui. Il comitato d'azione che dirige la lotta, forte del bottino accumulato all'inizio dell'operazione e dei quantitativi prodotti successivamente, è in grado di resistere tranquillamente per un anno. Ma da qui ad allora possono capitare troppe cose perché il governo lasci correre.

Tutti gli scioperanti che hanno dovuto tirare la cinghia durante le loro lotte per poi cedere, guardano stupefatti a questi lavoratori che hanno preso in pugno la situazione e la controllano. E perché allora il prossimo sciopero dovrebbe svolgersi allo stesso modo? Per una fabbrica di locomotive, sarebbe forse meno facile; ma se gli operai della Fiat dovessero mettersi a vendere le loro macchine con l'enorme riduzione del beneficio commerciale, forse che gli italiani si rivelerebbero meno entusiasti dei francesi?

La grande « prima » è anche quella del « potere operaio » che si esercita non più per bloccare la macchina della produzione, ma per farla funzionare, e meglio che in passato. È finita con le decisioni segrete della direzione, è finita con i ritmi massacranti. (Non dappertutto, veramente: all'ufficio vendite, si spera che alla fine dello sciopero si possa finalmente riprendere fiato). È finita con le angosce dei capetti. *È finita con le disuguaglianze, paga uguale per tutti in attesa di applicare il principio: « a ciascuno secondo i suoi bisogni ».* (Lo si voleva attuare fin dal mese di giugno, ma ci si è resi conto che il comunismo era piuttosto complicato da mettere in pratica su due piedi). Dopo che i francesi hanno avuto modo di

sognare a partire dal maggio 1968 la « partecipazione » gollista, l'autogestione gollista e socialista, la « democrazia dell'impresa », del PCF, come stupirsi che la LIP appaia oggi come la prefigurazione di una grande aspirazione nazionale?

3.3. *L'autogestione in Italia (Festi e Rasini).*

« Sulla popolazione di Villa d'Ogna un comune della Val Seriana incombeva una grave minaccia. La manifattura Festi e Rasini un cotonificio che dava lavoro a 800 dipendenti, 600 dei quali occupati nel locale stabilimento, stava per chiudere.

« La proprietà privata l'aveva abbandonata senza fondi, gli operai avevano occupato la fabbrica per difendere il posto di lavoro. Nessuno era intervenuto per dare le sovvenzioni necessarie a rimettere in moto la produzione, né lo Stato con la legge tessile né le banche, né la GEPI.

« È avvenuto invece qualcosa che in Italia non ha precedenti. L'impresa è stata ricostruita su basi originali e si è salvata. Un esperto aziendale il dott. Piero Guizzetti, si è messo a disposizione delle maestranze e ha promosso una intesa fra i lavoratori e la comunità, per riprendere il lavoro facendo assegnamento solo sulle loro forze.

« Il comune di Villa d'Ogna, l'amministrazione provinciale e la camera di commercio di Bergamo, hanno accettato di diventare, con un contributo di un milione ciascuno, i nuovi azionisti della società. I lavoratori sono diventati i veri soci dell'impresa, assunto di fatto, con la guida del dott. Guizzetti, nuovo amministratore delegato, la responsabilità dell'azienda.

« Nonostante la mancanza assoluta di sovvenzioni, l'attività produttiva è ripresa in pieno meritando la fiducia dei fornitori, dei clienti, di tutta la comunità cittadina. Nessuno ha perso il proprio lavoro, le organizzazioni sindacali, rispettose del grande sforzo compiuto per far rinascere l'impresa hanno esonerato i lavoratori dal partecipare agli scioperi della categoria, perché non si perdesse una sola ora di lavoro. In 15 mesi di attività il bilancio, che registrava oltre un miliardo di perdite, si presentava per il 1973 con un primo attivo. «Vi sarà la sottoscrizione di un nuovo capitale con un'opzione di azione ai lavoratori. Deve essere un capitale vera-

mente pubblico perché esso appartiene alla comunità” ha detto l'amministratore delegato nella sua Relazione all'assemblea dei lavoratori, “la vera assemblea dei soci”. Il rappresentante del consiglio di fabbrica, Marco Cattaneo, dopo aver ringraziato il presidente del consiglio di amministrazione Vicentini e l'amministratore delegato, ha ricordato la « collaborazione continua e leale fra consiglio di fabbrica e direzione, che si incontrano una volta alla settimana, collaborazione che ha dato tranquillità di lavoro e dignità umana ai lavoratori” ».

(Da *La Rocca*, dell'1 marzo 1973).

Altri casi italiani.

Purtroppo né i sindacati, né la grande stampa né tantomeno la TV è sempre attenta a segnalare i casi di gestione operaia diretta di imprese, sia piccole, che medie. Fra i più noti di essi, vanno ricordati la Fonderia di Modena, da anni autogestita da una cooperativa operaia, la Leda di Milano, la cui lotta non fu appoggiata sino in fondo dai Sindacati, la Stampofusione Metallica di Ovada, la fornace Coladomini di Caltagirone, di cui anche la TV ha riferito nel programma *Gente del Sud*, diretto da Falivena.

4. L'ATTUALE SITUAZIONE ITALIANA È AD UN BIVIO

È noto che il movimento sindacale italiano è oggi all'avanguardia nella elaborazione e nella lotta per nuove forme di organizzazione del lavoro, dall'abolizione del cottimo alla riduzione del numero di qualifiche, dal lavoro di gruppo al controllo della salute, dalla formazione permanente (le 150 ore dei metalmeccanici) all'abolizione del lavoro a catena. Eppure la maggior parte dei tentativi di riforma di organizzazione del lavoro, di cui si ha notizia in Italia, interessano solamente il livello psico-fisiologico (ambiente, ritmi, abolizione lavoro a catena, ecc.) ed in parte la professionalità; il controllo operaio rimane per ora largamente fuori da questi tentativi.

Oggi appare chiaro che da questa limitazione — la riduzione dell'ampia problematica della « qualità del lavoro » all'ambiente ed alla deparcellizzazione (livello psico-fisiologico) — possono deri-

vare severe delusioni a certe aspettative sia per le aziende che per i lavoratori.

Molti interrogativi sorgono infatti dalle esperienze fino ad oggi note di ricomposizione del lavoro (FIAT, Olivetti, Zanussi, ecc.). Quali gli obiettivi strategici che si pongono i sindacati con le loro istanze per la modifica dell'organizzazione del lavoro? E dove possono e vogliono arrivare i « padroni »? È possibile una diversa « qualità del lavoro » senza incidere sui rapporti di produzione? È possibile un lavoro meno alienante senza che il lavoro organizzato assuma diversi livelli di responsabilità verso la produzione stessa? È possibile una fabbrica più umana in un sistema socio-economico che vede aumentare le forme di lavoro precario? È possibile lottare in un solo paese per una umanizzazione dell'organizzazione del lavoro senza che ciò avvenga nei paesi concorrenti?

Per comprendere meglio la gamma dei problemi aperti bisogna esaminare tre obiettivi che in modi ed epoche diverse sono stati propri del Movimento operaio:

- un ambiente di lavoro ed un modo di lavorare più umani;
- un lavoro più qualificato;
- un maggior potere di controllo operaio sulla produzione fino alla autogestione (forma massima di controllo operaio).

Il Movimento operaio italiano, soprattutto dal 1968 in poi, ha realizzato in molte fabbriche importanti obiettivi di umanizzazione del lavoro, cioè del primo gradino del controllo operaio, quello iniziale e di minor rilevanza politica.

Ma altri obiettivi restano aperti, anche a questo livello, come quelli della rotazione del lavoro nelle mansioni più penose e dequalificate che non siano eliminabili né con altre macchine né con una diversa progettazione degli impianti. Così come a livello di singola fabbrica, la ricerca operaia e la ricerca « tout court » devono essere in grado di indicare obiettivi di ulteriore e continuo miglioramento dell'ambiente e dell'Organizzazione lavoro, non bastando più la mera contestazione o l'acritica difesa dello « statu quo » a fare avanzare oltre determinati livelli questo processo.

Ma migliori ambienti non bastano più a masse lavoratrici dai livelli di scolarità e politicizzazione crescenti. Contemporaneamente alle rivendicazioni di tipo psico-fisico, aumentano quindi le pressio-

ni per una maggiore e più diffusa professionalità. Quello che spesso è mancato finora, da parte sindacale, è stato di riempire di contenuti precisi le rivendicazioni sulla professionalità a partire da lavori più dequalificati. Solo così si può realmente accrescere la professionalità, deverticalizzare la gerarchia di officina o di ufficio ed accrescere la discrezionalità e la responsabilità sia individuale che di gruppo. Come l'umanizzazione del lavoro non agisce solo sul piano psico-fisiologico ma produce alcuni effetti anche sulla professionalità, così l'arricchimento del lavoro agisce non solo sul piano della professionalità ma anche su quello del più ampio controllo operaio. Controllo operaio su come produrre, certamente ma anche su cosa produrre, perché e per chi. Ma perché l'azione di trasformazione dell'Organizzazione lavoro interferisca anche con questi superiori livelli di controllo occorre fare un salto politico, teorico e pratico che né il Movimento operaio né tanto meno il management pubblico e privato hanno ancora fatto nella specifica situazione italiana. Ecco il perché delle incertezze e delle probabili delusioni di operai ed imprenditori di cui parla anche un esperto come il prof. Gallino¹ ed ecco il perché dell'impasse a cui è oggi giunta la « vessata questio » di una organizzazione del lavoro che sia meno alienante per l'operaio e conserva per l'imprenditore i necessari requisiti di efficienza complessiva.

In un fatto tutti sembrano d'accordo. Dopo quasi un secolo di vita felice (per i padroni) oggi l'Organizzazione del lavoro è in crisi. Essa è in crisi non solo per le spallate operaie ma anche per l'eccessiva rigidità a cui proprio la parcellizzazione spinta l'ha ridotta. Nessun padrone intelligente costruirebbe oggi una fabbrica parcellizzata e « rigida » come l'Alfa-Sud, dove una decina di operai in sciopero possono fermare tutto l'impianto. D'altra parte un operaio con una scolarità di 10 anni ed una accresciuta consapevolezza del suo ruolo non solo non è disposto ad avvitarne un bullone 10.000 volte al giorno, ma vuole capire ed influenzare di più l'intero processo produttivo.

Questi obiettivi non si realizzano sostituendo solo il montaggio

¹ Luciano Gallino: *Qualità del lavoro e nuove forme di organizzazione*, in « Biblioteca Libertà », luglio-agosto 1973.

in catena con quello di gruppo, ma con un processo continuo di riappropriazione di forme di controllo operaio sulla produzione. Questo processo va a parare — è bene dirlo con franchezza — in forme sempre più spinte di autogestione del lavoro. Ed è su questo punto che si registra il vuoto politico più rilevante ma anche il silenzio più imbarazzato. Non è un caso che esperienze di autogestione sia pure vissute con successo in paesi capitalistici come l'Italia (fonderia di Modena, fabbriche tessili di Bergamo Festi e Rasini, Leda di Milano e fabbrica metalmeccanica Stampofusione di Ova-da, fornace Coladomini di Caltagirone), la Germania (vetreria Süssmuth) e la Francia (orologeria LIP) non abbiano ancora innescato un dibattito di massa.

Non è un caso che in Francia oggi si parli di Autogestion, in Gran Bretagna e Scandinavia di Industrial Democracy, mentre gli jugoslavi — spesso criticati a sproposito — decidono nel X Congresso della loro Lega dei comunisti che « anche per l'autogestione è venuto il tempo di un decisivo passo avanti che la faccia uscire dai limiti angusti dell'impresa e la porti ad investire i gangli decisivi dell'economia (scuola, agricoltura, ecc.) ».

Se si vuole quindi che questi processi di umanizzazione del lavoro non vadano incontro al pericolo di delusioni della classe operaia è necessario analizzare senza riserve mentali, le implicazioni politiche che una visione strategica del processo di umanizzazione del lavoro inevitabilmente comporta. Poi si introdurrà anche la variabile tempo. Ma non è possibile pensare solo ad abolire le catene di montaggio senza prospettarsi i problemi politici che sono posti alle parti da una partecipazione più incisiva della classe operaia organizzata ai problemi del cosa produrre, oltre che del come produrre.

E d'altra parte le precise richieste di investimenti nel Mezzogiorno avanzata dai sindacati alle maggiori imprese italiane (FIAT, Italsider, ecc.) sono emblematiche.

In questo modo problemi come quelli della priorità dei consumi collettivi, del Mezzogiorno, del lavoro a domicilio, vengono immediatamente a saldarsi con i problemi della qualità del lavoro. La qualità del lavoro è un aspetto indissolubile della qualità di vita. Che senso avrebbe una isola di lavoro stabile e « umanizzato » — magari senza catene di montaggio — in un mare di precarietà

ed ingiustizie con disoccupati, occupati precari e magari cumuli di immondizie e colera?

Quali forme di Controllo operaio sono possibili in un contesto di capitalismo industrializzato, come obiettivi intermedi verso una società socialista, od anche solo come obiettivi di una maggiore e più incisiva socializzazione della società capitalista in cui il « lavoro » riesca a significativamente allargare il suo potere?

È questo il quesito più avvincente e politicamente più pregnante a cui il dibattito e l'azione politica debbono oggi rispondere. E non solo per la questione temporale, del « prima e del dopo », ma anche perché, ne siamo tutti convinti, *nessun cambiamento di sistema o neanche veramente riformatore, sarà possibile se la classe operaia non dimostrerà di poter assumere maggiori responsabilità di direzione senza inceppare i sempre più complessi meccanismi di finanziamento (banche) di produzione (fabbriche) e di scambio (commercio al minuto ed all'ingrosso, interno ed estero), necessari alla sopravvivenza di ogni società industrializzata moderna.*

I casi di autogestione citati (LIP francese, Süssmuth tedesca, Festa e Rasini, Stampofusione e Leda italiane, ecc.) testimoniano intanto che anche negli anni '70 la classe operaia organizzata nei sindacati, nelle sue punte più mature è in grado di mandare avanti la macchina produttiva anche per periodi lunghi e con risultati spesso migliori che con le precedenti gestioni.

Questi casi non debbono certamente illuderci sulle possibilità di una sorta di carismatica rivoluzione dal basso che parta dal Controllo operaio nelle fabbriche (e solo da esse) ignorando gli innumerevoli centri di potere reale che oggi esistono nella società, pubblica amministrazione, grande capitale, ecc. Ma questi casi vanno analizzati e portati al dibattito più ampio, alla base operaia e nelle strutture sindacali e partitiche.

Essi dicono pure qualcosa e devono spingerci ad un ulteriore approfondimento del problema e degli obiettivi intermedi di Controllo operaio possibili oggi in una prospettiva di costruzione di un socialismo autogestito.

E per finire una nota metodologica. Per poter meglio comprendere ed agire in tema di Controllo operaio e di nuove forme di organizzazione del lavoro è anche necessario ricordare sempre le differenze fra imprese private ed imprese ed enti pubblici, verso cui la

responsabilità, la tattica e la strategia di lotta per un maggior controllo operaio non possono che essere articolate e differenziate.

Non è insomma ammissibile che i Sindacati debbano porsi di fronte ai problemi dell'efficienza dell'INPS (da cui milioni di pensionati dipendono) o della Cassa per il Mezzogiorno (da cui il Sud aspetta molto di più) alla stessa stregua di come si pongono di fronte all'organizzazione del lavoro alla Fiat od all'Alfa-Romeo.

NICOLA CACACE



saggi

crisi delle relazioni industriali in svezia?

(Introduzione a Hogberg)

Della Svezia, e della sua democrazia industriale, si parla ormai da parecchi anni nel nostro paese. In particolare, si sente molto ripetere non soltanto negli ambienti scientifici, ma soprattutto nelle quotidiane informazioni giornalistiche e televisive, il discorso, proprio nel campo del lavoro industriale, di originalissime sperimentazioni organizzative, che sembrerebbero essere il punto di partenza, anzi già la larga piattaforma per un nuovo sistema di democrazia che la società industriale, scegliendo questo paese scandinavo, vorrebbe offrire ai lavoratori ed agli imprenditori, insoddisfatti cittadini del benessere capitalistico occidentale. Così il fenomeno sindacale e la realtà dei conflitti di lavoro e della contrattazione collettiva passano in secondo ordine, almeno a livello di esigenza conoscitiva, quando si parla dei problemi del lavoro della società svedese.

La traduzione del saggio di Hogberg, qui di seguito riportato, pur nei limiti di un lavoro di carattere generalmente informativo e pertanto privo di approfondimenti tecnici e scientifici sul tema oggetto dello studio, vuole essere un tentativo, invero riuscito, di offrire una panoramica della realtà del mondo del lavoro svedese. Sottraendosi al facile gioco degli specchi deformanti (o dello specchio magico della favola di Biancaneve) spesso utilizzata per la descrizione delle esperienze pur interessanti, quanto abbastanza limitate, di nuovi modi di organizzare il lavoro, questa panoramica permette di individuare alcune costanti della realtà delle relazioni industriali svedesi e insieme offre la possibilità di analizzare valori, problemi e crisi di sviluppo o di riflusso dei rapporti sindacali in quel paese.

Così in un rapido, quanto essenziale, sovrapporsi di tematiche è possibile rilevare dalla lettura delle pagine che seguono, come

anche in Svezia, e forse soprattutto in questo paese, creduto un po' troppo semplicisticamente punto di arrivo dello sviluppo del sistema industriale, in effetti si pongono problemi simili e, molto spesso, notevolmente più gravi, in particolare in termini qualitativi, di quelli propri di altri paesi industriali a noi molto più vicini.

Significativo ed interessante ci pare, ad esempio, il dato che si potrebbe forse porre a base dell'intera interpretazione della realtà svedese, dell'incredibile espandersi dell'occupazione nel settore pubblico e parapubblico e naturalmente (ed è questo un segno di un corretto evolversi delle relazioni industriali svedesi) del conseguente sviluppo della contrattazione collettiva in tale settore. Così quest'ultima acquista sempre più una funzione trainante nell'evoluzione delle strutture contrattuali e della politica retributiva e, più in generale, della regolamentazione dei rapporti di lavoro nell'intera società svedese. Cosicché, quasi a mo' di considerazione generale, potrebbe darsi che il punto centrale dello sviluppo del sistema economico e produttivo del modello principe (o quasi) delle società industriali, e, sempre più, senza possibilità di ritorni al passato, continui ad essere il pubblico impiego e l'attività sociale dello Stato, attraverso un progressivo fenomeno di limitazione dell'area produttiva e sociale della industria, sia a causa della galoppante automazione, sia anche, e soprattutto, a causa del trasferimento su aree economicamente e politicamente sottosviluppate dell'attività produttiva industriale primaria e secondaria, aree pertanto totalmente funzionalizzate ai modelli di sviluppo economico sociale dei paesi capitalistici più avanzati. Così il cerchio si chiude in una visione prospettica di una società industriale del benessere tendente appunto a produrre solo... benessere.

Altro elemento di notevole interesse, entrando nel merito del lavoro, e pertanto iniziando a prendere in considerazione i più significativi contenuti della contrattazione collettiva svedese, è la sostanziale identità di problemi che l'esperienza contrattuale collettiva rivela nei vari paesi industriali, quasi a significare più che comuni momenti di sviluppo economico e sociale, comuni istanze dei lavoratori e, in sostanza, risposte abbastanza simili da parte delle loro organizzazioni sindacali.

In tal modo i problemi dell'allineamento progressivo impiegati-operai, almeno nel trattamento economico e nella disciplina dei

diritti acquisiti dalla contrattazione collettiva in tema di ferie, orario di lavoro, trattamento malattia e infortunio, sembrano riprodursi in Svezia a somiglianza di quanto è avvenuto ed avviene nei paesi dove la tradizione contrattuale è più simile alla nostra (Francia, Germania). Interessante si rivela anche il discorso, che solo ora comincia a svilupparsi in questo paese scandinavo, della previsione contrattuale collettiva di trattamenti aggiuntivi a quelli previsti per legge in caso di malattia e, soprattutto, per le pensioni di vecchiaia.

Notevole interesse desta anche il punto della contrattazione e dell'allargamento delle aree di diritti per i lavoratori in tema di permessi sindacali e di proselitismo e contribuzioni sindacali.

Ma è soprattutto il problema più generale delle relazioni fra contrattazione collettiva e politica economica generale industriale e sindacale, in un quadro di sintesi politica economica globale, attraverso l'intervento o, come nel caso svedese, il controllo esterno dello Stato, ad interessare, scorrendo le pagine del saggio di Högberg. Infatti, in un discorso che riecheggia quasi testualmente le polemiche tra i vari governi in Italia e i nostri sindacati e, d'altra parte, ricorda distintamente le diatribe tra lamalfismo e giolittismo o, ancora, tra politica inflazionistica e deflazionistica, in Svezia dall'immediato secondo dopoguerra a tutt'oggi l'esperienza di « centralizzazione contrattuale » sta a significare l'esigenza di questo paese di utilizzare gli strumenti della autonomia collettiva in funzione di un piano più generale di sviluppo programmato dell'economia, attraverso una politica di lotta all'inflazione ed insieme di scelte fondamentalmente accentrate e quindi non sempre funzionali alle esigenze settoriali o ai bisogni sociali delle classi lavoratrici in relazione alle loro diverse condizioni economiche, produttive, tecnologiche.

Quasi ripercorrendo modelli a noi molto noti negli anni Cinquanta: contrattazione collettiva centralizzata, periodica, con lunghe sessioni contrattuali a Roma, gestione contrattuale statica senza possibilità di rinnovi parziali o di adeguamenti aziendali per la durata triennale del contratto), la contrattazione centralizzata svedese in questi ultimi anni, proprio mentre tende ad eliminare o restringere sempre più gli spazi della contrattazione per « branca di attività » o settore e della contrattazione aziendale, subisce duri colpi dalle esigenze poste al movimento sindacale dalla classe ope-

raia in alcuni settori meno privilegiati o marginali (minerari, pubblici impiegati, in particolare militari). E ciò avviene, mentre contemporaneamente i modelli contrattuali del settore pubblico e i costi globali dei rinnovi contrattuali in tale settore appaiono sempre più il punto di riferimento per una contrattazione che oltre che centralizzata comincia a dar l'impressione di diventare globale e cioè regolatrice, nelle grandi linee, dell'intero sistema produttivo e di tutti i rapporti di lavoro della società svedese. È ovvio che questo non può non creare da un lato esigenze di controllo ed indirizzo programmato dell'intera economia, e pertanto non può non suscitare interesse, nello Stato, e quasi di riflesso, l'esigenza che quest'ultimo intervenga nettamente a condizionare o mediare (quasi come se il caso di una grande vertenza Fiat del nostro paese fosse nel caso della Svezia la vertenza dell'intero sistema), mentre contemporaneamente non può non proporre linee di sviluppo generale della contrattazione che, pur centralizzata attraverso procedure sempre più articolate, contorte, e difficili da applicarsi alla pratica e pertanto soggette al rischio continuo di « saltare », tenga presente al suo interno le esigenze di alcuni settori tradizionalmente meno pagati. Così, attraverso la contrattazione centralizzata, le categorie operaie sottopagate, anziché attraverso l'articolazione contrattuale o la contrattazione aziendale, vengono lentamente avvicinate alle categorie impiegate in particolare, e soprattutto alle altre categorie operaie meglio retribuite che si vedono pertanto rallentare il processo di differenziazione per settore produttivo e per qualifiche su di un mercato tendenzialmente livellante qualifiche, categorie e livelli retributivi. Il tutto in un quadro più generale di risposta antinflazionistica ed insieme di tutela del benessere sociale lentamente ma costantemente distribuito, anche attraverso la contrattazione collettiva, in maniera sempre più egualitaria.

Una considerazione finale, di estremo interesse, dopo il discorso svolto nell'intero saggio, viene presentata da Hogberg. Essa concerne la possibilità che lo Stato intervenga direttamente a controllare o addirittura a regolamentare, vista la situazione di difficoltà di coordinamento tra i vari livelli contrattuali dei contenuti e dei limiti generali alla disciplina dei rapporti di lavoro, la contrattazione stessa. La preoccupazione di tale intervento, che potrebbe estrinsecarsi sia attraverso una disciplina legale delle procedure con-

trattuali, così come è già avvenuto attraverso la non certo felice esperienza dell'Industrial Relations Act del 1971 in Inghilterra, sia attraverso la definizione per legge di limiti predeterminati alla possibilità di incremento del costo del lavoro e perfino alla modificazione strutturale delle stesse condizioni del mercato del lavoro, sembra aver spinto le confederazioni sindacali dei datori di lavoro e dei lavoratori a sedersi attorno al tavolo delle trattative per la ricostruzione di un « sistema » di relazioni industriali e di un modello coordinato di contrattazione collettiva a tutt'oggi abbastanza barcollante ed incerto. E ciò sta avvenendo all'interno di una democrazia industriale quale quella svedese, anch'essa alla ricerca di nuovi e più validi sistemi di convivenza tra logica di sviluppo di un capitalismo monopolistico, sempre più di Stato, e rispetto ed ampliamento di spazi di eguaglianza e libertà per i lavoratori.

GAETANO VENETO



Giuseppe Macrí: « *I fabbri* », bronzo, 1970.

recenti tendenze nella contrattazione collettiva in svezia*

In Svezia la retribuzione e le altre condizioni contrattuali della maggioranza dei prestatori di lavoro sono fissate attraverso la Contrattazione Collettiva sia che si tratti di impiegati o operai, del settore privato o del settore pubblico.

Nel settore privato, il più importante in Svezia la contrattazione collettiva si basa su delle organizzazioni sindacali la cui forza è stata stabilita già da lungo tempo (sia da parte padronale che da parte operaia), come su un sistema di relazioni professionali già stabilizzato. Per quanto attiene i salariati, il grado di sindacalizzazione è veramente notevole. In questo modo, e valga a puro titolo di esempio, quasi il 95% degli operai ed il 70% degli impiegati delle industrie manifatturiere fanno parte di un sindacato.

Nel settore pubblico, il sistema attuale di Contrattazione Collettiva è stato modellato, per la parte fondamentale, dagli avvenimenti intervenuti negli ultimi sei anni. Nell'amministrazione centrale e municipale è solo dal 1966 che i *partners* sociali hanno cominciato a fruire della stessa libertà contrattuale e degli stessi diritti degli imprenditori e dei lavoratori del settore privato. Per conseguenza, una profonda riorganizzazione ha dovuto essere iniziata in questi ultimi anni, specialmente dallo Stato nella funzione di imprenditore. Ciò è perché anche il sistema di contrattazione collettiva o, perlomeno, la struttura della contrattazione, non ha ancora raggiunto nel settore pubblico la stessa stabilità che nel settore privato.

* Copyright: International Labour Office, Geneva (Switzerland). Traduzione del Dr. Gaetano Veneto dell'articolo di Gunnar Hogberg, *Recent trends in collective bargaining*, in « Sweden, International Labour Review », Vol. 107, No. 3, marzo 1973, pp. 223-238, per gentile autorizzazione dell'ILO.

In conseguenza, si può considerare come sintomatico il fatto che nel settore pubblico sia stato impossibile in questi ultimi tempi condurre a soluzione positiva delle trattative contrattuali in tema di retribuzione senza che scoppiassero dei conflitti faziosi sotto forma di scioperi e di serrate. Allo stesso modo si è insistito da più parti a che lo Stato regoli la libertà di contrattazione che, in questo settore, è cosa ancora relativamente nuova. Pur tuttavia, sino ad oggi non è entrata in vigore alcuna norma in questo senso. Nell'amministrazione (le autorità centrali ed i loro servizi) i *partners* sociali hanno, per contrasto, stabilito delle trattative contrattuali tentando di pervenire ad un nuovo accordo « di base ». Essi si propongono in questo modo di salvaguardare i diritti di contrattazione dei dipendenti pubblici, con l'elaborare una procedura tendente ad incoraggiare la contrattazione di tipo sindacale e a prevenire gli aperti conflitti (come gli scioperi e le serrate) che rischierebbero di essere pregiudizievoli alla Società o all'individuo.

Ecco perché è opportuno sottolineare le caratteristiche e l'evoluzione della contrattazione collettiva in Svezia in funzione dei diversi fattori istituzionali che vi hanno sottolineato lo sviluppo della Società in generale. Questi fattori sono di ordine economico, sociale, politico e culturale senza sottolineare più approfonditamente quelli che sono più difficili da definirsi. Ci spingerebbe troppo lontano il voler descrivere o analizzare l'evoluzione della Contrattazione Collettiva, tenendo conto di tutti questi fattori. D'altronde questo impegno non è richiesto poiché il presente lavoro ha per solo obiettivo di sottolineare le tendenze recenti. Sarà sufficiente, quindi, per sottolinearle, mostrare come si presenti al giorno d'oggi il mercato svedese del lavoro, esaminando più particolareggiatamente le strutture in cui sono organizzate le parti contrapposte della contrattazione collettiva.

ALCUNE PARTICOLARITÀ DEL MERCATO SVEDESE DEL LAVORO

La contrattazione collettiva e le tendenze attuali sono da una parte legate intimamente alla struttura del mercato del lavoro e dall'altra alle relazioni tra le organizzazioni padronali ed operaie. Sotto questo duplice aspetto, il mercato del lavoro di questo paese

presenta delle particolarità che lo distinguono di parecchio da quello degli altri stati industrializzati.

Estrazione sociale della manodopera.

La manodopera comprende all'incirca quattro milioni di persone, di cui tre milioni circa impegnati nel settore privato. Nella funzione pubblica all'incirca 400 mila sono i dipendenti dello stato e quasi 600 mila quelli delle amministrazioni municipali.

Su questi quattro milioni di lavoratori, circa i 3/4 sono operai, il resto impiegati. Queste cifre si basano fondamentalmente su due ipotesi: in primo luogo che tutti i prestatori di lavoro sono sindacalizzati ed, in secondo luogo, che la loro affiliazione al sindacato è determinata dalla differenza tradizionale dei dipendenti in operai ed in impiegati. Ma, se si tien conto delle condizioni di lavoro attuali delle diverse categorie, del numero effettivo degli operai rispetto a quello degli impiegati si presenta qualche differenza. Le differenze tradizionali, per quanto attiene alle condizioni di lavoro dell'uno e dell'altro gruppo, si avviano a scomparire: il numero degli operai, che a termini di contratto fruiscono di condizioni di impiego identiche a quelle degli impiegati, è cresciuto sia in valore assoluto che in percentuale.

Questa evoluzione è stata particolarmente rimarchevole nel settore pubblico dove dopo il 1° gennaio 1972, tutti gli operai dipendenti dello Stato e delle Aziende Municipali, hanno ricevuto lo stesso ordinamento dei lavoratori intellettuali. Questa disposizione, che riguardava all'incirca 55 mila persone, concorse senza dubbio ad accelerare il superamento nell'ambito del mercato del lavoro, di tutte le disparità che esistono fra operai ed altri dipendenti.

Le organizzazioni dei lavoratori.

La confederazione svedese dei sindacati (LO), che riunisce gli operai è la più grande organizzazione di lavoratori. Conta 1.700.000 membri, divisi in 27 sindacati e operanti, nella grande maggioranza, nel settore privato. L'Organizzazione più importante degli impiegati è l'Organizzazione Svedese Centrale degli Impiegati (TCO), con

un numero di circa 650 mila iscritti, di cui un po' meno della metà sono operanti nel settore pubblico (Stato e Aziende municipali). Allo stesso modo dei componenti del LO quelli del TCO si ripartiscono fra più sindacati. Nel settore privato, le due grandi Organizzazioni che riuniscono gli impiegati sono il Sindacato svedese degli impiegati e dei tecnici dell'industria (SIF) ed il Sindacato svedese dei capi e agenti di direzione (SALF). Queste due organizzazioni sindacali con l'associazione svedese degli ingegneri diplomati (CF), affiliata alla confederazione svedese delle associazioni professionali (SACO), sono parti di un accordo di contrattazione « combinata », la qual cosa significa che essi presentano un fronte comune nelle contrattazioni centrali. Questi tre sindacati rappresentano insieme all'incirca 300 mila impiegati di questo settore.

Le organizzazioni datoriali.

La principale organizzazione dei datori di lavoro è la confederazione padronale svedese (SAF) che rappresenta quasi 25 mila aziende del settore privato che impiegano in tutto quasi 1.300.000 lavoratori (820 mila operai e 440 mila impiegati). Queste Aziende fanno parte della SAF poiché esse appartengono a una delle 41 associazioni datoriali che le sono ufficialmente affiliate, ognuna fondata per una branca particolare di attività.

Nel settore pubblico esistono delle organizzazioni imprenditoriali a livello nazionale come a livello locale. L'organo più importante è l'Ufficio Nazionale di contrattazione collettiva (SAV); creato nel 1965. Questa associazione si occupa delle questioni relative alla gestione delle imprese e rappresenta lo Stato nella sua qualità di imprenditore nelle contrattazioni che riguardano degli Uffici pubblici.

Le Aziende di Stato sono rappresentate da un organismo distinto, l'organizzazione di contrattazione delle imprese nazionali (SFO) la cui istituzione è dell'autunno del 1970. A livello municipale, gli imprenditori sono rappresentati dall'associazione delle municipalità svedesi e dall'associazione dei consigli delle Contee svedesi.

Le principali caratteristiche strutturali del mercato svedese del lavoro si possono riassumere in un semplice schema. La loro caratteristica più importante è che le organizzazioni non sono molte

sia per i lavoratori come per gli imprenditori e che ognuna è molto forte per esercitare una determinante influenza nella contrattazione delle questioni che riguardano l'insieme del mercato del lavoro. Questo fattore istituzionale ha potentemente contribuito a rendere il sistema di contrattazione collettiva in Svezia un sistema del quale si può dire che è lo specchio dell'economia del Paese.

Attuali tendenze.

Per quanto attiene le tendenze distinguibili nelle relazioni fra le organizzazioni sindacali, si può rilevare che le diverse centrali vedono, al momento, trasformarsi la loro struttura. Questa evoluzione è particolarmente sensibile al centro della LO. Negli ultimi 10 anni il numero dei sindacati affiliati alla confederazione, che un tempo era superiore a 40, si è abbassato a 27 a seguito delle fusioni sopravvenute durante questo periodo.

Parallelamente molti sindacati locali e sindacati aziendali si sono fusi per dar vita a delle grandi organizzazioni destinate ad esercitare la propria attività in uno spazio sempre più vasto. Si tratta di una tendenza alla centralizzazione che dovrebbe cristallizzarsi, per quanto alcuni componenti delle organizzazioni sindacali abbiano espresso parere contrario.

In effetti, abbastanza di recente, un certo numero (un migliaio) di scaricatori del porto che, sino a qualche tempo prima, erano stati aderenti al sindacato dei lavoratori dei trasporti (inserito nella LO) hanno deciso, per protesta, di uscirne e di creare autonomamente un'organizzazione indipendente di questa confederazione.

Oltre a tutto questo, tende a svilupparsi in importanza il ruolo di imprenditore da parte del settore pubblico; non solo in cifre assolute ma anche, soprattutto, in rapporto al settore privato. Fra il 1960 ed il 1970 il numero effettivo del personale dello Stato e delle amministrazioni locali è aumentato quasi del 70% mentre quello dei dipendenti del settore privato rimaneva più o meno costante.

D'altra parte il livello di sindacalizzazione della classe impiegatizia si accresce, nell'insieme, in misura molto più rapida di quello degli operai sindacalizzati: in questi ultimi 20 anni, il numero effet-

tivo degli iscritti dell'LO è aumentato del 30%, con un aumento degli affiliati da 1.300.000 a 1.700.000; di contro il numero degli affiliati al TCO è aumentato più del 100%, poiché il numero effettivo degli iscritti è passato da 300.000 a 650.000.

È impossibile al momento predire come si evolveranno le relazioni fra le organizzazioni sindacali per quanto concerne le tradizionali divisioni dei lavoratori tra impiegati e operai. Così come si è già avuto occasione la disparità di condizioni di lavoro fra i due gruppi tende a scomparire; così che è sempre meno legittimo stabilire una differenza assoluta fra impiegati e operai.

Ma, poiché, le organizzazioni che riuniscono gli operai è molto più potente è certo che questa distinzione, per il momento, resterà in vita e non mancherà di segnare le trattative contrattuali con la propria presenza. Fra breve, si può pensare che la differenza di potere tra le due organizzazioni si andrà attenuando e che la concorrenza fra le due e le altre sarà meno intensa che per il passato. Più in là nel tempo; è concepibile che ci si avvii verso la formazione di un'unica organizzazione che riunisca quelle che oggi si chiamano di impiegati delle categorie più basse e operai ed un'altra che riunisca gli impiegati dei livelli superiori.

A questo proposito si può rilevare che anche oggi si registrano più occasioni nelle quali la LO ed il sindacato degli impiegati del settore privato — sia il SIF o il SALF o la CF — considerano di interesse comune presentare un fronte unico contro la SAF. Ad esempio, si possono richiamare le trattative di recente intervenute, a proposito dei permessi-formazione. Ed, in ultimo, il LO ed il gruppo dei sindacati prima richiamati si sono allineati per avviare una trattativa sul problema della partecipazione dei lavoratori alle decisioni imprenditoriali ed alla gestione dell'impresa.

L'EVOLUZIONE DELLA CONTRATTAZIONE COLLETTIVA

Si è già visto come l'evoluzione della contrattazione collettiva in Svezia sia intimamente legata alle relazioni tra le organizzazioni sindacali ed alle profonde trasformazioni di struttura che si avvia a registrare il mercato del lavoro. Insieme al sistema di trattative per la parte economica, così come si è standardizzata nel paese,

le trattative ed i contratti che interessano la SAF e la LO, — cioè quelle che si riferiscono al settore dell'economia dove le relazioni professionali sono diretta espressione di queste due confederazioni e dei loro membri — hanno subito una trasformazione, fino ad oggi, simile a quella dei rapporti contrattuali per il mercato del lavoro nella sua completezza.

Centralizzazione delle trattative nella sfera di influenza della SAF e LO.

Prima della seconda guerra mondiale e dopo la conclusione delle ostilità, fino al 1950, le trattative contrattuali sostenute dalle confederazioni SAF e LO erano di interesse esclusivo delle organizzazioni loro affiliate. Per questo motivo le trattative erano volte senza alcun intervento apprezzabile da parte delle organizzazioni datoriali e operaie al livello centrale.

Le discussioni sui salari si svolgevano senza che si tendesse sistematicamente a coordinare, in relazione al loro contenuto e alla loro durata, le trattative concluse per le diverse branche di attività.

Un'evoluzione lenta, e caratterizzata da frequenti stasi, si è svolta fra alterne vicende negli anni successivi, nel corso dei quali si sono registrate delle trattative centralizzate, ma solo in quanto dettate da « misure urgenti ». A partire dal 1956 le trattative contrattuali affrontate nella sfera di influenza della SAF e della LO si sono di molto modificate: da quel momento, infatti, tutte le trattative affrontate fra le organizzazioni padronali e i sindacati sono sempre state precedute dalla conclusione, fra la confederazione padronale e quella dei lavoratori, di accordi a livello centrale, che stabiliscono i limiti di spesa imposta all'imprenditore dalle nuove acquisizioni contrattuali. Ufficialmente questi accordi centrali fra la SAF e la LO equivalgono a delle raccomandazioni all'indirizzo delle associazioni datoriali ed ai sindacati. In pratica, per tanto, queste raccomandazioni avranno forza obbligatoria effettiva nella misura in cui le parti contrapposte a secondo del loro campo di attività siano d'accordo nell'applicare un accordo centrale, concluso fra la SAF e la LO, onde rispettare la « pace sociale », garantita da ciascuna delle confederazioni.

Il movimento verso la coordinazione e la centralizzazione delle

contrattazioni collettive sviluppate nella sfera di influenza della SAF e della LO deve essere individuato per quello che riguarda un raffronto con i risultati del precedente sistema decentrato, nell'attività che le associazioni di imprenditori ed i sindacati svolgono fra loro nelle trattative senza aver precedentemente ricevuto delle vere e proprie imposizioni da parte delle organizzazioni centrali. È apparso, specie alla fine degli anni '40 ed all'inizio degli anni '50 che le erano spesso intralciate dal fatto che ogni sindacato doveva essere informato molto da vicino delle trattative degli altri, per sapere come si svolgessero. È per questo che, una volta sottoscritto, ogni accordo veniva utilizzato più o meno come precedente per le ulteriori trattative. In generale, i contratti collettivi conclusi alla fine di una serie di trattative salariali contenevano delle disposizioni più favorevoli per i lavoratori, ed imponevano delle misure più onerose agli imprenditori, di quanto fossero state all'inizio; cosa che era un notevole fattore di inflazione. Inoltre, in seguito alle manovre alle quali i sindacati erano costantemente ricorsi per collocarsi nella posizione più favorevole, cioè nella più lontana possibile, in ogni serie di trattative queste si prolungavano di frequente molto più di quanto fosse ragionevole.

In base a ciò che si conosce degli altri paesi, il metodo di trattativa centralizzata, applicata dalla SAF e dalla LO non ha corrispondente. Alcune delle motivazioni che hanno spinto le parti ad adottare deliberatamente questo metodo corrispondono a degli interessi che esse ritrovano comuni. Allo stesso modo ciascuna ritiene che una migliore coordinazione delle trattative può ridurre i rischi del conflitto. Per il resto, si può dire che gli imprenditori erano favorevoli a questo sistema centralizzato ritenendo che essi avrebbero potuto ottenere degli appoggi supplementari rispetto alla controparte; mentre una delle ragioni principali che hanno spinto la LO ad aderire a sua volta è la speranza che le trattative centralizzate avrebbero permesso una politica più efficace di « solidarietà salariale ». Con delle trattative coordinate al livello centrale, nessun movimento operaio appartenente al settore della SAF e della LO avrebbe rischiato di avere delle condizioni di lavoro o di impiego meno soddisfacenti per il semplice fatto che esse erano state fissate prima di quelle di altri dipendenti della stessa categoria. Uno degli inconvenienti del sistema, e le parti, specie quella

padronale, ne erano perfettamente al corrente, — è che esso avrebbe portato a delle soluzioni contrattuali estremamente schematiche; cosa che avrebbe potuto limitare la possibilità di concludere delle condizioni contrattuali relative ad una o ad un'altra branca d'attività.

Le trattative a livello di branca d'attività o d'impresa.

Nell'analisi delle recenti tendenze della contrattazione collettiva in Svezia, è naturale fermarsi più in particolare al fenomeno della centralizzazione, poiché questa ha caratterizzato l'evoluzione di questi ultimi 15 anni o poco meno, sino ad un punto apicale di tensione. È necessario però sottolineare, nello stesso tempo, che le trattative contrattuali sono fondamentalmente decentralizzate, cosa che lascia molto spazio per delle clausole applicabili ad una branca determinata di attività, allo stesso modo che a degli accordi a livello aziendale. In base alla tendenza alla centralizzazione, i salari e le altre condizioni contrattuali di lavoro sono stati fissati sempre più frequentemente sulla base di norme che le Confederazioni convenivano di segnalare ai loro affiliati (associazioni di imprenditori o sindacati).

Pur tuttavia le effettive parti degli accordi conclusi a livello di branca di attività o a livello di impresa sono gli stessi sindacati locali, dai quali dipende l'applicazione delle clausole dei contratti collettivi. In caso di divergenza fra l'imprenditore ed il prestatore in merito all'interpretazione di una disposizione contrattuale, la procedura in uso prevede che la situazione difforme determini innanzitutto delle trattative fra le parti nella stessa Azienda. In caso di contrasto, il problema è portato davanti alle organizzazioni responsabili per la branca d'attività, e se anche in questo caso è impossibile giungere ad un accordo non si può far altro che sottomettere la controversia al tribunale del lavoro o ad un arbitrato, nel caso in cui le parti siano d'accordo. Questa procedura, che deriva direttamente da una legge del 1928, non è stata per niente modificata dalla centralizzazione della contrattazione collettiva.

È da rilevare anche che le trattative condotte a livello nazionale richiamano degli argomenti che, ad avviso delle controparti, sono da risolvere con una regolamentazione il più uniforme possibile per

tutto il mercato del lavoro. Le questioni di diverso ordine sono trattate a livello locale. Come esempio, a livello centrale si possono citare, come trattate di recente, la collocazione in azienda del rappresentante del sindacato locale, la collaborazione dell'imprenditore per la riscossione dei contributi sindacali o la retribuzione dovuta ai lavoratori spostati ad un altro posto in Azienda.

Niente ci vieta di pensare che la contrattazione collettiva possa un giorno giungere ad un grado di centralizzazione tale che non disponga più di una estensione così grande come quella attuale per poter regolare in relazione ad una o ad un'altra industria le questioni direttamente di loro interesse.

I risultati della contrattazione centrale.

Si è già visto come le trattative salariali, nella sfera di influenza della SAF e della LO, siano regolarmente condotte dalle centrali sindacali dopo la metà degli anni 50. Fino ad oggi si sono svolte più di 10 sessioni di trattative di questo tipo: i risultati sono stati per lo più favorevoli. Rispetto alla situazione in atto nell'immediato dopoguerra, periodo nel quale le trattative coordinate erano ancora poco utilizzate nei relativi campi d'interesse delle due Confederazioni, è certo che le relazioni contrattuali fra le parti si sono stabilizzate. Il sistema di contrattazione centralizzata rispondeva certamente ad una necessità, concorrendo a tutelare « la pace sociale ». In contrapposto non è possibile adattare la struttura delle trattative ed il peso finanziario derivante da quelle alle possibilità dei diversi settori. Per quanto questo inconveniente fosse già prevedibile, sembra al giorno d'oggi che esso divenga sempre più insormontabile. La necessità di migliorare i rapporti fra le controparti ha indotto alla riflessione: sia da parte padronale che da parte dei lavoratori si pensa alla possibilità di allargare il campo delle trattative attraverso un passaggio dalle questioni di fondo alle questioni delle branche d'attività e delle aziende. Le proposte sin qui effettuate si scontrano con un identico problema: come dare una maggiore libertà d'azione alle parti chiamate a trattare ad un livello inferiore senza minare la funzione di tutela devoluta alla contrattazione centrale? Un altro aspetto negativo della trattativa centralizzata è che essa non ha fornito i risultati sperati in merito alla

politica di « solidarietà salariale ». Essa non ha per niente ridotto la durata delle vertenze sui salari, come si era sperato all'inizio. Per questo le due ultime serie di trattative salariali (1968-69 e 1970-71) sono state giudicate particolarmente svantaggiose.

Critiche contro la trattativa centralizzata.

A seguito delle ultime trattative salariali condotte per i membri della SAF e della LO, la trattativa centralizzata determina un aumento di critiche; e questo specie a causa dell'eccessivo lasso di tempo richiesto dallo svolgimento completo della procedura. Nei due casi succitati, non è stato possibile concludere i contratti centralizzati se non dopo parecchi mesi (non meno di 6 per le trattative condotte nel 1970-71) da quando erano scaduti gli accordi precedentemente in vigore .

Altro motivo di crescente malcontento è che i contratti succitati divengono di una complessità tecnica sempre maggiore perché essi si sforzano di regolare sempre degli aspetti particolari, in modo tale che è sempre più difficile applicarli. Per di più, per quanto attiene i costi in generale, essi hanno costantemente superato, sul piano macroeconomico, le possibilità del paese e concorso ad accelerare l'inflazione, mentre le stesse parti contrapposte hanno sempre dichiarato che gli aumenti di salario contrattati non devono mai andare al di là di quanto l'economia nazionale possa sopportare.

Se le critiche formulate contro la contrattazione centrale fra la SAF e la LO si sono intensificate lo scorso anno, esse non sono state per niente costruttive sino a questo momento, non avendo proposto alcuna formula valida di ricambio. Inoltre, esaminandole più approfonditamente, ci si accorge che esse non riguardano il sistema tecnico in sé considerato. Le possibilità che si attribuiscono alla contrattazione centralizzata sulla base dei risultati delle ultime trattative si spiegano, prima di tutto, attraverso altre circostanze. Ad esempio, per citarne solamente una, la LO sosteneva vivamente che le discussioni fra la SAF ed il suo sindacato fossero coordinate con le trattative condotte negli altri settori del mercato del lavoro. Era, quindi evidente, l'impossibilità di realizzare effettivamente questo proponimento ambizioso senza subordinare a rischi di conflitto tutta la procedura di trattative, al fine di potere,

caso lampante sollecitare l'intervento di mediazione dello Stato. Numerosi avvenimenti mostrano che è soprattutto perché questa confederazione sindacale aveva interesse a che la contrattazione collettiva fosse coordinata nell'insieme dell'economia, che gli incontri più recenti hanno chiaramente protratto le loro trattative. L'ultima serie di incontri ne è l'esempio migliore.

SVOLGIMENTO E CONCLUSIONE DELL'ULTIMA SERIE DI TRATTATIVE SALARIALI, 1970-1971

L'ultima serie delle trattative salariali relative al mercato svedese del lavoro era relativa non solo alla sfera di influenza della SAF e della LO, ma anche a tutto il settore pubblico. Essa è iniziata nel maggio del 1970, nel momento in cui le due Confederazioni cominciavano ad esaminare la possibilità di sopprimere alcune delle disparità esistenti relativamente alle prestazioni sociali dovute in virtù di contratti applicabili agli operai ed agli altri dipendenti del settore privato. La LO aveva già preso posizione: a suo avviso, non avrebbe potuto essere stipulata ed entrare in vigore a partire dal 1971 nessuna convenzione sui salari, a meno che le disposizioni non fossero state adottate simultaneamente al fine di allineare le pensioni e gli assegni di malattia degli operai su quelle degli impiegati. L'esame di questo problema è stato affidato, in primo luogo ad una commissione mista di esperti, la quale avrebbe potuto accordarsi, nel febbraio del 1971, su una posizione relativa a questi due tipi di prestazioni assistenziali.

Le trattative fra la SAF e la LO.

Le principali trattative fra la SAF e la LO sono cominciate il 18 novembre 1970. A parte i salari esse erano relative a molte questioni: la conservazione delle indennità in caso di spostamenti temporanei o permanenti in azienda; certe condizioni di lavoro dei lavoratori a tempo parziale; un regolamento delle trattenute dei versamenti sindacali alla fonte; le modalità razionali di pagamento dei salari ecc. Questo ordine del giorno era tanto ponderoso da rendere le trattative complicate; esse però incontrarono un osta-

colo ancor più serio: la LO ritenne che non si potevano definire le rivendicazioni salariali distaccandole dal risultato incerto delle trattative che si svolgevano nello stesso periodo di tempo nel settore pubblico. In questo modo la prima fase di discussioni si protrasse sino al 19 febbraio 1971, data in cui le parti hanno dovuto ammettere che le loro rispettive posizioni divergenti escludevano ogni possibilità di accordo. Esse, pertanto, indirizzarono una richiesta comune al Governo perché designasse una Commissione di mediazione. Allo stesso tempo, la SAF e la LO dichiaravano la loro intenzione di restare direttamente in contatto fra loro — parallelamente alle relazioni stabilite attraverso l'intervento della Commissione di mediazione — al fine di portare a termine le trattative sulle pensioni e sulle prestazioni assistenziali in caso di malattia.

Qualche settimana più tardi (il 15 aprile), la Commissione di mediazione propose un progetto di contratto collettivo applicabile per tre anni e che comportava, secondo le valutazioni, una crescita globale dei costi di quasi il 24% per tutto il periodo di validità dell'accordo. Questo progetto fu respinto dall'una e dall'altra confederazione. Nonostante tutto la commissione non proseguì i suoi lavori. Nel frattempo le trattative assumevano un risvolto critico. Si ebbero frequenti contatti non solo in via diretta fra la SAF e la LO, ma anche fra le parti a livello di settore di produzione. Il 13 maggio (ancora un mese più tardi) la Commissione dichiarava che neanche questa fase di trattative aveva dato esito positivo. Constatando che le posizioni erano così lontane che era assolutamente inutile presentare un ultimo progetto d'accordo, la Commissione ritenne concluso il ruolo delle trattative.

Lo sviluppo successivo fu questo: i sindacati affiliati alla LO proclamarono che essi impugnavano tutti i contratti che erano stati prorogati a titolo provvisorio in pendenza delle precedenti trattative. In questo modo, dal 25 maggio i lavoratori di tutto il settore della SAF e della LO non erano più coperti da alcun accordo. La Commissione di mediazione, quindi, si è rimessa al lavoro, ma le trattative furono di nuovo interrotte il 4 giugno. La LO decise allora di impedire ogni ora di straordinario a partire dal 15 giugno, poi, annunciando un passo ulteriore, proclamò degli scioperi parziali, ai quali avrebbero partecipato quasi 80 mila operai e che avrebbero avuto inizio il 23 giugno. Astenendosi dal far rilevare l'atteggiamen-

to, la SAF dichiarò non di meno che essa avrebbe versato una speciale indennità alle Aziende affiliate che fossero state lese dall'azione della LO. Dopo un nuovo tentativo della Commissione di mediazione per riconciliare le parti, potette finalmente essere concluso un nuovo accordo nelle prime ore del 22 giugno.

Le trattative nel settore pubblico.

Mentre si svolgevano le trattative fra la SAF e la LO, se ne svolgevano altre, altrettanto intensamente, nel settore pubblico. Queste ultime erano già in una fase critica all'inizio del 1971. Per protestare contro la stasi delle discussioni in gennaio e febbraio 9.000 funzionari pubblici scesero in sciopero, lo stato rispose con una serrata che colpiva 35 mila funzionari, per lo più insegnanti. Alla fine di febbraio, l'Ufficio Nazionale della contrattazione collettiva (SAV) dette un preavviso di serrata che avrebbe colpito 3.000 ufficiali dell'armata. Tale decisione ebbe una eco molto larga, anche all'estero. Più di ogni altra ragione è quest'ultimo atteggiamento assunto dallo stato, come imprenditore, che invitò il Governo ad intervenire senza ritardo. Questo emise una legge immediata, prorogando i contratti applicabili alla amministrazione centrale e municipale, sino al 25 aprile, ed ordinò la sospensione di ogni azione diretta in corso o la rinuncia ad ogni progetto in questo senso. Dopo che le nuove trattative furono portate davanti alla Commissione di mediazione, un accordo collettivo valido per tre anni venne concluso il 17 maggio nel settore della amministrazione locale. Un mese più tardi, il 17 giugno, un accordo identico venne firmato per l'amministrazione centrale.

Sarebbe incompleta questa esposizione sullo svolgimento dell'ultima serie di trattative salariali, se si mancasse di sottolineare l'influenza che hanno esercitato sulle trattative condotte nella sfera della SAF e della LO quelle condotte parallelamente nel settore pubblico. Una circostanza, della quale non abbiamo ancora parlato, ha giocato un ruolo fondamentale all'occorrenza: il SAV, che rappresenta lo Stato come imprenditore, aveva proposto degli aumenti di trattamento speciali per i funzionari peggio retribuiti, prima ancora che le trattative avessero effettivamente inizio. Questa proposta di grande portata costituiva un precedente per il set-

tore dell'amministrazione municipale e, più tardi, per quello della SAF e della LO, cosa che hanno deplorato queste due Confederazioni. L'offerta importante fatta dal SAV dall'apertura delle trattative, e particolarmente la sua proposta in favore dei funzionari delle categorie a trattamento retributivo peggiore, ha suscitato delle grandi speranze in tutti i dipendenti che attendevano dalle prossime contrattazioni un notevole miglioramento della retribuzione e delle altre condizioni di impiego. Ma i rappresentanti dei lavoratori non si impegnarono quanto era necessario a trattare nel settore privato. La LO non voleva o riteneva di non poter precisare le sue rivendicazioni salariali prima di aver valutato le conseguenze degli accordi sui salari conclusivi a vantaggio dei funzionari pubblici.

Rapporti fra le trattative nel settore privato ed in quello pubblico.

L'ultima serie di trattative salariali ha sollevato, nello stesso tempo, un problema fondamentale: l'influenza del settore pubblico sul livello delle retribuzioni. Sviluppandosi rapidamente, questo settore è stato chiamato a rivestire un ruolo di maggiore importanza come imprenditore. Questa evoluzione lascia presagire che le retribuzioni e le altre condizioni di impiego nel settore pubblico registreranno delle ripercussioni sempre più marcate su quelle che si riscontrano negli altri settori del mercato del lavoro. Pertanto è indispensabile sapere, a seguito dell'espansione del settore pubblico, se le trattative salariali del futuro dipenderanno sempre più dalle iniziative dello stato in materia di politica dei salari. Fino a questo momento sono stati in generale i risultati delle contrattazioni condotte nel settore privato che hanno determinato il corso di quelle che venivano condotte altrove. Per quanto riguarda i limiti nei quali possono collocarsi gli aumenti della massa salariale e degli altri costi di manodopera, questi sono sempre stati determinati soprattutto in funzione della capacità finanziaria del settore privato più direttamente esposto alla concorrenza internazionale. A questo proposito l'ultima serie di trattative sui salari mostra che il ruolo del settore privato e quello del settore pubblico si sono modificati nei loro reciproci rapporti. È la prima volta, in effetti, che le trattative in questo ultimo settore hanno influenzato in maniera decisiva lo svolgimento e la conclusione di quelle delle azien-

de private. È troppo presto, però, per dire se le contrattazioni del 1970-71 hanno costituito un caso isolato o se sono un primo segno del fatto che il settore pubblico è sul punto di assumere l'iniziativa nella politica dei salari. La maggior parte degli osservatori qualificati sono dell'avviso di sottolineare che gli ultimi risultati sulle trattative salariali comportano per questo aspetto un avvertimento che non è il caso di trascurare.

PROSPETTIVE A LUNGO TERMINE DELLA CONTRATTAZIONE COLLETTIVA

L'ultima serie di trattative sui salari ha mostrato come era possibile coordinare le trattative interessanti il settore pubblico con quelle che vedono i salari compresi nella sfera di influenza della SAF e della LO, cioè fra i dipendenti del settore privato. Durante le precedenti trattative la necessità di un coordinamento era stato avvertito soprattutto per le trattative concernenti da una parte gli operai e dall'altra gli impiegati del settore privato.

SI POTRANNO COORDINARE LE TRATTATIVE PER GLI OPERAI E PER GLI ALTRI DIPENDENTI DEL SETTORE PRIVATO?

Le rivendicazioni formulate dalla LO per il coordinamento integrale delle contrattazioni nel settore privato non hanno avuto fino ad oggi alcun risultato, se non che hanno spinto le organizzazioni degli impiegati ad affermare la loro autonomia; che è grandissima, rigettando ogni forma di coordinamento con gli operai, almeno per quanto concerne i salari. Questo deriva nettamente dalla convenzione della durata di 5 anni che è stata firmata nel Dicembre 1969 fra la SAF ed il gruppo SIF-SALF-CF ed è quindi applicabile fino alla fine del 1974 e si presenta, fatto notevole, come il primo vero accordo a lungo termine concluso sul mercato svedese del lavoro.

Questo accordo dà agli impiegati la certezza che non potrà essere intavolata alcuna trattativa salariale in forma paritaria con quelle della LO durante un periodo abbastanza lungo. Avendo fissato la durata ed il fatto che l'ultimo accordo fra la SAF e la LO si concluderà alla fine del 1973, gli accordi salariali in favore degli impiegati da una parte e degli operai dall'altra non potranno coinci-

dere che nel 1974, o, piuttosto, e ancora, a condizione che quelle che si devono iniziare fra le due Confederazioni in autunno del 1973 giungano alla conclusione di un contratto di un anno. Se gli accordi salariali del 1974-75 dovessero riferirsi sia ai lavoratori operai che a tutti gli altri dipendenti delle aziende private, è probabile che la necessità di un coordinamento fra queste due categorie farebbe sentirsi come, e questo è il caso, le ultime discussioni per quelle della SAF e della LO e quelle del settore pubblico. Un problema interessante appare dunque all'orizzonte. Si tratterà di sapere se un tale coordinamento sarà realizzabile nel settore privato o se la concorrenza fra i sindacati operai e le organizzazioni degli impiegati sempre più potenti, si intensificherà al punto da accelerare l'intervento diretto dello Stato nella determinazione delle retribuzioni. Fino a questo momento imprenditori e lavoratori erano d'accordo sul punto che è necessario, ad ogni costo, conservare la libertà contrattuale. Per questo ci si sorprende di sentire, nel dibattito pubblico sul coordinamento dei dirigenti sindacali che sostengono che potrebbe essere necessaria una limitazione alla libertà contrattuale. Una tale opinione non intimorisce meno di una visione realistica delle cose: senza una limitazione di questa fatta, il coordinamento della contrattazione collettiva — sia che essa sia per i lavoratori operai o impiegati del settore privato sia che per tutti i dipendenti di questo settore come del settore pubblico — potrebbe rivelarsi impossibile.

I datori di lavoro propongono una nuova procedura di contrattazione.

Già nel 1967, la SAF richiedeva una nuova procedura di contrattazione fondata principalmente sul principio del coordinamento delle contrattazioni a favore degli operai e degli impiegati, così come doveva suggerirla la LO in seguito.

L'idea fondamentale di questa proposta è nel fatto che le parti intraprendono insieme la valutazione obiettiva del « margine globale » della crescita dei costi della manodopera a carico degli imprenditori. Per calcolarla si dovrebbe tenere conto di ogni aumento delle prestazioni sociali imposte ai datori dalla legislazione; di uno slittamento prevedibile dei salari, cioè lo scarto, più o meno rilevante, a seconda delle condizioni del mercato locale, fra i salari

reali e le retribuzioni contrattate. Il resto del « margine » sarebbe allora ripartito fra le categorie degli impiegati e degli operai. Infine ottenuto un accordo su questa ripartizione, a livello centrale, fra la SAF e la LO, e fra la SAF e le Organizzazioni degli impiegati, delle trattative potrebbero aver luogo, come prima per settore di produzione e per azienda. La proposta della Confederazione Padronale prevedeva, ugualmente che le trattative salariali nel settore privato avrebbero potuto essere divise a questo fine in molte fasi, delle quali ognuna avrebbe dovuto concludersi ad una data prefissata. I fini ricercati erano di condurre le parti ad impostare insieme le grandi linee di azione di garantire la possibilità di trattative fra diversi gruppi e di permettere la fissazione di un limite più o meno preciso alla conclusione delle trattative contrattuali.

La proposta della SAF non ha determinato entusiasmi fra i lavoratori. Non di meno la SAF, la LO e la TCO hanno formato un gruppo misto di esperti incaricati di esaminare la possibilità di elaborare un modello obiettivo che, illustrando il ruolo della stabilizzazione dei salari nell'economia nazionale, potesse servire di base per una determinazione positiva del margine macro-economico di aumento dei costi. Nell'autunno del 1968 gli esperti avevano già presentato i risultati della loro ricerca sulla determinazione dei salari dal punto di vista dell'economia in generale in un rapporto che ha ricevuto notevoli attenzioni. Questo documento doveva poi avere una presa considerevole sulla genesi della convenzione conclusa per 5 anni tra la SAF ed il gruppo SIF-SALF-CF. Nella misura in cui si tratta dei fattori secolari, intervenendo nella valutazione del movimento dei salari nell'economia svedese, vi si troverà una spinta a considerare in primo luogo delle valutazioni a lungo termine in materia di crescita economica, di rendita e di investimento. Inoltre, un accordo di principio sul ruolo della stabilizzazione dei salari sull'economia nazionale come quello al quale sono giunte le parti attraverso il rapporto degli esperti, dovrebbe contribuire a mantenere o valere a rinforzare la tendenza alla contrattazione condizionata dall'insieme dell'economia, così come ella si manifesta dalla fine della guerra sia per gli impiegati che per tutti gli altri lavoratori.

Evoluzione del contenuto e delle forme delle contrattazioni centralizzate.

Da qualche tempo le contrattazioni centralizzate risultano spesso dei contratti il cui testo è sempre più lungo e sempre più complesso; cosa che rende la loro applicazione difficile a livello di settore di produzione come di azienda. Questo fenomeno è determinato da diversi motivi. Innanzi tutto a parte le retribuzioni, un numero crescente di altri problemi costituiscono ormai oggetto di contrattazione. Inoltre le organizzazioni operaie centrali intendono giocare un ruolo più importante nella discussione. Sotto questo aspetto anche l'ultima serie di trattative salariali condotte nella sfera di influenza della SAF e della LO è abbastanza manifesta dichiarazione delle più recenti tendenze.

I contratti collettivi conclusi nel 1970-71 fra la SAF e la LO erano non solo relativi ai salari ma anche come si è visto, alle pensioni e alle prestazioni assistenziali di malattia, alle trattenute dei lavoratori spostati ad altre mansioni nell'azienda, alla fissazione di un limite di età per la classificazione dei lavoratori nella categoria degli adulti al prolungamento del preavviso per la risoluzione del contratto individuale di lavoro, alle regole applicabili alle autorizzazioni per le assenze, al calcolo delle retribuzioni delle ore straordinarie alla determinazione delle ferie e al lavoro a tempo parziale. Questi problemi non sono stati tutti risolti dall'accordo che, alla fine, è stato concluso ed è stato necessario che le controparti si riservassero di riprendere in seguito la discussione di alcune fra queste. Pur sempre è da considerare che la molteplicità dei punti che si sono indicati è stato uno dei motivi fondamentali della lentezza e della confusione delle trattative. Queste sarebbero state ancora più difficili dall'entrata in vigore il 1° gennaio 1971 di una nuova legge sulla durata del lavoro. Questa prevede una generale riduzione della settimana lavorativa che dovrà essere racchiusa in 40 ore (da 42½) tra l'inizio del 1971 e la fine del 1973.

Pur tuttavia, se il testo dei contratti tende ad allungarsi e a complicarsi, questo accade principalmente perché nelle contrattazioni centralizzate si è giunti a definire non solo il limite dell'aumento globale dei costi ma anche e, sempre più spesso la ripartizione di tutte le nuove spese fra i diversi miglioramenti convenuti. Questo

pertanto mostra manifestamente che le organizzazioni centrali dei lavoratori hanno l'ambizione di esercitare un'influenza più grande sulla politica dei salari.

L'esempio più eclatante dell'evoluzione che è scaturito durante le ultime trattative salariali, è la straordinaria importanza riconosciuta dalla LO alle sue richieste a favore dei lavoratori peggio retribuiti. Per quanto queste richieste non abbiano avuto sempre la stessa forma; esse venivano, insomma a riservare una parte della crescita globale dei costi alla formazione di un fondo speciale che dovrebbe servire ad accordare degli aumenti ai lavoratori le cui paghe orarie si trovino al di sotto di un certo livello. Questa questione è stata una delle principali pietre negli ultimi incontri sostenendo gli imprenditori che le rivendicazioni della LO erano eccessive e che le organizzazioni centrali non dovevano cercare di ottenere dei risultati tali da rivoltare la struttura della retribuzione che si era formata, poco a poco e naturalmente nelle aziende.

Sarebbe troppo lungo, in questa sede esporre nei dettagli, tutte le questioni sollevate a proposito delle asportazioni a delle « giuste retribuzioni » che sono state espresse durante le trattative più recenti. È più semplice enumerare gli aumenti di costo previsti nell'ultimo contratto concluso fra la SAF e la LO.

STIMA IN PERCENTUALE DEGLI AUMENTI DI COSTO
DERIVANTE DALL'ULTIMO CONTRATTO SAF-LO

	1971	1972	1973
Aumenti di salari:			
riduzione della durata del lavoro . . .	1,94	3,39	0,92
slittamento dei salari	3,00	3,20	3,20
supplemento al salario basso	1,60	1,50	—
marginie supplementare	3,00	1,80	1,90
Prestazioni sociali:			
pensioni di vecchiaia	—	—	0,70
assistenza malattie	—	0,40	0,70
TOTALE	9,50	10,30	7,40

La voce « riduzione della durata del lavoro » rappresenta quanto costerà ridurre la durata del lavoro da 42½ a 40 ore senza perdita di guadagno.

La « garanzia dell'aumento dei guadagni » valutabile per gli anni 1972-73, significa che ogni accordo concluso per un settore di produzione garantisce oltre l'aumento contrattato, una retribuzione effettiva proporzionalmente crescente. Se non è fissato il contrario fra le controparti, questa garanzia deve essere applicata per ogni impresa individualmente.

Il « supplemento per salari bassi » per il 1971 è la valutazione del costo delle maggiorazioni accordate ai lavoratori che guadagnano meno di 12,20 corone all'ora. L'aumento corrisponde al 25% della differenza fra questo limite di crescita ed il salario orario degli interessati. Il supplemento per il 1972 è calcolato allo stesso modo, se la retribuzione di riferimento non è di 13,25 corone.

Per quanto attiene la voce « pensioni di vecchiaia » si tratta di una trattenuta speciale di pensione a favore degli operai che sarà introdotta progressivamente a partire dal 1° luglio 1973 per completare quella che è utilizzata a titolo di misura ufficiale di pensione. Con la nuova pensione questi lavoratori, potranno pretendere dall'età di 65 anni una prestazione di rivendica le cui altre condizioni saranno uguali a quelle che si applicano già agli impiegati.

Infine per le « prestazioni di malattia », il contratto prevede che a partire dal 1° settembre 1972, gli operai riceveranno alcune prestazioni dopo i primi 30 giorni di malattia.

CONCLUSIONI

Le ultime trattative salariali sul mercato del lavoro svedese, hanno mostrato che è sempre più difficile ottenere dei risultati soddisfacenti con il sistema in vigore. Questa è l'opinione della maggioranza. Non è possibile che si assista ad una nuova serie di contrattazioni del genere di quelle del 1970-71.

Nella convinzione che le più recenti tendenze mostrino fino ad un certo punto il corso delle cose per il resto degli anni '70 non pochi indici mostrano che le pressioni che si esercitano sotto la forma attuale della contrattazione collettiva potranno ancora intensificarsi. Numerosi sono gli osservatori che pensano che le difficoltà relative alla composizione dei diversi interessi, dal lato dei lavoratori, in materia di politica dei salari, come alla coordinazione,

da parte degli imprenditori, fra il settore privato ed il settore pubblico, siano tali che un intervento diretto dello stato nelle trattative sembrerebbe indispensabile a partire da quelle del 1973-74.

Pur tuttavia d'altra parte può farsi valere in contrapposizione con questa tesi che tutti gli interessi si mostrano concordi nel voler tutelare la libertà di contrattazione. Una attestazione che vi si giungerà può essere nel fatto che la SAF e la LO hanno già avviato delle trattative dirette sugli ostacoli che le contrattazioni salariali rischiano di incontrare quando saranno avviate più in là durante l'anno.

GUNNAR HOGBERG



relazioni industriali

le relazioni contrattuali in italia

A cura di A. La Porta e D. Valcavi

1. *Contrattazione nazionale febbraio-marzo 1974.*

1.1. Aspetti generali.

1.2. Il rinnovo della gomma, plastica, linoleum.

1.3. Principali piattaforme contrattuali.

1.3.1. Piattaforma dei braccianti e salariati agricoli.

1.3.2. Piattaforma del primo raggruppamento contrattuale degli alimentaristi.

2. *La contrattazione aziendale.*

2.1. Aspetti generali.

2.2. Le contribuzioni delle aziende per lo sviluppo dei servizi sociali.

1. Contrattazione Nazionale Febbraio - Marzo 1974.

1.1. Aspetti generali.

Nei primi mesi del 1974 la contrattazione collettiva ha assunto un particolare rilievo sul piano aziendale e di gruppo, tanto dal punto di vista qualitativo che quantitativo. Nel mese di marzo sono stati raggiunti, come si vedrà, importanti accordi, che sono stati al centro dei commenti sindacali e politici.

Anche a livello nazionale comunque si sono avuti numerosi rinnovi (concia, gomma, case editrici, marittimi, enti zootecnici, ospedalieri), i cui contenuti presentano caratteri omogenei con la contrattazione più recente (unificazione contrattuale di più settori, collegamento con obiettivi generali di riforma, modifica delle condizioni di lavoro, progressione della parificazione della parte normativa, classificazione unica e miglioramento dei minimi salariali).

Un particolare rilievo assume per il suo valore più generale l'ipotesi di accordo degli ospedalieri, le cui trattative si sono assai prolungate nel tempo. Per gli ospedalieri (250.000 addetti), infatti, è stato raggiunto un protocollo nel quale vengono fissate le linee e i principi generali della regolamentazione degli istituti normativi ed economici per tutto il personale ospedaliero. Il valore più innovativo di tale protocollo, giudicato positivamente dalle organizzazioni sindacali, fatta salva la esigenza di specificazione di alcuni aspetti più direttamente salariali, consiste nella affermazione dell'unicità contrattuale per tutti gli operatori sanitari, medici e non medici, sia pubblici che privati. Tale unicità, che viene osteggiata da una parte del personale medico, rappresenta la concretizzazione di strumenti nuovi nella organizzazione ospedaliera in funzione alla riforma sanitaria. Tra questi possono ricordarsi: la struttura dipartimentale, la qualificazione normativa ed economica del rapporto di lavoro a tempo pieno per i medici, la regolamentazione nell'attività di libera professione collegata all'attività ospedaliera; la qualificazione e il diritto allo studio sia per il personale medico che per tutti gli operatori sanitari.

Una segnalazione particolare meritano infine le trattative in corso per la definizione del primo contratto nazionale collettivo per il personale domestico, conosciuti sempre di più come collaboratori e collaboratrici familiari. Sui contenuti di tale contratto ci soffermeremo quando sarà raggiunta una precisa conclusione formale. Ora si intende sottolineare la tendenza espansiva della con-

trattazione collettiva, la quale viene a regolamentare rapporti di lavoro in precedenza soggetti esclusivamente alla contrattazione individuale ed alla sola tutela legislativa.

1.2. Il rinnovo della gomma, plastica, linoleum.

L'ipotesi d'accordo siglata a metà marzo per il rinnovo del contratto nazionale dei settori gomma, plastica e linoleum (circa 250.000 lavoratori interessati) ha concluso una delle più lunghe e difficili vertenze contrattuali più recenti (ben sei mesi di trattative, 160 ore di sciopero) nel settore industriale.

I temi relativi all'organizzazione del lavoro, in particolare l'orario, e l'accorporamento in un unico contratto di tre settori in precedenza distinti, hanno rappresentato gli elementi più controversi del confronto contrattuale, che peraltro si inseriva già nell'attuale situazione economica di crisi energetica e di grave deterioramento del potere di acquisto dei salari. I contenuti concordati sono omogenei con le linee di tendenze contrattuali più recenti del settore industriale: gli aspetti salariali giustificatamente hanno assunto una maggiore rilevanza, ma mantengono una importanza centrale gli aspetti relativi al miglioramento delle condizioni di lavoro e alla graduale parificazione dei trattamenti normativi.

I minimi salariali sono stati aumentati di L. 25.000 mensili uguali per tutti, che rappresenta l'ammontare richiesto nella piattaforma rivendicativa; altri miglioramenti economici derivanti dalla nuova classificazione, dagli scatti di anzianità, elevano il salario di fatto fino alla somma media di 33-35 mila lire mensili.

La nuova classificazione prevede 7 categorie professionali, con l'indicazione dei criteri generali (declaratorie e profili minimi) che servono di base ai concreti inquadramenti contrattati in sede aziendale (v. tab. 1). L'inquadramento unico realizza una certa sovrapposizione tra le qualifiche in precedenza nettamente distinte.

Per altro la distinzione tra impiegati, qualifiche speciali e operai permane agli effetti delle norme legali e contrattuali che prevedono ancora trattamenti differenziati o che comunque fanno riferimento a tali qualifiche. In correlazione all'introduzione dell'inquadramento unico, così come è ormai prassi comune, i valori dell'indennità di contingenza per i vari livelli vengono unificati al valore più alto tra quelli previsti per le singole categorie interconfederali confluite nel livello medesimo; ciò comporta dei piccoli

Tab. 1 - NUOVA CLASSIFICAZIONE GOMMA, MATERIE PLASTICHE, LINOLEUM
E VALORI DELLA INDENNITÀ DI CONTINGENZA

Categorie contrattuali	Indennità di contingenza (parametro)
Cat. A - ex 1 ^a super impiegati	255
Cat. B - ex 1 ^a impiegati	255
Cat. C - ex 2 ^a impiegati (ex 1 ^a qualifica speciale; ex 1 ^a super operai, relativa- mente ad alcune mansioni elencate)	191
Cat. D - ex 1 ^a super operai	142
Cat. E - ex 3 ^a impiegati (ex 2 ^a qualifica speciale ; ex 1 ^a operai)	142
Cat. F - ex 4 ^a impiegati (ex 2 ^a operai)	126
Cat. G - ex 3 ^a operai	111
Cat. G bis - ex 4 ^a operai	106,6

aggiustamenti migliorativi a favore delle categorie più basse, con la riduzione a solo sei del numero dei valori di contingenza.

Il contratto abolisce le precedenti norme sull'apprendistato. Contemporaneamente una serie di norme relative ai lavoratori studenti tendono ad agevolare la formazione professionale, scolastica e culturale dei lavoratori del settore. Inoltre, a questo scopo, viene riconosciuto il diritto ad usufruire di 150 ore di permesso, di cui 50 retribuite, limitatamente, nel corso di ogni anno, a non più del 3% del numero dei dipendenti in forza all'azienda alla data del 1° settembre.

Per l'orario di lavoro si confermano le 40 ore settimanali, al di là delle quali l'eventuale lavoro supplementare (quello compreso tra l'orario contrattuale e l'orario massimo di legge pari a 48 ore) e straordinario (oltre le 48 ore) devono essere preventivamente contrattati tra la Direzione Aziendale e il Consiglio di Fabbrica. Il superamento dell'orario contrattuale deve avere comunque carattere eccezionale e trovare obiettiva giustificazione in necessità

inderogabili, indefferibili, di durata temporanea e tali da non ammettere correlativi dimensionamenti organici.

Il contratto introduce inoltre un principio innovativo, che può servire a limitare effettivamente il lavoro straordinario e supplementare: le prestazioni oltre l'orario contrattuale, fermo restando l'erogazione delle maggiorazioni percentuali previste, sono compensate da corrispondenti riposi, possibilmente collegati con quelli settimanali e infrasettimanali. In ciò che riguarda il lavoro supplementare, da 40 a 48 ore settimanali, l'applicazione di tale principio è per altro rinviata alla contrattazione con il Consiglio di Fabbrica.

Per il lavoro notturno non sono state introdotte innovazioni e limitazioni che venivano richieste dai sindacati. La vertenza ha posto l'accento, ma senza risultato, sulla non validità del lavoro notturno e quindi sulla esigenza di una sua futura progressiva riduzione, fuori dai casi strettamente giustificati; la resistenza delle aziende è stata però su questo punto insormontabile.

Per i turnisti si è comunque affermato il diritto di godere di una giornata di riposo compensativa per quante sono le festività lavorative, il che realizza una riduzione dell'orario di lavoro nell'arco dell'anno; inoltre per il lavoro prestato in turno notturno la percentuale di maggiorazione è stata portata dal 28% al 40%. Sempre per i turnisti va ricordata la nuova norma che prevede il mantenimento ad personam dell'80% delle maggiorazioni per il lavoro su tre o due turni, svolto per oltre 20 anni qualora il lavoratore venga definitivamente spostato ad orari diurni.

Per l'ambiente di lavoro e le forme di lavoro a cottimo sono state perfezionate le possibilità di controllo e di conoscenza con la partecipazione dei delegati di reparto e del Consiglio di Fabbrica. Per il cottimo va segnalata l'introduzione di una norma di salvaguardia dei guadagni negli spostamenti dal lavoro a cottimo: i lavoratori che abbiano lavorato a cottimo per oltre 15 anni nel passare al lavoro ad economia mantengono ad personam un importo pari all'80% dell'eventuale perdita di guadagno calcolato in base al rendimento medio degli ultimi tre anni.

Per l'ambiente di lavoro va segnalato il diritto di intervento sindacale fin dal momento della costruzione dei nuovi impianti. L'accordo prevede infatti che « in occasione dell'installazione di nuovi complessi industriali, le relative caratteristiche, per quanto riguarda l'ambiente di lavoro, saranno previamente esaminate con le organizzazioni sindacali nel pieno rispetto del segreto industriale ».

Per quanto riguarda la disciplina di forme di lavoro precario l'accordo prevede una serie di limiti e garanzie che si riportano al pieno rispetto della nuova legge per il lavoro a domicilio e a impegni più vincolanti di quelli previsti dalla relativa legislazione per gli appalti.

Per gli appalti si prevede la loro eliminazione quando siano direttamente pertinenti le attività di trasformazioni proprie della azienda stessa, oppure costituiscono manutenzione ordinaria continuativa. L'accordo precisa comunque che restano salvi fino alla loro scadenza i contratti di appalto in corso e che il divieto previsto « non si applica nei confronti delle aziende fino a 60 operai ». Si prevede inoltre che le aziende appaltanti devono esigere da parte delle aziende appaltatrici il rispetto delle norme contrattuali, previdenziali e antinfortunistiche.

Sul piano dei trattamenti normativi sono stati realizzati miglioramenti significativi per le ferie degli operai (4 settimane pari a 20 giorni lavorativi per anzianità fino a 18 anni, e 4 settimane e 1 giorno per anzianità oltre a 18 anni); qualche ritocco da applicare gradualmente per gli aumenti biennali di anzianità (istituzione di un quinto scatto biennale per gli operai del 4%); una certa elevazione dell'indennità di anzianità, particolarmente per il servizio prestato a partire dalla decorrenza del nuovo contratto.

Infine tra i contenuti di rilievo va ricordato il riconoscimento del Consiglio di Fabbrica per tutte le unità produttive con almeno 15 dipendenti. Al Consiglio di fabbrica sono riferite la rappresentanza sindacale dei lavoratori e la funzione di agente contrattuale per le materie proprie del livello aziendale.

1.3. Principali piattaforme contrattuali.

In questo periodo tra le vertenze contrattuali avviate due meritano una particolare attenzione sia per la quantità di lavoratori interessati che per i contenuti e le caratteristiche: il rinnovo dei patti nazionali dei braccianti e salariati agricoli (oltre 1.500.000 lavoratori) e quello del primo raggruppamento contrattuale del settore alimentazione (100.000 lavoratori).

1.3.1. Piattaforma dei braccianti e salariati agricoli.

Il rinnovo del patto nazionale dei braccianti assume un rilievo di primo piano nella necessaria trasformazione del settore agricolo.

Gli squilibri della bilancia commerciale italiana verso l'estero, collegati non solo alla crisi energetica, ma anche alla crisi agricola alimentare, mostrano infatti come sia necessario e non più dilazionabile un potenziamento e un rinnovamento dell'attività produttiva agricola in modo da renderla capace di soddisfare meglio le esigenze italiane nel campo alimentare, riducendo la necessità di importazioni. Non si tratta certo di perseguire un sistema autarchico, quanto di realizzare anche in Italia, secondo indicazioni sollecitate da tempo anche dalle organizzazioni sindacali, un sistema produttivo agricolo moderno, efficiente, capace di usare tecnologie più avanzate, con manodopera stabile, professionalmente preparata e livelli retributivi, normativi e previdenziali parificati agli altri settori.

In questo quadro il rinnovo degli operai agricoli si pone come un apporto in direzione della trasformazione del settore; la piattaforma rivendicativa, che intende proseguire la marcia d'ascesa iniziata nell'ultimo travagliato rinnovo nazionale del 1972 e nei contratti provinciali del 1972-73, si comprende proprio in questo contesto.

Un primo punto della piattaforma riguarda l'elevazione dei salari ad un minimo nazionale, a far data dal 1 gennaio 1974, di L. 4.000 giornaliere per gli operai comuni a tempo determinato e di L. 104.000 mensili per gli operai comuni a tempo indeterminato. Su questi minimi andranno calcolati da parte dei contratti provinciali — ai quali viene sempre demandata la determinazione degli aspetti retributivi — i parametri di qualifica per gli operai qualificati e specializzati. Oltre altri miglioramenti economici per indennità speciale, ferie, incentivi di produttività, indennità di anzianità, scatti biennali, la piattaforma tende ad affermare il diritto a contrattare nella azienda forme aggiuntive di salario secondo modalità da definire in sede provinciale, avuto anche presente il rapporto intercorrente tra la produttività del lavoro nell'azienda con quella media provinciale che esiste per lo stesso settore produttivo.

Un secondo gruppo di richieste riguarda la stabilità, l'occupazione e la qualificazione professionale dei lavoratori agricoli. Così per gli operai a tempo determinato si pone l'esigenza che l'assunzione duri almeno per l'intera fase lavorativa. Nel caso di licenziamento per giustificato motivo degli operai fissi si prevede un esame, in sede di commissione intersindacale locale, dei motivi « onde verificare l'effettiva necessità di procedere al licenziamento ». Si pone poi l'obiettivo di potenziare i compiti dei delegati

sindacali di azienda, ai quali dovrà essere affidata la definizione con la direzione aziendale delle scelte produttive da sviluppare e dei livelli di occupazione da garantire e da migliorare.

Anche l'esame dei piani culturali in sede di Commissione intersindacale locale viene ora indirizzata a definire i settori produttivi più adeguati e i livelli di occupazione. Infine per la qualificazione professionale dei lavoratori agricoli, si tende ad avviare un processo di omogeneizzazione dell'inquadramento per settori omogenei, e si pone la richiesta di permessi retributivi nella misura occorrente per la partecipazione a corsi di formazione professionale o di studio, per la preparazione e frequenza agli esami.

Un terzo gruppo di richieste riguarda un netto miglioramento delle condizioni del lavoro. Ad esempio si richiede la riduzione dell'orario sotto le 40 ore settimanali in caso di lavoro nocivo; si prevede la contrattazione delle condizioni di lavoro e dell'ambiente in agricoltura da definire nei contratti provinciali; si pone la esigenza che una regolamentazione contrattata nelle province, consideri la distribuzione e i turni di lavoro, squadre di sostituti, cariche macchine e ogni altra misura per normalizzare la situazione relativa ai carichi di lavoro, al godimento effettivo di riposi e ferie, all'osservanza dell'orario contrattuale; si pongono richieste per i trasporti (contribuzione aziendale e soluzione pubblica) e per le mense (istituzione di mense per aziende con un certo numero di operai e quando vi sia manodopera migrante).

L'ultimo gruppo di richieste riguarda i diritti sindacali, per i quali si punta ad ottenere un miglioramento ed una piena operatività.

1.3.2. Piattaforma del primo raggruppamento contrattuale degli alimentaristi.

Nel corso del 1973 le Organizzazioni Sindacali del settore alimentare hanno scelto di realizzare gradualmente l'unificazione contrattuale del settore, proponendosi di raggiungere nel corso del 1974 il raggruppamento dei venti contratti nazionali del settore in 4 o 5 contratti.

Ciò al fine di perseguire una politica più generale di settore, secondo le scelte più recenti del movimento sindacale, e per rendere disponibile uno spazio maggiore per la contrattazione aziendale. Ai primi di marzo di quest'anno è stata così aperta la vertenza per un unico contratto nazionale per i settori delle conserve

animali, lattiero caseari, centrali del latte municipalizzate e centrali del latte private, zootecnici e avicoli.

Nell'impostazione della FILIA, la Federazione Sindacale Unitaria degli Alimentaristi, il contratto unico implica unicità di disciplina economica normativa, identità di decorrenza e scadenza, indipendentemente dalla scadenza degli attuali contratti di settore; i livelli salariali saranno completamente unificati entro la scadenza del nuovo contratto unico, fermo restando che l'aumento salariale richiesto va aggiunto ai minimi salariali del settore attualmente più elevato; le condizioni di miglior favore, sia normative che economiche eventualmente non recepite nel contratto unico, dovranno essere salvaguardate.

Nei contenuti della piattaforma rivendicativa si pone un notevole accento sulla parte salariale per la quale si pone la richiesta di L. 35.000 mensili, in relazione all'andamento dei settori e al grave deterioramento della situazione sul piano dei prezzi. I sindacati hanno precisato che l'entità dei miglioramenti salariali richiesti potrebbe essere messa in discussione anche durante le trattative, qualora si abbattessero sul potere di acquisto dei lavoratori ulteriori massicce ondate di rialzo del costo della vita.

Comunque diversi altri aspetti della piattaforma sono importanti e meritano attenzione. Così vanno segnalati: l'obiettivo della garanzia piena della retribuzione complessiva nei casi di sospensione e riduzione dell'attività lavorativa, compresi i casi di riorganizzazione e ristrutturazione; il divieto espresso in forma assai ampia del ricorso agli appalti con assunzione diretta nell'organico aziendale del personale adibito a tale attività; il superamento della stagionalità e del rapporto di lavoro a tempo determinato mediante opportuni investimenti in particolare nel Mezzogiorno.

Per la classificazione si pone la richiesta della riduzione a 6 qualifiche professionali, con revisione dei valori parametrici. Accanto a nuove dichiarazioni si richiede l'eliminazione dei profili minimi, per garantire più ampio spazio e possibilità dinamiche alla contrattazione aziendale dell'inquadramento.

La piattaforma degli alimentaristi prevede anche permessi retributivi per motivi culturali e agevolazioni ai lavoratori studenti; e miglioramenti dei trattamenti normativi relativi alle ferie, alle malattie agli infortuni e ai trattamenti di anzianità.

Per l'indennità di anzianità si propone in particolare la piena parificazione degli operai con gli impiegati (30/30 di retribuzione

mensile per ogni anno) a partire dalla decorrenza del nuovo contratto.

Relativamente alle strutture sindacali della azienda viene richiesto il riconoscimento del consiglio di fabbrica e l'aumento delle ore di permessi retribuiti a sua disposizione.

2. La contrattazione aziendale.

2.1. Aspetti generali.

Come si è rilevato nell'ultima nota, lo sviluppo della contrattazione aziendale ha incontrato seri ostacoli negli ultimi mesi del 1973 e nei primi due mesi di quest'anno per l'irrigidimento padronale verificatosi in concomitanza con la crisi energetica e con la diffusa situazione di preoccupazione e di disagio che si è creata sia sul piano economico che su quello politico. Il Sindacato ha reagito a questa psicosi paralizzante ed alle sue strumentalizzazioni politico-sindacali sul piano generale riproponendo gli obiettivi dello sviluppo del Mezzogiorno e delle riforme sociali e a livello aziendale sostenendo con un'azione più vigorosa ed incisiva le piattaforme rivendicative presentate nei grandi complessi e in centinaia di piccole e medie aziende.

L'azione sindacale si è sviluppata in due direzioni diverse ma non contrastanti, anzi di grande efficacia pratica nella loro complementarietà, almeno stando ai primi risultati: da un lato sono state generalizzate le iniziative regionali e provinciali sui problemi dello sviluppo e delle riforme ricorrendo anche allo sciopero generale e dall'altro si è proceduto ulteriormente nella direzione dell'articolazione delle lotte aziendali senza escludere momenti di generalizzazione a livello categoriale ed intercategoriale soprattutto nell'ambito dei settori industriali.

Occorre rilevare che questa azione forzante data la difficile situazione politica ed economica conteneva in sé taluni rischi di incomprensione e di isolamento sia nei confronti dell'opinione pubblica sia di fronte agli stessi lavoratori, sui quali è stata fatta pesare e si fa pesare tuttora la minaccia della perdita del posto di lavoro. Ebbene lo sviluppo delle lotte e l'esito di importanti vertenze aziendali dimostrano che attualmente il lavoratore si riconosce completamente nella strategia del sindacato e soprattutto coglie il collegamento organico e l'inscindibilità dell'insieme dei

problemi della sua condizione quali la garanzia dell'occupazione, lo sviluppo degli investimenti e della produzione, il cambiamento dell'organizzazione del lavoro, e la difesa del salario e le riforme sociali.

Sul piano dei risultati l'iniziativa sindacale di questi ultimi mesi ha già raggiunto importanti traguardi e ciò proprio nell'azione rivendicativa a livello aziendale dove, superata la situazione di stallo delle grandi vertenze determinatasi nei mesi scorsi, si è pervenuti alla conclusione di molti ed importanti accordi.

Sulla base di prime sommarie valutazioni, si registra nei primi tre mesi del 1974 la conclusione di circa 500 vertenze aziendali che hanno interessato complessivamente oltre 700 mila lavoratori dei settori industriali.

Data l'ampiezza e la varietà dei contenuti, è pressoché impossibile dar conto in queste note dei risultati di questa importante fase della contrattazione aziendale, e ci limitiamo pertanto a segnalare i filoni più importanti e innovativi.

In primo luogo è importante rilevare gli impegni riguardanti i nuovi investimenti, specie per i grandi complessi, che in genere si qualificano nelle seguenti direzioni:

- destinazione esclusivamente o prevalentemente alle aree del Mezzogiorno di ogni investimento teso ad aumentare la produzione e l'occupazione indicando le zone di insediamento dei nuovi posti di lavoro, la loro entità e le relative scadenze temporali;
- sviluppo e potenziamento delle produzioni che sono strettamente collegate all'attuazione delle riforme sociali (trasporto collettivo nell'accordo FIAT, produzione farmaceutici negli accordi ANIC e Montedison, attività nel settore delle materie plastiche collegate all'edilizia abitativa e sociale ecc.) come pure dei prodotti destinati allo sviluppo dell'agricoltura (macchine agricole, fertilizzanti, prodotti zootecnici, antiparassitari, ecc.);
- sviluppo dell'attività di ricerca con l'obiettivo di dare impulso alla produzione, di diversificare e ampliare il ventaglio produttivo, ed inoltre di raggiungere gradi di autonomia tecnologica sempre più elevati, soprattutto nei confronti dei grandi complessi stranieri;
- politica di difesa dell'ambiente basata sia sull'impegno ad eliminare le fonti di malattia ed inquinamento nei centri produttivi e nel territorio circostante, sia su un'azione positiva tesa

a produrre merci e servizi specifici per la lotta contro l'inquinamento medesimo.

Accanto al fondamentale tema degli investimenti produttivi e dello sviluppo dell'occupazione nel Mezzogiorno, occorre ricordare quello dei contributi dell'industria allo sviluppo dei servizi sociali, rivendicazione che aveva incontrato all'inizio il più serio rifiuto di principio da parte degli imprenditori e che invece ha trovato accoglimento non soltanto negli accordi dei grandi complessi (FIAT, ANIC, ecc.) ma anche in accordi territoriali interessanti numerose piccole e medie aziende (vedi accordo stipulato dalle più importanti categorie industriali per la zona di Prato). In pratica le aziende industriali si impegnano a versare un'aliquota del monte salari (che normalmente varia dallo 0,50 all'1%) o un contributo forfettario per un certo numero di anni da devolvere alle amministrazioni pubbliche competenti in sede locale per il potenziamento dei servizi sociali (in particolare trasporti e asili nido) secondo criteri ed indirizzi da discutere con le organizzazioni sindacali e gli imprenditori.

La difesa dell'occupazione, soprattutto in presenza di processi di ristrutturazione, costituisce sempre un obiettivo di fondo dell'azione rivendicativa aziendale che talora trova formulazione esplicita e generale come nell'accordo « Montedison » (« Montedison garantisce che i processi di ristrutturazione e di ammodernamento delle unità produttive saranno attuati nella salvaguardia degli attuali livelli occupazionali complessivi e delle singole zone ») e che più spesso si articola in una serie di garanzie particolari che riguardano l'eliminazione degli appalti e del lavoro stagionale, il controllo sul lavoro a domicilio, la riduzione e il controllo degli orari di lavoro e della loro distribuzione, i ritmi, le pause, gli organici, ecc.

I problemi della difesa dell'occupazione si intrecciano così con quelli dell'organizzazione del lavoro nell'ambito di una visione organica delle condizioni dei lavoratori in cui ritmi e carichi di lavoro, organici, orari, turni, qualifiche, ambiente ecc. si condizionano a vicenda e consentono miglioramenti effettivi nella misura in cui tutte queste componenti si trasformano parallelamente e coerentemente.

Già in precedenti note si era rilevata la preoccupazione, manifestata anche in ambienti sindacali, che la presente tornata di rivendicazioni aziendali potesse segnare una svolta dell'azione sindacale in direzione prevalentemente degli aumenti salariali e a detrimento della linea di trasformazione dell'organizzazione del lavoro

che ha contrassegnato l'azione rivendicativa a livello aziendale degli ultimi anni. Pur essendo sempre presente in un momento critico e di forte pressione inflazionistica come quello attuale, il rischio che l'obiettivo del recupero del potere d'acquisto dei salari divenga assorbente degli obiettivi qualitativi e in particolare di quelli dell'organizzazione del lavoro, occorre riconoscere che gli accordi finora stipulati dimostrano che il sindacato si è mantenuto fedele alla propria strategia e nulla autorizza a ritenere che l'accordo FIAT possa diventare a breve scadenza l'ultimo di qualità e il primo di quantità.

A suffragio di questa tesi si possono portare non soltanto i risultati dell'accordo FIAT per la parte relativa al passaggio dalle linee di vantaggio alle isole e agli impegni tesi a realizzare un'effettiva crescita professionale dei lavoratori, ma anche quelli degli accordi Montedison ed ANIC in materia di ambiente, turni e organici, come di molti altri come quello IRE per gli impegni sempre in tema di ambiente, di ristrutturazione del lavoro, di mobilità e professionalità, quelli FACIS e Lanerossi, quello Mondadori, ecc.

Forse si profila l'esigenza per le organizzazioni sindacali di procedere ad una valutazione, anche critica, dei risultati conseguiti in materia di organizzazione del lavoro nella prospettiva di un adeguamento delle rivendicazioni soprattutto in materia di ambiente, di ritmi, di incentivi e di ristrutturazione del lavoro come pure di approfondire i problemi della professionalità, dell'inquadramento unico e della struttura dei salari. Occorre cioè verificare la linea finora seguita, basata esclusivamente o prevalentemente sui controlli e i condizionamenti della tradizionale organizzazione del lavoro, come è avvenuto in materia di ambiente, e che fa leva su taluni criteri generali come quello dell'egualitarismo per forzare la soluzione di problemi assai ampi e complessi come quelli dello sviluppo professionale e della struttura salariale, anche per elaborare una risposta più puntuale e soddisfacente alle esigenze di cambiamento effettivo e alle sperimentazioni relative.

Si deve tuttavia riconoscere che gli obiettivi salariali sono stati senz'altro importanti ed anzi hanno teso ad assumere dimensioni sempre più consistenti, anche in relazione alla accelerazione del processo inflazionistico, raggiungendo incrementi mensili che si aggirano mediamente attorno alle 15-20 mila lire, con punte di 25 mila. Un aspetto importante e nuovo nella difesa del salario reale è rappresentato dalle rivendicazioni riguardanti la mensa, i trasporti, gli asili-nido e i servizi sociali in generale attraverso le

quali si manifesta una linea di sostegno al livello di vita dei lavoratori o basata sulla richiesta di beni-salario al posto di incrementi nominali delle retribuzioni.

Gli aumenti salariali sono stati conseguiti sotto le voci più varie (inquadramento professionale, premio di produzione, incentivi, 14^a mensilità, ecc.) oltretutto come contributo per la mensa, i trasporti, e i servizi sociali in generale.

Alla sua conclusione questa stagione rivendicativa propone alle organizzazioni sindacali un altro campo delicato e complesso di verifica sul piano salariale sia in ordine ai livelli sia soprattutto in ordine alla struttura (differenziali di settore, territoriali, per dimensioni di azienda, di qualifica, ecc.), anche se non bisogna dimenticare che la difesa del salario in situazioni di emergenza è compito di estrema difficoltà e gli eventuali effetti squilibranti non possono essere soppesati con il bilancino del farmacista. Questa verifica è già iniziata con il dibattito in corso all'interno del movimento sindacale sulla politica salariale da seguire nei prossimi mesi e sulla unificazione del valore del punto della scala mobile.

In conclusione si deve rilevare come la soluzione positiva delle maggiori vertenze aziendali abbia sbloccato una situazione pesante di rapporti tra i sindacati e il mondo imprenditoriale privato e pubblico, e come essa non possa non influenzare efficacemente, dopo la soluzione della crisi di governo, i rapporti con i pubblici poteri sui problemi dello sviluppo del Mezzogiorno e delle riforme. Gli impegni per nuovi investimenti e il loro indirizzo verso il Mezzogiorno e i settori collegati allo sviluppo dell'agricoltura e alla realizzazione delle riforme sociali, conquistati o resi ufficiali e pubblici con gli accordi aziendali dovrebbero costituire un supporto valido all'iniziativa nei confronti del Governo, che già peraltro si è dovuto impegnare direttamente per gli investimenti delle aziende a registrare gli impegni delle aziende private ma deve preparare e stimolare l'articolazione a livello regionale di un disegno di sviluppo globale capace di coinvolgere cioè non soltanto la grande industria, ma anche la piccola e la media, come pure l'agricoltura e il settore terziario.

2.2. Le contribuzioni delle aziende per lo sviluppo dei servizi sociali.

La rivendicazione di un contributo finanziario delle aziende per la creazione e lo sviluppo dei servizi sociali collegati agli insediamenti industriali è stata avanzata su larga scala a livello aziendale

a partire dall'autunno scorso ed ha investito in primo luogo i grandi complessi industriali con riferimento ai nuovi insediamenti nel Mezzogiorno.

La piattaforma del gruppo FIAT, infatti, alla voce servizi e infrastrutture sociali diceva testualmente:

« a) si chiede che la FIAT versi un contributo (in misura da stabilire in rapporto all'ampiezza dei problemi da affrontare) alle Regioni ove sono indicati dei nuovi insediamenti industriali, tenendo conto che le località prescelte si sono rivelate generalmente prive di servizi sociali (casa, trasporti, asili-nido, scuole, ospedali).

In particolare per le zone di Termoli e Cassino l'ammontare del contributo che dovrà essere versato dalla FIAT va definito in via immediata in un confronto anche con le Regioni interessate;

b) preventivamente alla fase di inizio dei lavori per la costruzione degli stabilimenti nella Piana del Sile e nella Val di Sangro, deve essere avviato un confronto per la definizione del problema dei servizi sociali, dell'ambiente e dei servizi aziendali interni.

Con riferimento ai problemi che si pongono nelle aree dei nuovi insediamenti nel Mezzogiorno, la FIAT deve essere rivestita direttamente per definire, sotto la guida delle Regioni, piani di emergenza per aumentare la disponibilità dei servizi nell'attesa che i piani organici territoriali possano divenire operativi ».

La rivendicazione sulle contribuzioni delle aziende ai servizi sociali ha incontrato obiezioni e difficoltà anche all'interno del mondo sindacale, oltre naturalmente all'opposizione delle organizzazioni e delle forze imprenditoriali, ritenendosi la predisposizione delle infrastrutture e dei servizi sociali un compito ed un onere proprio delle amministrazioni pubbliche locali e stimandosi in ogni caso rischiosa e ispirata ad una visione corporativa dello sviluppo civile questa contribuzione che avrebbe finito per favorire singoli gruppi di lavoratori rispetto ad altri in contrasto quindi con un corretto processo di programmazione territoriale dei servizi sociali.

La diffusione della rivendicazione e i risultati conseguiti in numerosi accordi sembrano dimostrare che talune obiezioni e preoccupazioni sono state superate, anche perché il contributo finanziario agli Enti pubblici che hanno il compito istituzionale di provvedere ai servizi sociali costituisce pur sempre una soluzione più

corretta e meno corporativa della sostituzione dell'azienda ad essi con la predisposizione di propri servizi di trasporti, asili-nido, case, ecc. Occorre tuttavia aggiungere che per una valutazione più puntuale bisogna attendere una verifica dei criteri adottati per la determinazione, la gestione e l'impiego di questi contributi che finora sono vari, talora discutibili, ambigui o generici, come risulta da una rapida rassegna degli accordi.

L'accordo FIAT prevede che « l'azienda nell'intento di contribuire ad una accelerazione nella soluzione dei problemi del trasporto che interessano i lavoratori nelle aree di sue nuove iniziative industriali, si impegna a concorrere con un suo finanziamento ad iniziative a tal fine assunte dagli Organi ed Enti Pubblici istituzionalmente competenti in materia, nel quadro delle leggi vigenti e promosse previa consultazione con le associazioni sindacali degli imprenditori e dei lavoratori... L'importo complessivo annuo a tali fini impegnabile è pari, per ciascuna delle aree di nuove iniziative, allo 0,8% del monte retributivo annuo (esclusa l'indennità di anzianità) degli occupati nelle nuove iniziative dell'area; i relativi stanziamenti saranno liquidati di anno in anno, con esclusione di capitalizzazioni anticipate e di accantonamenti di residui ».

In materia di asili-nido « l'azienda dichiara la propria disponibilità a destinare direttamente i corrispettivi di una capitalizzazione anticipata ed attualizzata di gettiti futuri del contributo dello 0,10% istituito con la legge 6 dicembre 1971, n. 1044 ad iniziative di istituzione e creazione di asili-nido promosse dagli organi ed enti pubblici territorialmente competenti e si impegna a tal fine d'intesa con le organizzazioni sindacali dei lavoratori, a sollecitare iniziative per consentire la concreta attuazione di quanto sopra ».

L'accordo per il Cotonificio « Valle Susa » del gruppo « Montefibre » impegna l'azienda al versamento dello 0,5% del monte salari per iniziative sociali. Tale importo verrà accreditato annualmente su un conto corrente bancario, con la disponibilità del deposito a firma congiunta di un rappresentante dei lavoratori e di un rappresentante dell'azienda. Le contribuzioni così raccolte saranno messe a disposizione degli enti pubblici competenti (Regione, Provincia e Comune) per interventi in materia di trasporti, asili-nido, case, scuole materne, ecc. da decidersi in accordo con le organizzazioni sindacali e la direzione aziendale.

L'accordo « Facis » prevede una contribuzione forfettaria annua di 30 milioni di lire agli enti locali competenti delle zone in cui

hanno sede i suoi stabilimenti per iniziative in materia di trasporti e asili-nido.

Altri accordi come quello « IRE » e « Anic » dichiarano soltanto una disponibilità di massima delle aziende senza precisare l'entità e le modalità della contribuzione:

- « la Società dichiara la propria disponibilità a contribuire al finanziamento di Enti pubblici costituiti o in fase di costituzione ed aventi la finalità di provvedere alla istituzione di servizi per i trasporti dei lavoratori » (accordo IRE);
- « in relazione ai problemi insorgenti sulla materia dei servizi sociali l'azienda si impegna a conoscere i problemi concreti a livello locale ed a contribuire fattivamente — d'intesa con i Consigli di Fabbrica — all'attuazione delle soluzioni più idonee » (accordo Anic).

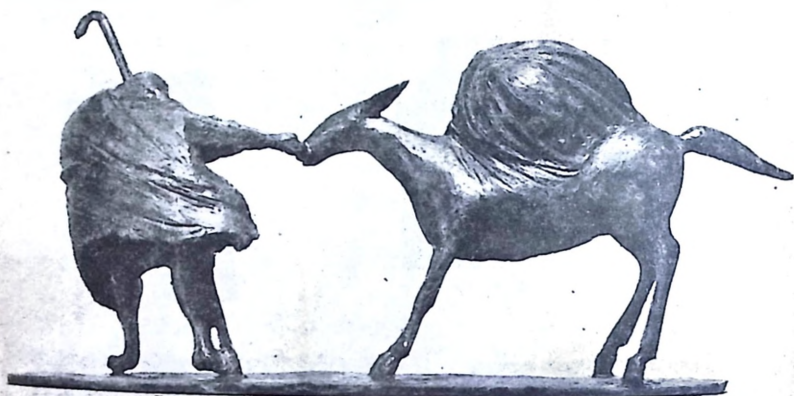
In materia di contribuzioni per i servizi sociali occorre dar conto dell'accordo territoriale, già citato, stipulato il 6 marzo 1974 tra l'Unione degli industriali di Prato e i sindacati delle maggiori categorie industriali, in cui si prevedono i seguenti impegni:

- impostazione in via sperimentale di un piano triennale « per contribuire alla messa in funzione da parte degli enti competenti di taluni interventi sociali nella zona Pratese »;
- costituzione, « secondo modalità successivamente da concordare, di una struttura a rappresentanza paritetica », con il compito tra l'altro di svolgere « azioni di stimolo, di confronto e di contrattazione verso gli Enti competenti al fine di impegnare gli Enti stessi su progetti, tempi di realizzazione e modalità di gestione »;
- individuazione dei campi di intervento nella costituzione e nell'impianto di asili-nido, nello sviluppo di strutture per la medicina del lavoro, nell'efficienza dei trasporti pubblici per i lavoratori dell'industria, con una ripartizione delle risorse nel triennio fissato di massima come segue: 40%, 40%, 20%;
- corresponsione da parte delle aziende di un contributo pari all'1% sulla retribuzione di fatto relativa all'orario ordinario contrattuale, il cui versamento sarà effettuato a partire dal 1° gennaio 1975 e fino al 31 dicembre 1977 secondo modalità concrete da definirsi successivamente.

Come si vede, si tratta di un accordo che presenta ancora lacune, ambiguità e aspetti discutibili come la costituzione di una

« struttura a rappresentanza paritetica » con il compito tra l'altro « di contrattazione verso gli Enti competenti », ma è difficile negare che siamo in presenza di un esperimento nuovo di stimolo e di sostegno alla programmazione e allo sviluppo dei servizi sociali in una zona altamente industrializzata, che, nella diffusa carenza e precarietà di iniziative degli Enti pubblici competenti, merita interesse e in ogni caso una verifica seria, avendo presente che l'accordo tra l'altro consente una mobilitazione di mezzi finanziari non trascurabile, essendo stata valutata pari a 1 miliardo e 200 milioni di lire ogni anno e quindi ad oltre tre miliardi e mezzo nel triennio.

D'altra parte occorre pure aggiungere che la contribuzione delle industrie ai servizi sociali, stabilita a livello territoriale, mentre esclude o limita notevolmente il rischio di soluzioni « corporative » sia all'interno della classe operaia che nell'ambito più ampio delle comunità locali, per l'entità dei mezzi finanziari che mobilita e per la sensibilità politica che coagula attorno ai problemi dello sviluppo civile può costituire una valida e concreta base di rilancio dell'iniziativa per le riforme, anche se questa ovviamente deve svilupparsi nell'ambito di programmi rivendicativi organici e di momenti di lotta unificanti a livello nazionale.



Giuseppe Macrí: « *Fuga in Egitto* », cm 16×8½, 1973.

le relazioni contrattuali in europa

A cura di Mario Sepi

1. *Germania Occidentale.*

1.1. La stella di Brandt al tramonto?

1.2. Le vertenze nel pubblico impiego e nel settore metalmeccanico.

2. *Francia.*

2.1. Le incertezze governative.

2.2. La ripresa delle lotte sociali.

3. *Gran Bretagna.*

3.1. I Conservatori hanno perduto ma i laburisti non hanno vinto.

3.2. Le prospettive.



1. Germania Occidentale.

1.1. *La stella di Brandt al tramonto?*

Le recenti sconfitte del partito socialdemocratico in alcune elezioni regionali hanno rivelato in tutta la sua gravità la progressiva perdita di contatto del governo nei confronti dell'opinione pubblica. Le analisi sulle cause di ciò sono molteplici e approdano a risultati sconcertanti. Secondo gli uni, e in particolare gli ambienti più vicini al ministro delle finanze Schmidt ed alla parte meno progressista della SPD, ciò sarebbe dovuto alla mancanza di decisione politica mostrata da Brandt negli ultimi tempi nei confronti dei giovani socialisti e dei sindacati. Per costoro il problema sarebbe perciò quello di contrastare le tendenze marxiste che affiorano dalla organizzazione giovanile del partito anche a costo di duri scontri e di espulsioni e le spinte salariali che provengono dai sindacati non più disposti, a quanto sembra, ad accettare i limiti posti alla loro politica contrattuale dai responsabili economici del governo. Altri invece rilevano la mancata risposta con cui il governo si presenta a queste elezioni nei confronti delle esigenze di profonde riforme sociali che pure erano state iscritte nei primi capitoli del suo programma elettorale della SPD due anni fa.

In pratica si fa osservare come la scarsità dei risultati su questo piano diminuisca la credibilità del partito e la probabilità di una prospettiva riformistica per la Repubblica federale, per cui gli elettori sarebbero sempre convinti della inesistenza di alternative al di fuori di quelle tradizionali che puntano su un ritorno ad una stabilizzazione monetaria economica e politica per cui sono indubbiamente più adatti i partiti cristiani. Qualunque sia la risposta giusta a questa situazione di crisi, non c'è dubbio che la crisi esiste, e che le difficoltà per arrivare ad una concreta azione di riforme crescano ogni giorno mentre la SPD sembra sempre più incapace di superarle.

La cogestione che era al centro delle preoccupazioni dei sindacati e che rappresentava la contropartita dell'appoggio elettorale esplicito del DGB (per la prima volta nel loro dopo guerra) è in questo senso il caso tipico di questi fallimenti della politica del secondo governo di coalizione tra la SPD e la FDP. Dopo lunghi e tortuosi negoziati, iniziati addirittura nella precedente legislatura, è apparso nel mese di febbraio il testo definitivo del compromesso raggiunto tra i due partiti. In base a questo progetto dal 1° gennaio

1975 i consigli di sorveglianza delle grandi imprese (più di 2000 dipendenti), dovrebbe essere formato in misura paritaria da rappresentanti dei lavoratori e degli azionisti. La rappresentanza dei lavoratori dovrà essere costituita con l'inclusione di sindacalisti esterni alla impresa.

Fin qui il modello coincide con quello già in funzione da quasi 20 anni nelle industrie siderurgiche e perciò rispecchia le proposte a suo tempo avanzate dai sindacati e riprese nelle loro grandi linee dall'ultimo congresso della SPD. I liberali però sono riusciti a far introdurre la necessità che nel gruppo dei rappresentanti dei lavoratori siano inclusi uno o più rappresentanti dei cosiddetti « Leitende Angestellte » e cioè dei quadri aziendali. Questo frazionamento del collegio elettorale dei lavoratori, argomentano i liberali, permetterà di introdurre nel Consiglio di sorveglianza elementi in grado, per le loro conoscenze e per la loro esperienza, di contribuire in misura decisiva al buon funzionamento di questo organo.

I sindacati da parte loro hanno interpretato questo mutamento rispetto al punto di riferimento costituito dal modello della siderurgia, come un tentativo di riproporre, dividendo i lavoratori, una prevalenza degli azionisti sui rappresentanti dei lavoratori. In effetti il funzionamento del consiglio di sorveglianza i cui compiti principali sono quelli di controllare la gestione dell'impresa e di eleggere e revocare la direzione, potrebbe basarsi su una specie di solidarietà tra rappresentanti dei quadri (perciò molto vicini per estrazione sociale e per interessi agli azionisti) ed azionisti che eluderebbe di fatto la parità. Questo punto del compromesso ha sollevato la più netta opposizione da parte del DGB e dei sindacati del settore industriale, che hanno ribadito la loro volontà di arrivare ad un modello che non rappresenti un passo indietro rispetto alla regolamentazione tuttora vigente nel settore siderurgico. Se il compromesso non ha ottenuto l'appoggio dei sindacati si è trovato di fronte al rigido rifiuto degli imprenditori. In una manifestazione della BDA (la confindustria tedesca) che si è tenuta a Colonia sul finire del mese di marzo, gli imprenditori si sono infatti pronunciati contro un progetto di legge che ai loro occhi darebbe ai sindacati il potere « nelle imprese, nella società e in definitiva nello Stato ».

La manifestazione ha avuto un grande rilievo anche perché è stata disturbata da un raduno di protesta organizzato nello stesso hotel dalla IG Metall. È difficile prevedere come andranno le cose se cioè il progetto sarà modificato prima di essere presentato in Parlamento. Per il momento le due parti sembrano decise a mante-

nere la loro opposizione e il governo non sembra in grado di decidere. Il fatto è che la dialettica sociale in Germania occidentale ha ormai raggiunto un punto in cui è difficile trovare compromessi indolori come avveniva fino a qualche anno fa. La crisi in cui sono entrati da una parte i rapporti tra sindacato e SPD e dall'altra quelli tra base e dirigenza sindacale impedisce ormai soluzioni burocratiche e innocue. È forse questo il senso profondo della crisi elettorale del partito di Brandt, i tedeschi vedono sparire alcune costanti della loro vita politica e reagiscono voltandosi verso i garanti della stabilità, i partiti conservatori, anche perché la SPD non sembra costituire una prospettiva di alternativa credibile.

1.2. Le vertenze nel pubblico impiego e nel settore metalmeccanico.

La crisi tende a trasformarsi in conflitto aperto nelle vertenze contrattuali in cui sempre di più ormai si arriva allo sciopero prima della conclusione dei contratti. È così che sono anche finite le dure trattative che si sono svolte quest'anno nel pubblico impiego e che hanno condotto, per la prima volta nel dopoguerra allo sciopero di tutti i lavoratori di questo settore. Lo spettacolo dei tram fermi, dei mucchi di immondizia non raccolti, dei treni in ritardo ha occupato uno spazio inusitato nelle pagine della stampa tedesca ed internazionale ed ha ancora di più indebolito il prestigio di Brandt che era entrato personalmente in campo per convincere i sindacati del pubblico impiego a recedere dalle loro richieste, considerate dai responsabili economici della RFT proibitive.

La OTV (lavoratori ministeriali) e i sindacati dei lavoratori delle poste e delle ferrovie e della polizia chiedevano infatti aumenti del 15% e cioè del 6,5% in più dell'8,5% offerto in un primo tempo dal governo. Malgrado un aumento dell'1% sull'offerta governativa (cioè il 9,5%) si arrivava ineluttabilmente alle votazioni per lo sciopero, la cui regolamentazione per questo settore è molto severa nella RFT. Perché lo sciopero possa essere legalmente proclamato infatti, occorre che almeno il 75% dei votanti si esprima a favore dell'azione. Per la verità già prima di questo referendum una serie di azioni non ufficiali avevano mostrato chiaramente la volontà di lotta degli impiegati pubblici. Pochi si sono sorpresi perciò per l'esito plebiscitario delle votazioni. Perfino i poliziotti infatti si sono espressi con una percentuale superiore al 90% dei votanti per l'azione di lotta (83% hanno partecipato al voto). A questo

punto il governo ha ceduto e i salari sono stati aumentati in media del 12%.

Un aspetto di questa trattativa assume un interesse particolare nell'ottica delle strategie del movimento sindacale italiano. Infatti accanto alle richieste in percentuale i sindacati del pubblico impiego della RFT hanno introdotto un elemento egualitario di indubbia importanza. La richiesta in percentuale era accompagnata infatti da una richiesta in cifra fissa (185 DM) per tutti coloro il cui aumento in percentuale fosse risultato ad essa inferiore. Ciò ha determinato aumenti per i lavoratori con i più bassi livelli salariali dell'ordine del 15-18%.

Non si è conclusa ancora invece la vertenza dei metalmeccanici, sebbene in molte regioni si sia giunti ad un accordo. Anche qui governo e imprenditori hanno tentato invano di limitare per quanto possibile gli aumenti salariali al di sotto del 10% senza riuscirvi, anche se è vero che le rivendicazioni salariali non sono state soddisfatte al 100%. Le organizzazioni regionali della IG Metall si erano infatti presentate all'appuntamento contrattuale, ormai annuale in quasi tutti i settori in Germania, con richieste di aumenti che andavano dal 15 al 18%. Quasi ovunque si è passati subito alla procedura arbitrata di fronte al rifiuto deciso dagli imprenditori ed alla loro controproposta (+ 8,5% e richiesto al governo di ridurre la pressione fiscale sui lavoratori dipendenti). Vi sono stati numerosi scioperi non ufficiali ma l'attenzione si è soprattutto concentrata sulla regione di Brema dove dopo una delibera dell'organo arbitrato (15% di aumento) rifiutato dagli imprenditori si è giunti ad uno sciopero che è durato alcune settimane e si è concluso con una accettazione in pratica della delibera stessa. Nelle altre regioni si tende a concludere all'11% per 10 mesi con un aumento del 2% negli ultimi due dell'anno (Hannover per la Volkswagen ed in Baviera) sebbene emergano significativi miglioramenti in alcune regioni (in particolare nel Baden Württemberg e nella Renania).

2. Francia.

2.1. Le incertezze governative.

Sul finire del mese di febbraio i francesi hanno appreso due importanti notizie: le dimissioni del governo e l'annuncio che i prezzi al dettaglio erano aumentati in un solo mese — quello di gennaio — dell'1,7% mostrando così una tendenza che potrebbe de-

terminare a fine anno un aumento del costo della vita dell'ordine del 20%. Non c'è dubbio che l'impressione suscitata dalla seconda notizia sia stata di gran lunga superiore alla prima. Il governo Messmer infatti era ormai in crisi di credibilità da alcuni mesi. I contrasti e le polemiche fra i suoi ministri riempivano le pagine dei giornali, mentre la lista dei candidati alla successione di Pompidou all'interno della maggioranza si allungava con il passar dei mesi. Questa discordia nelle file del governo, se era tollerabile in periodi normali aveva un effetto deleterio per le forze governative in un momento in cui la crisi energetica e l'approssimarsi delle elezioni presidenziali richiedevano una capacità di azione molto più marcata.

In effetti — come affermava Edmond Maire al Consiglio Generale della CFDT di gennaio — la situazione potrebbe evolvere o verso una ristrutturazione modernista o verso la fascistizzazione del regime o verso la vittoria delle sinistre.

Ci sembra che la maggioranza attuale sia ancora indecisa tra le prime due soluzioni con da una parte i gollisti « puri » che intendono accentuare il carattere ideologico dell'insegnamento del generale sottolineandone il carattere autoritario se non fascista, e dall'altra le tendenze che si raggruppano intorno al ministro delle Finanze che puntano invece ad una politica economica che permetta la ristrutturazione capitalistica dell'apparato economico per rispondere alla nuova situazione.

2.2. La ripresa delle lotte sociali.

Sul piano sindacale la ripresa delle lotte sociali a larga scala dopo un anno di tregua sostanziale ha ridato fiato da una parte alle prospettive dei sindacati maggiori, dall'altra ha riacceso le polemiche al loro interno. Così se dopo uno scontro grave ma durissimo nella fabbrica di camions Saviern si arrivava all'accordo sulla base di un consistente aumento salariale, la lotta proseguiva e si rafforzava alla EGF cioè all'impresa di stato che gestisce le forniture di elettricità e di gas nel settore bancario.

Come si ricorderà qualche anno fa il contratto degli elettricisti francesi veniva ritenuto un modello per tutti i settori nazionalizzati o no del paese transalpino. Si trattava di un accordo che avrebbe dovuto determinare automaticamente l'aumento medio del potere di acquisto dei salari del 2-3% all'anno sulla base di complicati e sofisticati calcoli che includevano l'aumento dei prezzi, l'aumento

della produzione e della distribuzione dell'energia, il calcolo della produttività ecc. Non era passato un anno e già nel 1972 esso fu rimesso in questione con la eliminazione dell'obbligo di notificazione preventiva delle azioni di sciopero e dando una scadenza semestrale agli aumenti automatici dei salari. In seguito questa scadenza fu portata a 2 mesi, ma neanche così essa sembra frenare le azioni di lotta che nelle intenzioni degli ideatori dei « Contratti di progresso », avrebbero dovuto essere eliminate e decadere per forza di inerzia.

Le rivendicazioni presentate dagli elettrici della CGT e della CFDT si incentravano così soprattutto, dopo che nei primi due mesi del 1974 i prezzi sono saliti al tasso inusitato del 3%, su un aumento salariale consistente valutabile intorno al 2% del salario medio ma con una forte caratterizzazione egualitaria (4,5% per i livelli più bassi, 1,5% per quelli più alti), ma comprendevano anche rivendicazioni normative relative ai diritti sindacali e all'ambiente di lavoro. Lo sciopero ha avuto momenti molto duri soprattutto quando alcune sezioni, in cui era prevalente il peso della CFDT, delle centrali termoelettriche hanno abbassato di proposito la produzione determinando interruzioni e sospensioni nella erogazione. L'immediata opposizione della CGT ha in effetti imposto l'alt al prolungamento di queste azioni sebbene non si sia giunti ancora ad un accordo.

Basate su aumenti salariali, ma estese anche ai problemi dell'organizzazione del lavoro sono poi le rivendicazioni per cui sono scesi in sciopero massicciamente gli impiegati di banca. Per trovare questa volontà di lotta nel settore bancario bisognerebbe rilire molto indietro nel tempo. Il fatto è che in Francia come negli altri paesi europei la progressiva automazione delle banche ha reso sempre più sostenuto il lavoro ed ha richiesto urgenti assunzioni di mano d'opera giovane, che sembra sempre meno disponibile a sopportare un tipo di lavoro parcellizzato e ripetitivo come quello delle catene di montaggio.

La situazione nel settore pubblico e parapubblico presenta d'altro canto conflitti ben al di là del settore energetico (EGF, miniere di carbone) e bancario. Alcune categorie dei lavoratori delle poste e quelli dei trasporti parigini sono entrati o stanno per entrare in agitazione. Anche nel settore privato si estendono le azioni di sciopero che interessano ormai tutti i settori. Continua l'occupazione della impresa Rateau (accessori per auto e strumenti di misurazione) nella banlieue parigina. I cantieri di Sain Nazaire sono fermi

per una serrata della azienda che ha inteso in tal modo rispondere ai continui scioperi articolati che avevano luogo per richiedere un aumento uguale per tutti di 200 franchi (25.000 lire) mensili a titolo di risarcimento per la perdita del potere di acquisto subito dai salari. I cantieri di Sain Nazaire si trovano in una regione di vecchia industrializzazione non nuova ai conflitti sociali, ma anche nelle zone in cui solo recentemente si è sviluppata l'industria non mancano i duri confronti e le lotte.

Un caso esemplare è il conflitto non ancora risolto che ha opposto nel mese di marzo i lavoratori (per la maggior parte donne) dello stabilimento francese della Grunding, situato in una regione agricola ai confini con la Repubblica federale tedesca. Si tratta della tipica fabbrica ad alta intensità di lavoro dequalificante e parcellizzato, uno sciopero di OS (operai comuni) che si caratterizza appunto per la rivendicazione di aumento dei salari più bassi a 1400 franchi garantiti al mese, e per il fatto che i padroni (la casa madre) ha sede al di là del Reno.

Gli esempi che denunciano il maturarsi di una situazione sociale conflittuale estesa in Francia potrebbero continuare, ci interessa di più invece vedere le reazioni del governo e dei sindacati a questa situazione. Nel piano governativo per la lotta all'inflazione presentato il 20 marzo il governo per bocca del Ministro delle Finanze ha dichiarato che si opporrà all'aumento del potere di acquisto dei salari, dovendo l'economia francese fronteggiare l'aumento dei costi delle materie prime. I prezzi dei prodotti industriali continuerebbero ad essere determinati nella loro dinamica da accordi tra governo e imprese. I sindacati da parte loro che si trovano dopo anni a dover gestire un malcontento sociale esteso e crescente, si confrontano in un difficile dibattito sulle strategie. La ripresa degli scioperi locali, delle rivendicazioni egualitarie, della lotta all'organizzazione del lavoro, avvenuta spontaneamente ma apertamente incoraggiato dalla CFDT è invece se non osteggiata per lo meno trascurata dalla CGT che continua a temere uno scavalcamento o un inefficace accavallarsi di azioni difficilmente controllabili. Il confronto è stato per tutto il mese di marzo estremamente duro con bordate polemiche da ambedue le parti e solo sul finire del mese, grazie soprattutto alla imponente spinta di base di cui si è detto, le due centrali decidevano di risolvere per lo meno a breve termine le loro divergenze in vista della ripresa di una azione unitaria di cui è sempre più evidente l'esigenza.

3. Gran Bretagna.

3.1. *I Conservatori hanno perduto ma i laburisti non hanno vinto.*

Heath ha così lasciato il numero 10 di Downing Street malgrado il tentativo in extremis di costituire un governo di coalizione. L'ex primo ministro britannico lascia la sua carica dopo aver invano tentato con tutti i mezzi a sua disposizione di chiudere a sua favore il lungo braccio di ferro con i sindacati iniziato all'indomani della sua elezione, quattro anni fa. Salito al potere nella convinzione sua e dei suoi seguaci che la crisi economica in cui si dibatteva e si dibatte il Regno Unito fosse dovuta prevalentemente, se non esclusivamente all'azione sindacale, Heath ha affrontato la lotta senza mezzi termini e senza riserve mentali, accumulando su questa strada una serie di sconfitte che hanno avuto un peso determinante sulla vita politica del suo governo. La legge sulle relazioni industriali, o legge « antisciopero » approvata dopo una vasta campagna politica contro i sindacati non trova applicazione mentre gli organi con essa creati per controllare le Trades Unions vivono una oscura ed oziosa esistenza.

I sindacati calcolano che ad essa è stato fatto ricorso in non più del 5% dei casi e non sempre anche in questa limitata percentuale, essa ha trovato applicazione. Nelle fabbriche, nei porti, nelle miniere, nei trasporti, per indicare alcuni dei settori in cui soprattutto nelle speranze del governo, l'azione sindacale avrebbe dovuto entrare nella gabbia dei regolamenti legislativi, si è continuato a contrattare e a scioperare come prima, salvo qualche raro caso di multe ai sindacati e un tentativo di arresto di alcuni portuali, che invece di ristabilire l'ordine hanno provocato violente reazioni di lotta.

Logorato da questa lunga lotta il governo è arrivato quanto mai scaricato alla fase tre della sua politica antinflazionistica, che era oltretutto la fase più difficile da amministrare.

È in questa situazione che il primo ministro conservatore ha deciso di andare alle elezioni anticipate, sperando di risollevare le sue sorti nella battaglia contro i sindacati, attraverso una vittoria elettorale che i sondaggi di opinione sul finire del 1973 davano come scontata. Il pretesto per arrivare a questa decisione è stata la lotta dei minatori, ma non c'è dubbio che essa è stata a lungo meditata ed era prevista molto prima che il sindacato dei minatori decidesse lo sciopero della categoria. Era necessario che il governo

si presentasse infatti davanti all'opinione pubblica in un momento drammatico e con funzioni chiaramente radicalizzate nei confronti del movimento sindacale. La crisi energetica, che per altro in Gran Bretagna non è stata mai obiettivamente drammatica, dato che per l'80% del suo fabbisogno il Regno Unito utilizza ancora il carbone, e la prospettiva di passare l'inverno al freddo vennero ritenuti elementi sufficientemente validi per alienare nel cittadino qualunque simpatia per i sindacati. A ciò si aggiunse all'inizio dell'anno la drastica riduzione a tre giorni della settimana lavorativa che avrebbe dovuto minare negli stessi lavoratori la loro fiducia nelle organizzazioni sindacali. La manovra non è però riuscita. La classe operaia britannica ha dimostrato una straordinaria capacità di lotta ed una solidarietà che dovrebbe far ricredere tutti coloro che hanno accusato, soprattutto prendendo a pretesto alcuni metodi di lotta, di corporativismo le Trade Unions. Malgrado la scarsa autorità del TUC, che non ha il peso di una vera e propria Confederazione, nei momenti difficili si crea una compattezza di intenti che può fare a meno anche di strutture organizzative più valide.

Consapevoli di ciò i minatori sono entrati in sciopero malgrado i richiami alla calma che venivano loro inviati da quasi tutti i settori della sinistra moderata, a cominciare dallo stesso Wilson che specie all'inizio dubitava della vittoria laburista e che fino all'ultimo ha attribuito a cosiddetti estremisti il comportamento del sindacato dei minatori. Nelle miniere si è rifiutata la tregua, la lotta è divampata e si è estesa anche dopo la fissazione della data dello scrutinio. La direzione politica del Labour Party, ha ritenuto fino all'ultimo, che ciò avrebbe costituito un Handicap per le sue fortune elettorali, invece la lotta ha pagato, perché è chiaro che chi ha votato laburista questa volta, non ha votato tanto per il manifesto del partito, né per il suo programma, ha votato per i minatori e per i sindacati e soprattutto per il mutamento di una compagine del governo che non è riuscita a risolvere nessuno dei profondi problemi politici che affliggono la Gran Bretagna.

I Conservatori escono sconfitti, ma i laburisti non hanno vinto, e sono in molti oggi a ritenere, che un atteggiamento più aggressivo di Wilson durante la battaglia elettorale avrebbe potuto avere più successo nell'attirare nel campo laburista alcuni di coloro che hanno votato per i liberali o per i movimenti estremisti solo perché non avevano fiducia nei conservatori, ma non vedevano un programma e non sentivano nei discorsi di Wilson una reale alternativa di sistema.

Il Labour Party dovrà dimostrare di saper governare in modo diverso e alternativo e che la crisi britannica si risolve non con il controllo dei sindacati né con l'isolamento dall'Europa, ma con profonde riforme di struttura. Solo indicando nuove prospettive questo primo governo di minoranza laburista potrà conquistare successi e sopravvivere.

3.2. *Le prospettive.*

I primi atti del nuovo governo non sembrano per la verità indicare questa volontà. La situazione di minoranza in cui i laburisti si trovano in parlamento li induce ad evitare scontri politici con gli altri partiti e ad indirizzare su obiettivi falsi la loro politica (tipico il caso della rinegoziazione dei trattati europei).

Il cancelliere dello scacchiere ha così dichiarato, presentando il bilancio alla Camera dei Comuni che le disposizioni relative alla politica dei redditi del governo Conservatore sarebbero rimaste in vigore, fino a che il governo non avesse approvato un nuovo schema di politica economica.

I sindacati da parte loro si trovano in una situazione molto imbarazzante con la base che dopo la vittoria elettorale chiede di recuperare il potere di acquisto perduto per l'inflazione, il cui tasso è stato in Gran Bretagna tra i più alti d'Europa e gli ammonimenti del governo alla moderazione.

Conclusa la vertenza dei minatori, il TUC ha ribadito che gli aumenti salariali ottenuti da questa categoria venivano considerati un'eccezione. Ma qualche giorno dopo uno dei sindacati dei ferrovieri dichiarava che l'accordo dei minatori sarebbe stato preso come punto di riferimento nelle prossime trattative per la nuova struttura retributiva nel settore. Scanlon da parte sua dopo aver dichiarato la sua opposizione a qualunque politica dei redditi, ha minacciato l'inizio dello stato di agitazione nel settore metalmeccanico per la conclusione del nuovo accordo nazionale, la cui piattaforma è stata presentata agli imprenditori nell'autunno scorso. La sessione del Consiglio generale del TUC che si terrà in aprile sarà perciò piuttosto tempestosa, anche perché in parecchie imprese si cominciano a disegnare movimenti di lotta.

Nel settore automobilistico per esempio dopo la sospensione delle agitazioni in occasione della campagna elettorale, riprenderanno sicuramente le trattative su basi difficilmente riconducibili alle linee della fase tre, che è ancora legalmente in vigore e il cui

superamento metterebbe in seria difficoltà il governo ai Comuni. Alla Ford per esempio la piattaforma pur non contenendo una richiesta precisa sul piano salariale, prevede il salario garantito in caso di sospensione e la riduzione della settimana lavorativa a 35 ore. Ciò va ben oltre il 7% di aumenti indicato come limite dal governo (1 ora di riduzione viene calcolata come un aumento del 2,5% del salario).

Rivendicazioni analoghe sono state poste alla Vauxhall ed alla BLMC. Le risposte delle aziende sono state rigidamente formulate nel rispetto dei limiti governativi. È probabile che il governo laburista si troverà a difendere la stessa linea di politica economica che è stata alla base della sconfitta dei conservatori ed allora sarà difficile per i sindacati moderare i conflitti aziendali.



Giuseppe Macrí: « L'ombrello », bronzo, cm 20×18, 1968.



alcune considerazioni su studi recenti di storia del sindacalismo italiano

Ancora non più di un quinquennio fa, estremamente povera si presentava la letteratura sulla storia dell'organizzazione sindacale in Italia; mentre relativamente più abbondante era la storiografia sulle vicende delle organizzazioni politiche del movimento operaio. Ora, invece, il panorama è radicalmente mutato tanto che il lettore specialmente interessato alla storia del massimo organismo sindacale italiano, la Confederazione Generale del Lavoro, ha a propria disposizione contributi stimolanti, come la ricostruzione che ne ha fatto il Pepe per il periodo dalle origini alla prima guerra mondiale e quella ancor più recente di Idomeneo Barbadoro, *Storia del sindacalismo italiano dalla nascita al fascismo. II. La G.G.d.L.*, apparsa contemporaneamente ad un altro volume del medesimo autore, *Storia del sindacalismo italiano, I. La Feterterra* (La Nuova Italia, Firenze, 1973).

Il bilancio è dunque dal punto di vista quantitativo estremamente positivo, tantopiù se si tiene presente che l'abbondanza di letteratura sull'argomento corrisponde ad una domanda estremamente ampia dei lavoratori e dei militanti politici, è un tentativo perciò di risposta ad esigenze largamente diffuse e non il risultato di mere curiosità di studiosi né di ambienti ristretti di vertici sindacali e politici. Eppure va pur avanzata un'obiezione preliminare che investe l'atteggiamento di vari studiosi del sindacalismo; un atteggiamento in cui l'urgenza politica e l'istanza scientifica si sovrappongono senza mai fondersi organicamente.

Gli inconvenienti di questa mancata integrazione sono molteplici; uno di essi è il trasferimento *tout court* a fasi storiche diverse di problemi che appartengono invece all'attualità, alle vicende del movimento operaio dei nostri giorni. Senza poi voler trascurare il fatto che un'urgenza politica non sufficientemente mediata provoca spesso la tendenza a privilegiare i contenuti troppo estesi, diciamo così, a trascurare insomma le ricerche pazienti e specifiche, che sono invece l'indispensabile fase preliminare ad ogni ricostruzione di carattere generale. Così, nei casi estremi, il risultato consiste nel fare della brutta storia e della cattiva politica. Naturalmente questo giudizio non vale per i lavori che abbiamo sopra citato, anche se alcuni dei limiti a cui abbiamo accennato si possono avvertire sia nel Pepe che nel Barbadoro, sulla cui ultima fatica — relativa alla ricostruzione delle vicende della Confederazione Generale del Lavoro — intendiamo, appunto, soffermarci in questa sede.

C'è un giudizio nel libro di Barbadoro che mi pare largamente condividibile e che merita di essere riportato tutto per esteso: « in una situazione (quella

italiana alla fine del secolo XIX) dove imperava la disoccupazione e dove l'espansione del capitalismo avveniva col concorso determinante del pubblico potere, la lotta rivendicativa era condannata all'impotenza se si limitava a contestare gli effetti ultimi sulla condizione operaia.

Il sindacato era quindi sospinto a darsi funzioni più ampie, a non confinare lo scontro di classe all'interno della fabbrica, esauendolo nella sfera di distribuzione del reddito prodotto, a investire le decisioni attinenti la sua formazione e, quindi, il meccanismo di accumulazione e di sviluppo. La lotta per modificare le risultanze finali dell'industrialismo poteva essere condotta alla sola condizione di allargarsi alle cause veneratrici del fenomeno; e abbisognava perciò di una linea alternativa, rozza e frammentaria quanto si vuole, a quella del padronato. Se, da un lato, ciò contribuiva ad indebolire le tendenze a richiudersi in una visione operaistico-corporativa, dall'altro, costringeva l'unionismo a sostenere la sua azione, anche se volta ad obiettivi immediati e concreti, con una vasta prospettiva e a rafforzare, sul piano politico, la difesa dell'autonomia di classe.

Per tali ragioni, l'ideologia socialista assumeva il ruolo non di elemento aggiuntivo e sovrapposto, bensì di componente essenziale del processo di formazione del sindacato classista e, più in generale, del movimento operaio nel nostro paese ».

Si tratta di un riconoscimento di estrema importanza, anche perché corregge una serie di distorsioni in proposito piuttosto diffuse e secondo cui la nascita del Partito Socialista avrebbe costituito piuttosto un momento di contenimento entro il quadro istituzionale liberale-borghese delle spinte contestative della classe. Un'impostazione, peraltro, che si ritrova, per esemplificare, nel recente libro di Merli, *Proletariato di fabbrica e capitalismo industriale*. Il caso italiano 1880-1900, edito sempre dalla « Nuova Italia », per altri versi un'opera fondamentale nel quadro della storiografia sull'argomento.

In realtà sono dell'avviso — e il Barbadoro appunto lo conferma — che, almeno per il caso italiano, non si possa scrivere storia del movimento sindacale senza inserirla nel più ampio quadro delle vicende politiche e ideologiche del movimento operaio. Con ciò non si vuol certo sottovalutare l'importante « novità » costituita dall'attenzione che la più recente storiografia rivolge alla struttura della classe. Solo che quest'ottica da sola si rivela anch'essa insufficiente ad offrire la spiegazione di tutte le vicende del movimento operaio italiano. Purtroppo però il Barbadoro tien fede solo fino ad un certo punto alle premesse, diciamo così.

I riferimenti alle vicende del Partito Socialista Italiano, alle sue lotte intestine, spesso così decisive anche per la storia dell'organizzazione sindacale — basti pensare per l'epoca giolittiana alle lotte di corrente tra riformisti e sindacalisti rivoluzionari prima, riformisti e « mussoliniani » dopo — sono, tutto sommato, piuttosto fiacchi e sbiaditi, fondati tra l'altro spesso su di una documentazione di seconda mano, risultano insomma privi di qualsiasi spessore, restando così relegati sullo sfondo.

Il risultato a questo punto si rivela piuttosto curioso: viene smarrito il ritmo ed il senso degli avvenimenti proprio perché restano assenti — o appena abboz-

zati — i termini di quella dialettica tra partito e sindacato che è, appunto, uno dei tratti caratteristici della storia del movimento operaio italiano.

Ma c'è un'altra obiezione da avanzare e non meno rilevante: la insufficiente attenzione alle lotte, al loro carattere, ai loro obiettivi. Un esempio calzante sono le pagine dedicate alla narrazione del risveglio operaio e contadino agli inizi del secolo, dopo cioè il « decennio sanguinoso ». Dei numerosi scioperi — in gran parte vittoriosi — che di questo risveglio furono il sintomo più clamoroso, l'autore mette in luce giustamente il carattere prevalentemente spontaneo, ma sorvola, appunto, sui contenuti rivendicativi di quegli scioperi, sulle loro modalità di svolgimento e così via.

Ne deriva l'estrema difficoltà per il lettore a cogliere la valenza precisa di quella spontaneità, a intendere cioè in che misura essa rifletteva una crescita politica del movimento o era la manifestazione di istanze in prevalenza ancora corporative.

Ora, la presenza di questi limiti contribuisce non poco alla staticità del quadro complessivo che emerge dalla lettura del libro di Barbadoro. Una staticità che si avverte anche a livello delle singole parti ed in specie per la ricostruzione relativa alle vicende delle Camere del Lavoro. A questo proposito all'autore bisogna muovere con tutta franchezza due rilievi: il primo che riguarda lo scarso spazio che egli riserva all'esame di questi organismi, nonostante il ruolo determinante che essi ebbero nelle vicende del movimento operaio italiano almeno fino al fascismo.

La seconda obiezione concerne invece l'incapacità di cogliere il ritmo interno dell'evoluzione delle Camere del Lavoro da organismi apolitici, tutt'al più con un'impronta politica di stampo riformista, a strumenti con forte tendenza ad uscire dai confini della legalità borghese. Affermare infatti, come fa l'autore, che « nelle loro lontane origini le C.d.L. erano state in prevalenza organi di collocamento — che rendevano meno aspri i conflitti di lavoro e stabilivano un contatto tra le parti — piuttosto che di lotta: e i loro statuti erano ancora ispirati a queste finalità. La situazione però aveva subito un'evoluzione molto rapida » (p. 136), è davvero troppo poco. Ma non mi pare difficile far risalire questa lacuna proprio a quei limiti di fondo cui si accennava poco sopra, principalmente all'incapacità dell'autore di cogliere, al di là della struttura di classe, il modo tipico del suo atteggiarsi a livello di movimento operaio, i contorni precisi del suo spontaneismo ecc., elementi indispensabili per comprendere — appunto — le caratteristiche più tipiche delle Camere del Lavoro, dato il loro carattere di organismi locali a diretto contatto con i lavoratori.

Come si vede sfuggono al Barbadoro momenti e vicende essenziali, con la conseguenza di non individuare quei tratti che rendono così peculiare la storia del movimento operaio italiano rispetto a quella degli altri paesi.

Non è un caso che egli passi sotto silenzio i vari scioperi generali — appunto strumento di lotta tipico delle classi lavoratrici italiane — da quelli cittadini di Torino, Firenze, Roma proclamati tra il 1902 e il 1903 a quello nazionale del settembre 1904. Ma a questo proposito viene anzi da pensare ad una certa disinformazione. Sospetto che trova una conferma, almeno parziale, in

alcuni errori di datazione contenuti nel libro. Come, ad esempio, quello relativo alla data del Congresso della Resistenza di Genova che il Barbadoro colloca nel 1904, mentre in realtà si tenne nel gennaio del 1905. Ora l'errore di un anno sarebbe anche di poco conto se esso non comportasse un inconveniente ancora più grave: non vedere che i problemi affrontati in quel congresso — e principalmente quello relativo al dissidio tra Camere del Lavoro e Federazioni — si erano posti in tutta la loro drammaticità pochi mesi prima, in occasione dello sciopero generale nazionale del settembre, in cui, appunto, le Camere avevano avuto un ruolo di punta, a differenza delle Federazioni rimaste estranee al movimento.

Un dissidio che il Congresso di Genova si sarebbe rivelato incapace di risolvere, determinando così la crisi del Segretariato della Resistenza, l'allora massimo organismo sindacale, e per questa via ponendo l'esigenza della costituzione, nell'ottobre 1906, di un organismo più efficiente, la Confederazione Generale del Lavoro.

Nel libro di Barbadoro invece le vicende che condussero alla nascita della C.G.d.L. mantengono un carattere in parte casuale e agli occhi del lettore lo stesso contrasto tra Camere e Federazioni rischia di assumere contorni di una disputa quasi bizantina.

ALCEO RIOSA



BRUNO BEZZA, *Lavoratori e movimento sindacale in Italia dal '44 agli anni '70*, Milano, 1972.

Il libro del Bezza, diviso in una parte storico-introductiva e in una antologica, costituisce un utile strumento di analisi e di interpretazione delle lotte sindacali in Italia dal '44 al '70, mostrando il significato delle varie fasi attraverso le quali il sindacato ha conquistato uno spazio politico definitivo.

Dopo alcuni cenni all'accordo-tregua del '45 tra sindacati e Confindustria, all'estromissione dei partiti di sinistra dal governo ('47) e alla crisi dell'unità sindacale, l'autore evidenzia come, agli inizi degli anni '50, superata la fase più critica della ricostruzione, la classe imprenditoriale mirasse a fare del sindacato un duttile strumento per regolarizzare i rapporti nel mondo della fabbrica e per bloccare la spontaneità operaia. Parallelamente si delineava nelle compagini sindacali e nel movimento operaio una profonda crisi ideologica ed organizzativa, anche in seguito alla nuova strategia del PCUS e alla mutata situazione politico-economica internazionale. Dopo aver posto in rilievo come la dura ripresa delle lotte, la rinnovata controffensiva padronale e le ripercussioni della repressione sovietica della rivolta d'Ungheria ('56), contribuirono a determinare la rottura del patto d'unità d'azione tra PCI e PSI Bezza sottolinea come tale avvenimento pose all'ordine del giorno il problema del rapporto tra sindacato e partito. Nel corso del serrato dibattito politico che ne seguì: emerse l'esigenza di attribuire al sindacato una nuova funzione all'interno del quadro politico istituzionale del paese e di rinnovare il ceto politico italiano e i suoi rapporti con la classe imprenditoriale.

Nell'interpretazione dell'autore la nuova politica di sviluppo realizzata principalmente dalle aziende a capitale pubblico, la strategia del neocapitalismo « dal volto umano » e la formula del centrosinistra appaiono come altrettanti tentativi di risposta alle suddette esigenze. Bezza, tuttavia, non manca di sottolineare come le nuove iniziative del capitale privato e pubblico accelerassero la crisi già in atto nel movimento sindacale e imponessero ad esso una revisione critica di metodi e programmi, soprattutto per arginare il fenomeno della crescente integrazione di larghe frazioni sindacali nelle strutture del neocapitalismo e per recuperare ai sindacati, in particolare alla CGIL, il ruolo di guida delle lotte operaie.

All'analisi delle varie componenti del « boom » economico, l'autore fa seguire quella delle implicazioni politico-sindacali della critica fase congiunturale successiva e delle scelte che si imposero al movimento operaio, non meno che alla classe dirigente, a proposito dei provvedimenti anticongiunturali e della politica di programmazione. A tale proposito Bezza rileva come lo spostamento degli obiettivi di lotta dal piano salariale a quello normativo testimoniasse una

certa acquiescenza della classe operaia di fronte alla politica dei redditi e il suo impegno a non restare estranea alla ristrutturazione dell'economia del paese. Mostrando poi come il collegamento delle lotte con i vistosi avvenimenti internazionali della fine degli anni '60 abbia comportato una maggiore maturazione e politicizzazione della classe operaia e dell'attività sindacale, l'autore pone in risalto la conquista di un nuovo spazio politico da parte del sindacato sia un fenomeno irreversibile e direttamente connesso al processo di riorganizzazione e di democratizzazione interna attraverso il quale il « sindacato nuovo » si avvia verso l'unificazione.

Nella parte antologica alcuni contributi di Lussu, Romagnoli, Accornero e Rayneri ricostruiscono le fondamentali linee di sviluppo del movimento sindacale dal '45 al '70. Particolarmente interessanti appaiono gli scritti di Rayneri, sulle lotte del '68-'69, e di Giugni, sull'« autunno caldo ». La sezione dedicata al « sindacato nuovo » chiarisce, attraverso i contributi di Liuzzi, Perrella e Bianchi, il senso delle nuove esperienze rappresentative che si vanno realizzando nella fabbrica e presenta il tema dell'unificazione come superamento dei vecchi quadri sindacali. Di notevole rilievo è, poi, l'approfondimento, compiuto da Manghi, della concezione sociale della CGIL e del suo rapporto col PCI; ad esso fanno seguito un intervento di Labor sulla lotta per le riforme ed uno di Viglianesi sulla nascita della UIL. Alcuni temi centrali delle rivendicazioni sindacali, quali quelli degli scarti salariali, delle qualifiche e dei cottimi, vengono affrontati in scritti di Pallagrosi e Regini. Infine, contributi di De Carlini, sulla Confindustria, di Pirelli, sulla ristrutturazione di essa e di Becchi, sull'Intersind, chiariscono le linee della politica imprenditoriale italiana nel periodo considerato, alla luce delle modificazioni prodottesi con il centrosinistra e con la programmazione economica.

SILVANA CASMIRRI

LUIGI BIGGERI, *Indici della produttività del lavoro salariato per rami, classi, sottoclassi e categorie di industria (1969-1972)*, Firenze, Centro per la statistica aziendale, supplemento a « Index », n. 12, dicembre 1973.

È uscita recentemente, a cura del Centro per la Statistica Aziendale di Firenze, l'edizione aggiornata al 1972 dell'opuscolo: *Indici della produttività del lavoro salariato per rami, classi, sottoclassi e categorie di industria* (periodo 1969-1972).

La pubblicazione in oggetto — unica nel suo genere in Italia — contiene la serie degli *Indici trimestrali della produttività del lavoro per operaio e per ora lavorata per ben 44 raggruppamenti di industria*, ed inoltre, le serie degli indici della produzione, del numero degli operai e delle ore lavorate per mezzo delle quali sono stati ottenuti gli indici della produttività, e le serie degli indici dei

salari orari di fatto. Una approfondita analisi interpretativa dei risultati, svolta dal Prof. L. Biggeri, completa l'ampia documentazione statistica.

Molto interessante è il confronto, effettuato per il periodo 1968-72, tra l'andamento degli indici della produttività e l'andamento dei profitti, dal quale risulta che, normalmente, quando i profitti sono diminuiti c'è stata una battuta d'arresto nello sviluppo della produttività del lavoro. Ma, soprattutto, meritano di essere segnalate le numerose osservazioni sul comportamento della produttività del lavoro, sia nel breve che nel medio periodo, desunte dall'esame delle serie di indici in questione.

Le analisi hanno, tra l'altro, evidenziato che il comportamento della produttività del lavoro si diversifica soprattutto in relazione alle differenti caratteristiche dei processi produttivi (intensità di capitale, ecc.) dei vari raggruppamenti di industria e che il ruolo predominante nel determinare guadagni di produttività è giuocato dal *grado di utilizzazione della capacità produttiva*, nel breve periodo, e dalla *flessibilità dei fattori e delle combinazioni produttive*, nel medio periodo. A questo ultimo proposito, risulta, infatti, che *le rigidità esistenti* nei sistemi produttivi hanno impedito un rapido adattamento alle nuove circostanze (specialmente alle mutate condizioni nei rapporti di lavoro) dopo la « frattura » del 1969 ed hanno, quindi, frenato lo sviluppo della produttività del lavoro. L'introduzione di nuove rigidità e la mancanza di una adeguata risposta a tali cambiamenti sembrano essere alla base della prosecuzione dei deludenti risultati in termini di produttività nell'industria italiana, che, ad avviso dell'A., possono essere recuperati solo ricercando linee e forme diverse di organizzazione tendenti ad ampliare la flessibilità dei sistemi produttivi e ad adeguarli alle mutate condizioni di lavoro.

Infine, viene presentato un dettagliato commento dei risultati relativi al 1972, dal quale si rileva che l'aumento piuttosto contenuto della produttività del lavoro, in quell'anno, è il risultato di una scarsa vivacità nella dinamica della produzione accompagnata — a differenza di quanto era avvenuto gli altri anni — da una marcata e diffusa contrazione nell'impiego del fattore lavoro, oltre che degli impianti.

Nel complesso si tratta, quindi, di un opuscolo che presenta analisi e dati molto interessanti e particolarmente utili anche per quegli operatori economici che desiderino raffrontare la situazione di una singola impresa con quella generale del settore cui essa appartiene.

GIUSEPPE BARBALACE

O. CAVALLERI, *Il movimento operaio e contadino nel bresciano (1878-1903)*, Ed. Cinque Lune, Roma, 1972, pp. 811.

Ottavio Cavalleri non è nuovo alle ricerche di storia: precedentemente, aveva esaminato i rapporti dei prefetti di Brescia (1882-1890), l'Ufficio Municipale del Lavoro e le iniziative socio-economiche dei cattolici nella medesima

città. Ora, con questo solido lavoro monografico, Cavalleri presenta un'attenta radiografia di storia del proletariato e di strutture economiche. L'appendice documentaria testimonia un'indagine notevole e la padronanza di coordinare una realtà poliedrica.

L'indagine prende l'avvio dai risultati della commissione agraria Jacini per concludersi nel 1903, data terminale della presidenza Zanardelli e dell'età di Leone XIII.

In base all'inchiesta Jacini, il quadro agricolo bresciano è il seguente: piccola e media proprietà nella fascia collinare, media proprietà in pianura e andamento particellare nella zona montana. In relazione al « contratto di affittanza » (cfr. L. Cafagna, *Annali*, Feltrinelli, 1959), ai vari tipi di « conduzione » e alla colonia parziaria, troviamo i fattori — « autentiche canaglie » — e i bifolchi o lavoratori obbligati. Salari da fame, alimentazione a base di polenta, pellagra e tuguri come abitazioni. Contro tale situazione esplode, dal 1882 al 1885, la lotta dei contadini che dalla Valle Padana coinvolge il bresciano (in appendice le statistiche degli scioperi 1879-1903: per le statistiche restano valide le osservazioni di R. Del Carria e S. Merli).

Nella prima metà dell'Ottocento l'industria siderurgica ha, in Lombardia, una sia pure relativa consistenza (cfr. L. Davite, in « Classe », 1972, n. 5), con la caratteristica di essere frammentata in piccole aziende. Le nuove tariffe doganali del 1888 accordano notevole protezione alla siderurgia, senza corrispettive agevolazioni per la meccanica. La produzione di ghisa dell'industria lombarda tocca il tetto della crisi: già nel 1880-82, sottolinea Cavalleri, inizia nel bresciano una naturale carenza di combustibile in legno. Altri motivi: alto costo dei trasporti, dazi e dogane, concorrenza della ghisa estera prodotta con impianti modernissimi, prevalenza del rimpasto del ferro vecchio, lontananza dal mare dei centri lombardi, produzione di acciaio liquido.

Rilevanza, invece, assume il settore metalmeccanico e quello tessile, ma il fulcro dell'industrializzazione bresciana diviene lo sviluppo idroelettrico. Il quadro economico che Cavalleri delinea è un contributo di chiarezza al sorgere della fabbrica capitalista italiana: agli inizi almeno degli anni '80 ci sono aree di « démarrage » capitalistico che sottomettono colonie interne di territorio e di settore.

Cavalleri denuncia a chiare note le caratteristiche delle società di M.S., individuando, senza preamboli, la tattica riformistica dei padroni e sottolineando come, anche a livello di previdenza, queste istituzioni gravano soltanto sul salario operaio e non intaccano i profitti del capitale. Alla fine del 1892, su iniziativa socialista, nasce la locale CdL (in appendice lo statuto e l'elenco dei periodici della provincia). Le CdL sorgono, ricorda Cavalleri, come strumento operaio in funzione del lavoro e del collocamento: questo giudizio va più articolato perché ci sono implicazioni ideologiche e di strategia che i contrasti tra federazioni di mestiere e Comitato federale delle CdL mettono in luce. Certo, le CdL vengono viste dai padroni come strumento di razionalizzazione capitalistica onde facilitare la mobilità della forza-lavoro verso gli « ergastoli meccanici », cioè le fabbriche. Il fallimento della costruzione del « partito rivoluzio-

nario » è anche in relazione al leghismo di classe, espressione diretta della lotta e del potere proletario, che perde il suo originario carattere politico ever-sivo e viene dissolto nella delega sindacale delle CdL.

Altro significativo pregio di Cavalleri è l'essere uscito da una « storia religiosa » del movimento sociale cattolico e dell'organizzazione professionale cristiana. Il punto non è fare una storiografia di « vinti » e « vincitori », parafrasando la verghiana terminologia di M. L. Trebiliani (cfr. Convegno storico di S. Marino, 1967), ma muoversi premeditatamente, per scelta politica, solo e unicamente dalla visuale delle classi subalterne.

Lo sviluppo della questione sociale tra i cattolici bresciani — attraverso il fallimento dell'associazione « mista » (lavoratori e padroni), come il Segretariato del Popolo e l'Ufficio Municipale del Lavoro (anti-CdL) — ci permette di seguire l'interessante scontro tra gli intransigenti e i cristiano-sociali (cfr. P. Scoppola e C. Brezzi). Dalla realtà degli « ergastoli meccanici » e dalle campagne i cristiano-sociali (l'A. riporta alcune lettere di G. Toniolo) traggono i presupposti per una coscienza di classe di cui le Unioni professionali, formate da soli lavoratori, costituiscono una prima tappa. Rimane, in ogni caso, l'equivoco della « libera concorrenza » e dell'« efficienza produttiva » del sistema borghese.

Attendiamo Cavalleri ad un prosieguo delle ricerche.

GIUSEPPE BARBALACE

M. DELLE DONNE, *Città e società civile*, Ed. Ateneo-Officina, Roma, 1973, vol. I, pp. 205.

Marcella Delle Donne esamina il rapporto tra capitale mobile, borghesia, struttura e funzione della città nello sviluppo economico: accumulazione originaria e nascita del proletariato urbano sono i termini di fondo. Il secondo volume, di prossima pubblicazione, introduce il passaggio — attraverso la crescita della classe operaia — dalla città industriale alla città-fabbrica.

L'A. risale al « fenomeno » città e al suo « hinterland » rurale, mettendo in risalto la rottura tra l'epoca pre-industriale e quella industriale, rintracciando le molteplici variabili indipendenti e interdipendenti generatrici della rivoluzione urbana-industriale. Sotto questo aspetto, l'analisi storico-economica prende l'avvio dalla transizione della struttura romana (essenzialmente urbana) a quella feudale (essenzialmente rurale). Tra l'altro, lo storico inglese P. A. Brunt rileva come nella tarda repubblica la maggior parte della produzione avvenga in piccole botteghe ad opera di artigiani (cfr. *Classi e conflitti sociali nella Roma repubblicana*, Bari, 1972).

Già H. Pirenne e M. Bloch hanno evidenziato le caratteristiche del feudalesimo, sistema di organizzazione del potere politico che si basa su determinate condizioni e premesse economiche. Le invasioni straniere, lo sfaldarsi del potere

statale, la decadenza del grande commercio, la rovina delle città, spostano il centro della vita sociale dalla città alla campagna. La « villa » assorbe le funzioni politico-militari del vecchio impero ed istituisce nuovi rapporti di produzione tra i contadini (cfr. W. Kula per la Polonia e i « Quaderni Storici » di A. Caracciolo-P. Villani). Il solvente del feudalesimo — scrive P. Sweezy — è la « produzione mercantile precapitalistica » che favorisce il nascere delle prime « industrie » e provoca la fuga della forza-lavoro contadina verso nuove occupazioni (di diverso avviso M. Dobb: cfr. « Società », 1955, e l'intero dibattito recentemente ristampato).

L'A. rivolge larga attenzione ai contrasti tra mercanti e nobiltà, ma non perde di vista che, anche nel Comune, al di sotto di tutto troviamo l'« uomo concreto », gli operai giornalieri, privi di diritti al pari dei contadini (G. Spini sottolinea la necessità di una storia delle classi subalterne, per esempio nel principato mediceo del Cinquecento). Nel periodo comunale l'attività della mercatura segna il nuovo spirito borghese-capitalistico (cfr. « Magnati e Popolani » di G. Salvemini).

Attraverso i mutamenti strutturali della città e della mercatura possiamo seguire il divario tra la « curva » dei prezzi e quella dei salari a causa del fenomeno inflazionistico (derivante dall'afflusso di metalli pregiati nell'Europa del XVI secolo): alla miseria dei salariati giornalieri si unisce lo spodestamento della classe rurale.

Il sorgere delle manifatture trova quantità e disponibilità di forza-lavoro mentre, nello spazio socio-economico della città, si sostituisce « l'arbitrio di agenti urbani che hanno come unico obiettivo l'interesse della propria impresa ». La funzione delle corporazioni si avvia al tramonto.

Di particolare interesse il capitolo inerente la rivoluzione industriale: « Se la richiesta del mercato, gonfiatasi oltre le possibilità potenziali produttive dei mezzi di produzione allora esistenti, se l'enorme aumento dell'approvvigionamento alimentare e l'incremento demografico sono i fattori determinanti la rivoluzione urbano-industriale, molto contribuisce anche l'incremento dato alle vie di comunicazione ». Ma va ricordato che P. Bairoch rivaluta il ruolo dell'agricoltura tra le cause del « démarrage » economico inglese. Inoltre, è da tenere presente la tesi, ripresa da V. Castronovo, sulla « continuità » dello sviluppo dalla seconda metà del Seicento al « ritmo accelerato » del Settecento. Di rilievo anche il contributo di J. Kuczynski per la Germania (cfr. *Studi Storici*, 1961). L'A. predilige maggiormente le variazioni subentrate nell'assetto socio-urbanistico (vedi il Nord-America): la fabbrica diviene il centro della vita cittadina e l'urbanizzazione il sottoprodotto dell'industrializzazione.

Nella rivoluzione dei mezzi di trasporto l'A. individua alcune conseguenze: 1) nascita del grande capitalismo metropolitano (ferrovie, industria siderurgica, metallurgica e meccanica); 2) estensione dell'economia e della mentalità urbanistica nelle campagne; 3) esplosione demografica delle grandi città commerciali. Nelle metropoli pone le sue basi l'apparato centrale delle burocrazie politico-amministrative. Il processo di urbanizzazione va visto, quindi, in rela-

zione ai processi di concentrazione del capitale, di centralizzazione dell'impresa, di internazionalizzazione dei centri di potere.

L'operaio perde ogni diritto al suolo e ad uno spazio sociale riconosciuto (vedi la descrizione di Manchester nelle pagine di Engels). L'A. parla di Nantes, Londra, Anversa, Amburgo, « città monetizzate », punti nevralgici dell'economia mondiale in quel periodo. Non tralasciamo, però, l'analisi del sorgere degli opifici e dei quartieri operai in Italia (notevole, in questo senso, « Proletariato di fabbrica e capitalismo industriale » di S. Merli), liquidando il discorso con affrettate e restrittive interpretazioni della base industriale della Penisola.

I « filantropi utopisti », come R. Owen, organizzano il consenso della classe operaia al sistema capitalistico ed inaugurano il « riformismo »; ma, conclude Marcella Delle Donne, ci sono le premesse che portano le classi subalterne al 1848.

GIUSEPPE BARBALACE

GIANFRANCO LA GRASSA, *Forze produttive e rapporti di produzione* e JAKOV KRONROD, *Forze produttive e rapporti di produzione nella società socialista sviluppata*, Critica Marxista, novembre-dicembre 1973.

L'ultimo numero di « Critica Marxista » pubblica due saggi di G. La Grassa e J. Kronrod imperniati sul tema « forze produttive e rapporti di produzione ».

Il tema è assai stimolante, rimandando ad un dibattito teorico spesso presente all'interno del movimento comunista e che ha attraversato soprattutto alcune grosse questioni legate alla strategia di transizione al socialismo.

Il saggio di La Grassa, pur ricercando un approccio alla questione di respiro più generale, non ne perde in « politicità ». La polemica contro i fautori del « primato delle forze produttive » sui rapporti di produzione, così come contro i « dialettici », sostenitori di un legame di interazione che porta i due termini ad essere alternativamente « elemento principale », attraversa tutto lo scritto e ne costituisce il filo conduttore trasparentemente politico, oltre che teorico.

In particolare, nella strategia della II Internazionale e nella teoria che la sosteneva, La Grassa individua le radici di un'impostazione deterministica, ancora non superata all'interno del movimento operaio, legata senz'altro ad un'interpretazione riduttiva e semplicistica dello stesso pensiero marxiano. Caratteristica di tali concezioni è considerare rapporti di produzione e forze produttive come due entità a sé stanti, influenzantesi reciprocamente con un legame di causa ed effetto che ne lascia intatta, però, la reciproca « esternità ». « A un dato punto del loro sviluppo le forze produttive materiali della società entrano in contraddizione con i rapporti di produzione esistenti, cioè con i rapporti di proprietà... dentro ai quali per l'innanzi s'erano mosse. Questi rapporti da forme di sviluppo delle forze produttive si convertono in loro catene »; dalla cattiva interpretazio-

ne della Prefazione del 1859 emerge tutta una tradizione economicistico-riformista che vede la trasformazione dei rapporti di produzione come « logico » adeguamento di questi al modificarsi delle condizioni tecniche della produzione, o che, pur riconoscendo il movimento « per salti » dei processi di transizione, ne individua comunque le basi nel raggiungimento preventivo di un massimo sviluppo, di un « tetto » delle forze produttive della determinata organizzazione sociale. La Grassa, che ha ben presente il grosso nodo della « presa del potere », pur non affrontando complessivamente tale questione, individua qui chiaramente il legame fra le diverse versioni della « teoria del crollo » e una prospettiva politica che permane gradualista, anche nelle sue varianti « estremiste ».

In realtà, secondo La Grassa, « i rapporti di produzione sono la forma dello sviluppo delle forze produttive », ove questa « forma » però, non è mero recipiente, indifferente al contenuto, ma è la forma determinata di un contenuto determinato, tessuto connettivo di questo « contenuto », che sono le forze produttive. Viene così a cadere ogni impostazione che ritagli dal dato « sociale » uno spazio puramente economico, neutrale, una categoria della produzione in generale scissa da qualsiasi determinazione.

Il polo principale nella contraddizione forze produttive-rapporti di produzione è costituito dal secondo termine, dalla « forma del contenuto » che rappresenta la struttura portante della società. Modificare questa struttura è primario per l'avvio di un processo di transizione in cui i rapporti di produzione « riplasmerranno » le forze produttive stesse, spezzandone quelle condizioni apparentemente « oggettive », che portano in sé i tratti distintivi dei rapporti sociali precedenti.

Di impostazione nettamente diversa — anzi opposta — il saggio di Kronrod sviluppa una tesi di sostanziale appoggio alla teoria del « primato delle forze produttive », elemento determinante di sviluppo in una società, i cui nuovi rapporti di produzione sono considerati acquisiti una volta per tutte: « Già verso la metà degli anni trenta, in tutte le branche dell'economia dell'URSS si affermano i rapporti di produzione socialisti, mentre i rapporti di sfruttamento e ciò che rimaneva delle classi sfruttatrici vennero liquidati completamente e per sempre » (*Critica Marxista*, pag. 107). Lo sviluppo « oggettivo » delle forze produttive assicurerebbe attualmente il passaggio dalla fase inferiore alla fase superiore del comunismo in modo estremamente lineare, privo di qualsiasi contraddittorietà con gli attuali rapporti di produzione.

Non mancano, nello scritto, le previsioni di rito sul superamento del potenziale produttivo degli Stati Uniti, quale riprova della superiorità del « socialismo sviluppato ».

Politicamente indicativa ci pare la duplice polemica — per la verità assai piatta e grezza — contro i « sinistri » sostenitori delle « fughe in avanti » e i « destri » fautori della pluralità dei « modelli di socialismo ».

MARIANELLA SCLAVI, *Lotta di classe ed organizzazione operaia*, Pirelli Bicocca Milano ('68-'69) OM-FIAT Brescia ('54-'72), Mazzotta editore.

Il recente riaccendersi di interesse per un lavoro di ricerca che saldi lotte operaie e prospettiva storica trova un nuovo contributo in questo libro di Mariannella Sclavi, pubblicato nella collana Nuova Informazione, recentemente promossa dalla casa editrice Mazzotta.

La particolarità del libro della Sclavi — che ne rivela anche l'impostazione politica — consiste nel cercare il legame necessario che salda la « storia delle lotte » alla politica e alla linea sindacale, uscendo tanto da una visione puramente spontaneistica della dinamica di classe, quanto da un'attenzione tutta rivolta alla « storia del sindacato » in chiave istituzionale, in cui la lotta di classe finisce con l'acquistare l'opacità del dato obbiettivo.

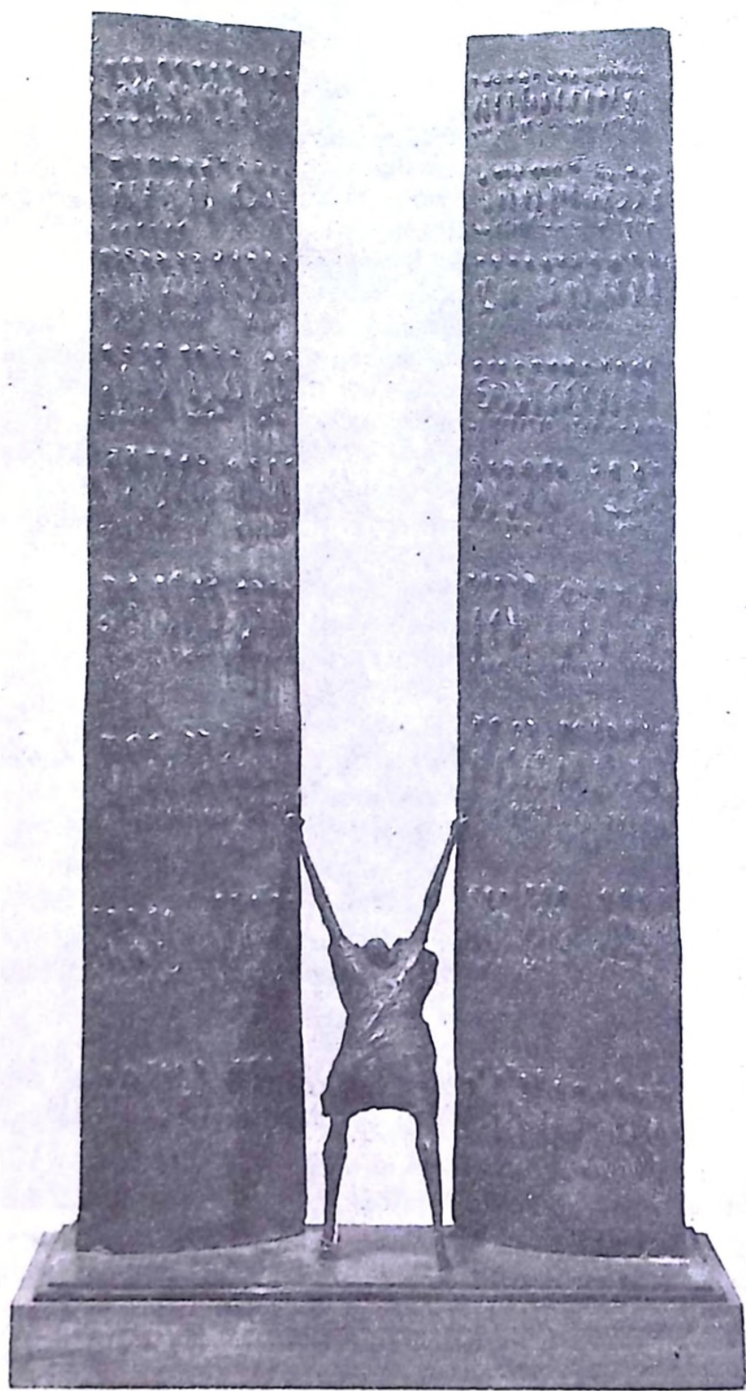
Il problema teorico che sta sullo sfondo è — come ricorda Foa nella sua introduzione — quello dello sbocco politico da costruire a partire dal farsi delle lotte e dai contenuti in esse espressi. Le debolezze del movimento di classe, in questa prospettiva, non adrebbero ricercate solamente nei ritardi dello schieramento politico di sinistra, che pure esistono, ma soprattutto nell'insufficiente potenzialità ed articolazione strategica di quei contenuti, l'ugualitarismo operaio ad esempio, a farsi momento unificante di strati sociali diversi, la cui condizione di sfruttamento è fuori della fabbrica.

In questa persistente difficoltà della spontaneità di classe ad acquisire coscienza di sé, a trasformarsi in « strategia » dell'intero movimento di massa, sta — secondo l'autrice — il nodo irrisolto di tanta parte delle lotte operaie di questi anni, che nella « storia politica » della Bicocca e dell'OM trovano un efficace quadro di riferimento.

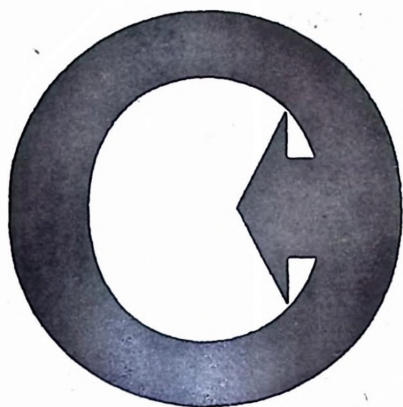
Imparare non solo dalle lotte del '68-'69, ma in generale da tutta la « storia della classe » di questo dopoguerra i temi da privilegiare, la politica operaia da perseguire per porsi correttamente di fronte a questo problema diventa, allora, vitale giacché, come dice ancora V. Foa, « vi è un rapporto complesso e non determinato fra tecnologia e comportamento operaio »: sono possibili, insomma, *diverse* risposte operaie allo sviluppo capitalistico — gli anni '50 insegnino — e non tutte portano il segno della vittoria.

Nelle due appendici che seguono la parte del libro dedicato alla Pirelli, vengono riportati un « questionario » distribuito a 25 militanti del sindacato e del CUB, di cui l'autrice si è servita nel suo lavoro d'inchiesta, e una utile « cronologia essenziale delle lotte e dell'iniziativa sindacale » nel biennio 1968-1969.

FABRIZIO DI STEFANO



Giuseppe Macrí: « *Le porte di bronzo* », bronzo, cm 31×16.



osservatorio

LA CRITICA SOCIALE

Rivista del socialismo fondata da Filippo Turati

SOMMARIO DEL N. 1 - ANNO 66 - GENNAIO 1974

40 pagine - L. 500 - Esce ogni mese

LA CRITICA SOCIALE, Anno Nuovo.

MICHELE GUERRIERI, *Divorzio e referendum.*

ANTONIO NITTO, *Gli alibi della politica meridionalistica.*

GIULIANO PISCHEL, *« Nuovo modello di sviluppo » e servizi pubblici.*

CESARE BENSI, *Una politica « sociale » per l'emigrazione.*

LEONE IRACI FEDELI, *I sindacati e la piena disoccupazione.*

FRANCESCO GOZZANO, *Il crepuscolo di una nuova Europa nelle svolte della crisi medio-orientale.*

SERGIO SPÉLLANZON, *Per una politica energetica europea.*

VICTOR ALBA, *Lettera dagli USA.*

ANNA COLOMBO, *Novembre 1973, in Israele.*

IL SOCIALISMO DOPO IL « GOLPE »

ANTONIO VALERI, *La lezione di Allende.*

GIORGIO GALLI, *Nulla di nuovo in Cile.*

GIANFRANCO PASQUINO, *Per una strategia di transizione.*

OTTAVIO PAZ, *I centurioni di Santiago.*

AMÉRICO GHIOLDI, *Gli errori di Allende.*

VIRGILIO DAGNINO, *Potere e tolleranza.*

UGO BERTO ALFASSIO GRIMALDI, *Studi sulla stampa nel periodo fascista.*

LUCIANO PELLICANI, *Quale socialismo?*

VALERIO AGOSTINONE, *Lo snobismo degli intellettuali « impegnati ».*

RASSEGNA DEI LIBRI

Raffaele Colapietra.

STUDI ECONOMICI E SOCIALI

Rivista di vita economica

Comitato scientifico: prof. Gino BARBIERI, prof. Guido MENEGAZZI,
prof. Giuseppe MIRA, prof. Vitaliano ROVIGATTI

Direttore responsabile: prof. Romano MOLESTI

SOMMARIO DEL FASC. IV

GUIDO CARLI, *La riforma del sistema monetario internazionale.*

GUIDO MENEGAZZI, *Le leggi scientifiche costitutive e operative della vita comunitaria
fondamento e fine dell'ONU.*

EUGENIO CEFIS, *L'industria chimica in Italia e la Montedison.*

NOTE E RASSEGNE

ROMANO MOLESTI, *Antonio Zanon e l'economia veneta del '700.*

SILVIO TRUCCO, *La preparazione del film su Giuseppe Toniolo.*

Camere di Commercio e Borse Valori Regionali.

Informatica e Regioni.

La Cassa di Risparmio di Padova e Rovigo e l'Università di Padova.

RELAZIONI E BILANCI DELLE AZIENDE DI CREDITO

NOTE AZIENDALI

L'andamento della produzione industriale in Italia - L'aumento degli occupati nell'industria nel decennio 1970-80 - Movimento delle Società Italiane per Azioni - Riunione a Firenze per l'Aeroporto della Toscana - L'espansione della Snia Viscosa - Piano per il turismo siciliano - La Selenia e il laboratorio spaziale - Anagrafe elettronica al Comune di Alessandria - La FIAT nell'anno 1973 - La CEAT nel Mezzogiorno - Le apparecchiature Selenia, ecc.

RECENSIONI

Direzione, redazione, amministrazione: Piazza G. Toniolo, 2, Pisa, Tel. 501119-43226 - Redazione di Roma, Via Pasquale Tola, 15 - Redazione di Milano, Via Podgora, 6, Tel. 708043 - Redazione di Verona, Via Garibaldi, 17. Abbonamento annuale L. 4.000, estero L. 6.000, Conto corrente postale 22/15146.

Pubblicazione imminente!

NOTE E RASSEGNE

Quaderni di analisi e di ricerca per una nuova azione politica.

Fascicolo doppio n. 39-40 dedicato a:

MOMENTI, ESPERIENZE E OBIETTIVI DELLA LOTTA DI CLASSE

Materiali, Studi, note, rassegne su:

- Cina: rivoluzione e socializzazione
- Esercito e ideologia militare nella vicenda cilena
- I meridionali nel mercato del lavoro a Modena
- Università, classe e salute
- Dissenso cattolico e referendum sul divorzio
- Le istituzioni in Cile

Scritti di:

S. CARUSO, R. LIVI, G. A. MACCACARO, G. P. STORCHI, COLLETTIVI POLITICI E COMUNITÀ DI BASE MODENESI

Direttori: ALBANO BIONDI, LUCIANO GUERZONI — Abbonamento a tre numeri: L. 2.500 — Versamenti: C.C.P. n. 8/27672 intestato a: Note e Rassegne; C.P. 620, 41100 Modena — Distribuzione nelle librerie: Sapere Distribuzioni, Milano — Prezzo del fascicolo n. 39-40: L. 1.200 — Redazione e Amministrazione: Casella Postale 620, 41100 Modena.

Quaderni di SOCIOLOGIA

Trimestrale diretto da.

N. ABBAGNANO - F. FERRAROTTI - L. GALLINO - † A. PAGANI - A. PIZZORNO - PIETRO ROSSI - R. TREVES

SOMMARIO DEL VOL. XXII - N. 1 - GENNAIO-MARZO 1973

ARTICOLI

L. GALLINO, *Metodologia neopositivistica e teoria sociologica.*

DOCUMENTAZIONE E RICERCHE

S. DE SETA, *Nuove tecniche e sussidi per l'insegnamento di materie sociologiche.*

NOTE CRITICHE

G. E. RUSCONI, *Scienza e subcultura accademica. A proposito della «sociologia riflessiva» di Alvin W. Gouldner.*

A. GUARALDO, *Diffusione e critica dell'opera di Thorstein Veblen in Italia: alcuni testi chiave.*

SCHEDE

G. AMENDOLA, *Metodo sociologico e ideologia: C. Wright Mills (G. Pomata) - G. P. CEILA, Divisione del lavoro e iniziativa operaia (P. Ceri) - G. FORTUNATO, Sociologia militare (S. Bova) - M. GUTELMAN, Réforme et mystification agraires en Amérique latine (A. Guaraldo) - S. MALLET, La nuova classe operaia (A. Pichierrri) - A. RIVA, Famiglia e Scuola (M. Rampazi).*

PANORAMA DELLE RIVISTE

LIBRI RICEVUTI

Comitato di redazione: A. Baldissera - B. Maggi - G. Martinotti - A. Pichierrri - V. Tomeo.

Segretaria di redazione: R. Marvulli.

Redazione e Amministrazione: Taylor Editore, Corso Stati Uniti, 53 - 10129 Torino - Tel. 510.411 - Ccp. 2/2322.

Abbonamenti: Italia 6.000 - Estero 8.000 - Un fascicolo L. 1.800.

Sono disponibili tutte le annate arretrate.

EST-OVEST

QUADRIMESTRALE DI STUDI SULL'EST EUROPEO

Rivista edita dall'ISDEE - Istituto di Studi e Documentazione sull'Est Europeo, Trieste

Direttore responsabile TITO FAVARETTO

SOMMARIO DEL FASC. IV - N. 3 - 1973

Strategie di integrazione della Cee e del Comecon e relazioni Est-Ovest.

MIHALY SIMAI, *Le due strategie di integrazione e le relazioni Est-Ovest.*

GEORGES SOKOLOFF, *Conflitto, integrazione e cooperazione in Europa.*

PAWEL BOZYK, *La cooperazione economica della Polonia con i paesi membri della Cee e l'integrazione nel Comecon.*

DARIO TOSI, *Prospettive della cooperazione economica Est-Ovest nella Comunità Europea.*

DEMETRIO VOLCIC, *Prospettive di cooperazione Cee-Comecon.*

VIKTOR MEIER, *Alcuni aspetti dell'integrazione economica nell'Est Europeo e della cooperazione Est-Ovest.*

LUIGI VALSALICE, *Integrazioni economiche, cooperazione e conferenza europea a Ginevra.*

Notiziario - Libri ricevuti - Indice analitico.

Direzione, redazione e amministrazione: ISDEE, Corso Italia, 27 - 34122 Trieste - Tel. 69130 - Abbonamento annuo per il 1973: L. 3.000 (per l'estero L. 4.500) - Abbonamento sostenitore L. 20.000. Prezzo di questo fascicolo L. 1.500. L'importo va versato sul c.c.b. N. 4107/3 presso la Cassa di Risparmio di Trieste, Agenzia N. 2.

È uscito nei Quaderni di

POLITICA ED ECONOMIA

la rivista del centro studi di politica economica del P.C.I.

N. 10

I COMUNISTI E LA PROGRAMMAZIONE IN PUGLIA

L. 2.500

Atti del Convegno promosso dal Comitato regionale pugliese del PCI

Bari 15-16 giugno 1973

- Le richieste vanno indirizzate alla SGRA - via dei Frentani, 4 - 00185 ROMA.
- Gli abbonati a *Politica ed Economia* riceveranno dietro richiesta il Quaderno con lo sconto del 40%.

ABBONATEVI: Annuo L. 6.000; Estero L. 10.000; Sostenitore L. 20.000 - (Obbligatorio per gli Enti Pubblici nazionali e le società per azioni) - Un fascicolo L. 1.200; Estero L. 2.000; Arretrato L. 1.500; Estero L. 2.200.

Cumulativo *Politica ed Economia* + *Rinascita*: L. 14.000 anziché 15.000.

A tutti gli abbonati verrà offerta in omaggio una stampa a 6 colori di Ugo Attardi.

Versamenti sul c/c postale 1/43461 intestato a: S.G.R.A. - Via dei Frentani, 4 - 00185 Roma.

È in vendita nelle edicole e nelle librerie il n. 6 (novembre-dicembre) di

POLITICA ED ECONOMIA

la rivista del centro studi di politica economica del P.C.I.

SOMMARIO

EUGENIO PEGGIO, *Crisi energetica, inflazione e crisi economica.*
RINALDO SCHEDA, *La strategia delle lotte sindacali.*
LUCIANO SORIENTE, *La società italiana: riflessioni sul rapporto Censis.*
LINA TAMBURRINO, *Pesante bilancio della industrializzazione del Mezzogiorno.*
ATTILIO ESPOSTO, *Agricoltura, prima riforma.*
MARIO BARDELLI, *Lo scontro sui fitti agrari.*
SERGIO CAVINA, *Regioni, enti locali e bilancio dello Stato.*
PIETRO PINNA, *Osservazioni sulla riforma delle società per azioni.*
CARLO CATENA, *Il dibattito sulla piccola e media industria.*
LORIS GALLICO, *Politica ed economia nel Medio Oriente.*
FRANCESCO PISTOLESE, *Petrolio: le due facce della crisi.*
GIOVANNI DUCHINI, *La fame nel mondo.*
VINCENZO COMITO, *L'espansione multinazionale delle banche.*
BRUNO FERRERO, *I poteri di bilancio del parlamento europeo.*

Seguono le consuete rubriche; le cronache politiche, parlamentari e regionali in Italia, le congiunture italiana e internazionale, le lotte del lavoro in Italia e nel mondo, l'integrazione europea, nei paesi socialisti e le rassegne della stampa italiana, inglese e americana, francese, tedesca e sovietica.

Le note e polemiche, le recensioni e la documentazione completano il numero.

ABBONATEVI — Dal n. 6 del 1973: Annuo L. 6.000; Estero L. 10.000; Sostenitore L. 20.000 - (Obbligatorio per gli Enti Pubblici nazionali e le società per azioni) - Un fascicolo L. 1.200; Estero L. 2.000; Arretrato L. 1.500; Estero L. 2.200.

Cumulativo *Politica ed Economia* + *Rinascita*: L. 14.000.

Gli abbonati riceveranno in dono una litografia 50 x 70 a 6 colori di Ugo Attardi.

Versamenti sul c/c postale 1/43461 intestato a: S.G.R.A. - Via dei Frentani, 4 - 00185 Roma.

L'IMPRESA

Rivista di Scienze e Tecniche Manageriali
diretta da FERRER-PACCES

SOMMARIO DEL NUMERO DOPPIO 9-10 - 1973

La condotta razionale delle imprese, se non è un mito, è dovunque lontana dall'essere raggiunta. Mentre la maggior parte delle imprese stagnano ad un livello minimo di efficienza, ricavandone profitti marginali, continuamente minacciati e sommersi dalle ricorrenti crisi politiche e congiunturali, l'avanzamento degli studi manageriali scopre nuovi campi all'innovazione imprenditoriale, crea nuove occasioni di successo e di sviluppo. Un'esplorazione in due di questi campi viene compiuta in questo fascicolo.

COME COSTRUIRE L'IMMAGINE DELL'IMPRESA. Un'équipe coordinata da Giampaolo FAERIS tratta della problematica dell'immagine di azienda: su cui quasi niente si è scritto sulle stesse riviste americane specializzate e che ancor poco o nulla viene presa a base per le decisioni sulle strategie di prodotto, di marketing e di pubblicità.

DISTRIBUZIONE COMMERCIALE. Dal canto suo, il gruppo di mercatisti che fa capo a Giancarlo RAVAZZI, richiamato l'andamento crescente dei costi di distribuzione (e quindi del relativo peso nei prezzi) porta ulteriori argomenti alla necessità di conoscere meglio — per migliorarle — le dinamiche del sistema distributivo e i rapporti fra imprese di produzione industriali e imprese commerciali.

La redazione scientifica de L'IMPRESA fa capo al CeRIS/C.N.R. e all'ISTMAN.
Abbonamento per un anno L. 12.000. Prezzo del presente fascicolo L. 2500 - Conto corrente postale

È in vendita il n. 11 dei

Quaderni di POLITICA ED ECONOMIA

Atti del convegno indetto dal Centro di documentazione e ricerche per la Lombardia - C.D.R.L. e da « Politica ed Economia » il 10 dicembre 1973 sul tema:

La crisi energetica

Il convegno svoltosi a Milano presso la Fast, è stato aperto da una relazione di Eugenio Peggio direttore di « Politica ed Economia ». Nel corso del dibattito sono poi intervenuti:

Felice Ippolito, Silvio Leonardi, Corrado Fiaccavento, Carlo M. Santoro, Carlo Parodi, Giancarlo Pinchera, Valerio Bitetto, Francesco Pistolesse, Marcello Colitti, Elio Vianello, Giovan Battista Zorzoli, Giulio Cuzzi Silvano Levrero.

Nel fascicolo verranno anche pubblicati uno studio di Eutimio Tiliacos su *La crisi energetica americana e l'Europa* e i discorsi tenuti da Luciano Barca e Fernando di Giulio alla Camera, nel corso del dibattito sulla mozione comunista per i problemi dell'energia.

Prezzo L. 2.500 — Prezzo per gli abbonati L. 1.500.

Abbonatevi a POLITICA ED ECONOMIA

Abbonamento annuo L. 6.000, estero L. 10.000, sostenitore L. 20.000 - Gli abbonati riceveranno una stampa a 6 colori (50 x 70) di Ugo Attardi.

Versamento sul c/c postale n. 1/43461 intestato a SGRA Via dei Frentani, 4 - 00185 Roma.

TERZO MONDO

Rivista trimestrale di studi, ricerche e documentazione
sui paesi afro-asiatici e latino-americani
diretta da UMBERTO MELOTTI

SOMMARIO DEL N. 22 - ANNO VI - DICEMBRE 1973

G.P. COTTI-COMETTI, *La Tanzania: una presentazione geografica.*

Il territorio - La popolazione - L'economia.

ANNA S. PIERGROSSI, *Il socialismo africano e l'esperienza della Tanzania.*

Il socialismo africano - La struttura precoloniale e la situazione presente - Il socialismo di Nyrere - La strategia dello sviluppo nel primo periodo - La svolta della Dichiarazione di Arusha e la via tanzaniana al socialismo.

LIDIA VACCHI, *La politica educativa della Tanzania: l'educazione per l'«autofiducia».*

Il periodo di transizione - Self-reliance: la scuola primaria - Self-reliance: la scuola secondaria - I nuovi testi e i nuovi programmi scolastici - Il secondo piano quinquennale, la scuola e lo sviluppo comunitario - Zanzibar dopo la rivoluzione.

JULIUS K. NYERERE, *La Dichiarazione di Arusha.*

JULIUS K. NYERERE, *L'educazione per l'autofiducia.*

TERZO MONDO - Direzione, Redazione, Amministrazione: Via G. G. Morgagni, 39 - Tel. 269.041 - 20129 Milano — Abbonamenti 1974: Ordinario, L. 4.000; d'amicizia, L. 5.000; sostenitore, L. 10.000. Versamenti sul conto corrente postale n. 3/56111 o con assegno.

SUBSCRIPTION/ABONNEMENT/SUSCRIPCION - US \$ 8 - By bank or money-orders.

NUOVA SERIE DI CRITICA SOCIALE

Critica Sociale, la rivista del socialismo fondata da Filippo Turati nel lontano 1891 e diretta da Giuseppe Faravelli e che si pubblica a Milano (Foro Buonaparte n. 24), entrando nel 66° anno di vita, assume una periodicità mensile con l'impegno di pubblicare nel corso dell'anno, oltre ai fascicoli normali, tre o quattro numeri speciali monografici di interesse storico o socio-economico, curati da eminenti collaboratori.

Il primo fascicolo monografico uscirà nel prossimo febbraio e rievocherà, nell'intero arco della sua attività di storico, filosofo, docente universitario e militante socialista ed antifascista, la spiccata personalità politica e scientifica di Alessandro Levi (1881-1953) ed i suoi preziosi contributi all'elaborazione dei principi socialisti nella prima metà del nostro secolo.

Il fascicolo, oltre a scritti del Levi, di Giorgio Sorel, di Claudio Treves e di Piero Calamandrei, contiene articoli di Arduino Agnelli, Enzo Vittorio Alfieri, Eugenio Artom, Enrico Bassi, Norberto Bobbio, Guido Fassò, Vittorio Frosini, Rodolfo Mondolfo, Piero Piovani, Piero Treves, Renato Treves.

ADESSO

Questo periodico è iscritto alla Federazione Italiana Editori Giornali

SOMMARIO DEL NUMERO DI DICEMBRE 1973

EDITORIALI

Per uno sviluppo veramente « diverso ».

INTERNI

Austerità - Cosa ci aspetta nel '74.

FRANCESCO FORTE, *Economia - L'espansione frenata.*

Energia - Perché, è necessario « il piano del petrolio ».

ALDO FORBICE, *Spesa pubblica - Perché 10 mila miliardi restano in « frigorifero ».*

SERGIO TURONE, *Sindacati - Mezzogiorno: il prezzemolo di ogni richiesta?*

VINCENZO APICELLA, *Mezzogiorno - Il tramonto della politica dei tre tempi.*

DIBATTITO

Interventi di Tommaso Morlino, Manin Carabba, Cesare Zappulli, *Ma la burocrazia ferma tutto.*

ESTERI

Il maestro a 23 pollici.

VITTORIO POSSENTI, *Borsa - 12 mesi di frenetici alti e bassi.*

Come è sparita la nuvola rossa.

Energia elettrica - Meteorologia in aiuto dell'ambiente.

La fabbrica delle fabbriche.

FRANCO COLOMBO, *L'orologio fermo dell'Europa.*

RODOLFO BRANCOLI, *Economia USA - Lo spettro della recessione.*

ARTURO BARONE, *Politica monetaria - Il fascino discreto dell'oro.*

RUBRICA

Indicatori economici.

COMITATO DEI GARANTI: Giuseppe Guarino, Giorgio Ruffolo, Ferdinando Ventriglia - DIRETTORE RESPONSABILE: Franco Colombo - COMITATO DI REDAZIONE: Vincenzo Apicella, Arturo Barone, Rodolfo Brancoli, Manin Carabba, Gianni Colletta, Giancarlo D'Alessandro, Baldo de' Rossi, Aldo Forbice, Enrico Nobis, Mario Pirani, Vieri Poggiali.

« ADESSO », rivista mensile della Società Editoriale Nuove Cronache Italiane - Direzione, redazione, amministrazione, pubblicità: 00198 Roma, Via Brenta 13, tel. 844.95.65-844.57.96 - Stampa: S.A.T. Società Azienda Tipografica p.a. - 00131 Roma, Via Tiburtina 1291, tel. 6.190.141 - Abbonamenti: un anno (11 fascicoli) Italia L. 3.300; Estero L. 4.600 - Vaglia bancario o postale o versamenti sul c/c postale n. 1/18551 intestato a Editoriale Nuove Cronache Italiane, Roma - Spedizione in abbonamento postale Gr. III 70% - Registrazione Tribunale di Roma n. 11554 del 9-5-1967 - Un numero L. 300; arretrato L. 600 - Concess. per la distrib. in Italia SO.DI.P., Angelo Patuzzi, s.r.l., Via Zuretti, 25 - 20125 Milano.

L'IMPRESA

1974

La direzione dell'impresa in un'economia a moneta instabile e in una società conflittuale

Il programma editoriale 1974 verrà sviluppato in fascicoli monografici centrati sull'esame dei seguenti argomenti:

- Problemi di finanziamento e formazione dei prezzi in regime di inflazione.
- Integrazione e conflitto fra impresa, sindacati e società.
- Riforma o nuove società per azioni?
- Sviluppo organizzativo e formazione dei quadri.
- Conflitti interfunzionali nell'organizzazione aziendale.

Oltre alla trattazione approfondita delle suddette problematiche, ogni fascicolo conterrà estratti degli articoli di interesse manageriale pubblicati dalle maggiori riviste internazionali in materia di:

- Controllo e finanza.
- Organizzazione e personale.
- Informatica.
- Produzione.
- Mercantistica.
- Problematica generale.

SERVIZIO DOCUMENTAZIONE ■ A richiesta e contro rimborso delle spese e del diritto di copyright, la Rivista potrà altresì procurare fotocopia degli articoli segnalati.

In congiuntura d'inflazione, il problema che preoccupa più di ogni altro l'amministrazione delle imprese consiste nel fronteggiare il rischio di de-finanziamento. Le incognite e le storture di un « controllo » governativo dei prezzi e le imperfezioni dei metodi contabili aggravano ulteriormente questo rischio: che prende forma, fra l'altro, nelle difficoltà di ricostituire scorte ed impianti, e nel lasciare apparire e distribuire utili soltanto monetari.

I fascicoli dedicati alla Finanza italiana e alla Formazione e al controllo dei Prezzi tratteranno questi problemi e dei modi di farvi fronte in relazione alla congiuntura e alle variazioni e ai « blocchi » dei prezzi. La documentazione (I sezione) seguirà con particolare attenzione e segnalerà integralmente quanto la stampa internazionale specializzata pubblicherà nel 1974 in argomento.

Il n. 1 de « L'Impresa » comprenderà l'elaborazione annuale dei bilanci delle 200 maggiori industriali italiane.

La conflittualità permanente non è più produttiva per una società nazionale di quel che lo sia per una famiglia: le due grandi parti attive della società (impresa e lavoro) non possono durare a lungo litigando sulla spartizione d'un surplus che — nel frattempo — viene appropriato per quote sempre più alte dal membro parassitario della compagnia. Per cui o il conflitto sociale verrà risolto dalle parti, o verrà sedato anon lunga scadenza alla maniera di Praga. È questo un problema che incombe su tutti, che tocca tutti, e le imprese in prima linea. La Rivista ne approfondirà la trattazione con l'obiettività e la libertà di giudizio che ne sono la riconosciuta prerogativa: e cercherà così di individuare una via italiana al contratto sociale.

Da oltre vent'anni governi e camere si propongono di riformare la disciplina delle società per azioni, ma nessuno dei numerosi progetti è giunto in porto. Si è che non si tratta di rabberciare alla meglio una veste vecchia, ma di riconoscere che la realtà economica sulla quale si modellarono le società per azioni non è più quella di uno o due secoli fa. Gli studi preparatori della riforma vanno capovolti: occorre prima conoscere nella loro diversità economica e strutturale le imprese cui si addice una disciplina azionaria; e poi studiare quali vesti giuridiche (più d'una) conviene dar loro. Su questa linea « L'Impresa » presenterà materiale utile a discussioni legislative informate e responsabili.

Gli ultimi due fascicoli monografici del 1974 tratteranno, sotto due diverse ottiche, di problemi organizzativi interni dell'azienda. Con il primo, la problematica dello sviluppo organizzativo verrà riesaminata alla luce delle esperienze positive e negative, fatte in questi anni in Italia per la formazione dei quadri. Una domanda: la fragilità di molte imprese in fase di sviluppo dipende — e in che misura — dal fatto che né esse né le istituzioni pubbliche si preoccupano abbastanza di formare quel « sistema nervoso » dell'organizzazione che sono i quadri, specialmente a livello intermedio?

Un secondo problema — interferenze, sovrapposizioni, interruzioni di comunicazioni, vuoti d'autorità nelle relazioni interfunzionali — viene preso in esame nell'ottica della direzione commerciale. Ascolteremo esigenze, desideri e lamenti dei direttori addetti alla distribuzione commerciale e li porremo a confronto con le « difese » avanzate dalle altre funzioni: finanza, personale, produzione. Sarà un processo interessante, anche se destinato a chiudersi senza una sentenza definitiva.

sviluppo automobilistico e sicurezza stradale

Il ritmo della recente produzione automobilistica ha dimostrato ancora una volta che, nonostante la cosiddetta crisi economica ed energetica, la motorizzazione è un fenomeno in continua espansione; con tutti i problemi che esso comporta per le industrie, per gli utenti, per chi presiede alla circolazione e alla sicurezza del traffico, per chi ha come compito di adeguare le reti viarie alle sempre crescenti necessità in armonia con le esigenze urbanistiche e con tutte le altre infrastrutture.

Aumento della circolazione e prevenzione degli infortuni.

Si può calcolare che nel decennio in corso la domanda complessiva di autoveicoli, nei paesi a economia di mercato, avrà un incremento medio annuo del 2 per cento circa, mentre questo incremento era stato del 7,8 per cento nel decennio precedente, che ha visto un eccezionale sviluppo della motorizzazione. La differenza non deve trarre in inganno — facendo pensare a una flessione notevole — poiché nei prossimi anni la domanda di autoveicoli avrà sempre più una funzione di ricambio piuttosto che di prima motorizzazione. Questo nei paesi cosiddetti a economia di mercato e più sviluppati; per i paesi in via di sviluppo si prevede invece un grosso aumento delle richieste, cosa che dovrebbe verificarsi quasi sicuramente (e in forma massiccia) anche e soprattutto nei paesi dell'est europeo.

Rimangono perciò aperti e si aggraveranno, se non verranno presi in tempo provvedimenti adeguati, tutti i problemi che lo sviluppo automobilistico dell'ultimo decennio ci ha posto drammaticamente innanzi: l'automobile causa la congestione delle aree metropolitane, contribuisce all'inquinamento dell'aria, è causa di troppi morti per incidenti, ha una funzione « alienante » sulle masse. D'altra parte vi è la constatazione indiscutibile che la produzione dei veicoli è divenuto un fatto « unitario » di mercato, supera cioè i limiti dei

rispettivi mercati nazionali per investire come fattore economicamente traente il mercato mondiale.

Comunque una nuova fase sembra aprirsi di fronte all'industria automobilistica nel suo complesso, e riguarda, come abbiamo detto, i paesi in via di sviluppo e i paesi dell'est europeo. Su tutto questo si innestano nuovi problemi di produttività, di cambiamenti nell'organizzazione del lavoro, di mobilità della manodopera, di difesa dell'occupazione; senza contare che un lento processo di rigetto sembra svilupparsi nei paesi altamente motorizzati, dove si giunge a porre in dubbio la validità della macchina come mezzo di trasporto nelle vaste aree metropolitane. Ciò perché vi è una grande concentrazione di veicoli circolanti, la congestione del traffico, la contaminazione dell'aria, la rumorosità e i pericoli di incidenti. Sono problemi che riguardano specialmente il legislatore e il tecnico, e sui quali molto si sta cercando di fare.

In Italia questi problemi sono oggetto di studio, ormai da molti anni, da parte dell'Ispettorato Generale per la Circolazione e il Traffico del ministero dei LL.PP., che, inoltre, esercita una profonda opera di persuasione e di prevenzione degli incidenti con le campagne di sicurezza del traffico. Scopo di quanto si sta facendo, non solo a livello nazionale ma a livello europeo, è quello di far diminuire gli incidenti, di agevolare il traffico e di educare i conducenti e i pedoni, di dare all'automobile una dimensione più umana smitizzando certi aspetti antisociali del suo uso.

Per dimostrare l'opportunità di svolgere queste massicce campagne sulla sicurezza stradale e la necessità di convincere gli utenti a rispettare le relative norme, basterà scorrere brevemente qualche cifra relativa al numero degli incidenti, che da qualche anno a questa parte mostrano una chiara tendenza alla flessione. Nel 1968 si sono avuti nel nostro paese 322 mila incidenti stradali, nel 1969 siamo scesi a 317 mila, nel 1970 gli incidenti sono ulteriormente scesi a 302 mila.

Tutto ciò malgrado sia aumentato il numero degli autoveicoli circolanti (siamo giunti, in Italia, a sedici milioni di veicoli a motore).

L'aumento del numero degli autoveicoli in circolazione nel paese pone dei problemi drammatici specialmente nelle aree urbane

per loro natura più facilmente congestionabili. A ciò si aggiungano i molti nodi che intralciano il traffico automobilistico in tali aree.

I nodi del traffico urbano.

I problemi più grossi, e che richiedono notevole impegno nella loro soluzione, sono costituiti dalle condizioni oggettive in cui la circolazione si svolge: la conformazione del tessuto urbano e la mancanza di aree e zone di parcheggio. C'è però da dire che è venuta a mancare, su questi presupposti assai carenti, anche una sufficiente « predisposizione » (nei limiti consentiti) dei « teatri di svolgimento » del traffico cittadino.

È venuta a mancare, in altre parole, la messa in pratica di un principio logico quanto semplice: il mettere cioè in condizione gli utenti della strada di comportarsi nel modo più razionale e corretto possibile in rapporto alle zone di attraversamento. Tutto ciò è facilmente ottenibile sistemando « scientificamente » alcuni elementi (specie la segnaletica).

Partendo da questa tesi, l'ispettorato Generale della Circolazione e del Traffico del ministero dei LL.PP. ha messo in atto, in una piazza di Roma, un esperimento che dai primi risultati sembra poter dare i frutti.

Ecco i principali provvedimenti adottati:

- tutta la segnaletica (precedente, divieti, stop) è luminosa, così da risultare visibile in ogni condizione di tempo e di luce;
- i nomi delle strade sono indicati su segnali a bandiera, sistemati il più vicino possibile alla sede stradale e in modo che siano di facile lettura anche da veicoli in movimento; viene così eliminato l'intralcio molte volte causato dalla difficoltà di individuare e leggere le vecchie e scolorite targhe di marmo collocate sui muri dei caseggiati;
- i segnali di direzione sono sistemati in blocchi e selezionati da diversi colori di fondo (bleu per le normali strade extraurbane, verde per le autostrade, bianco per le strade urbane e giallo per le indicazioni turistiche e di altro tipo);

- i passaggi pedonali zebrati sono illuminati da speciali lampade direzionali, che proiettano un fascio di luce ristretta e concentrata in modo da rendere nettamente visibili, anche da lontano, sia le strisce che le persone che vi transitano sopra; viene così eliminato il pericolo che l'automobilista non scorga in tempo la zona di attraversamento e i pedoni che eventualmente la impegnano.

Sono stati poi adottati altri utilissimi accorgimenti, di minore evidenza immediata. Le aiuole, ad esempio, sono state sistemate in modo più razionale, per rendere meno pericoloso e più scorrevole il senso rotatorio. Un marciapiede particolarmente esposto è stato protetto con un guard-rail.

Tutta la segnaletica orizzontale è stata ridisegnata: per il segnale di precedenza normale, ad esempio, è stato adottato un triangolo isoscele allungato a base molto stretta, visibilissimo. Da notare che sulla piazza oggetto di esperimento non si è reso necessario sistemare nessun impianto semaforico.

Come abbiamo già detto, l'esperimento sta dando risultati concreti e sta dimostrando che anche nelle nostre città le cose possono andare molto meglio se, indirizzando gli automobilisti (e aiutandoli) verso un comportamento più logico e corretto, si studiano e si adottano le soluzioni più opportune per ogni singola zona.

Se, in definitiva, il bilancio dell'esperimento iniziato a Roma dovesse risultare decisamente positivo non è difficile prevederne l'estensione su larga scala in molte altre città, fino a una generalizzazione su scala nazionale delle migliori soluzioni sperimentate.

Metropolitane e grandi centri urbani.

Sarebbe però illusorio che questo genere di interventi siano in grado di dare risultati poco più che marginali anche se reali se non si affronta decisamente e non si risolve adeguatamente il problema delle metropolitane nei grandi centri urbani.

È stato ormai provato da decenni che la funzione delle metropolitane nelle più grandi città è assolutamente insostituibile. Mal-

grado questo nei maggiori centri urbani del nostro paese le ferrovie sotterranee sono giunte con grave ritardo rispetto alle drammatiche necessità poste dal vertiginoso aumento del traffico e alle condizioni sempre più « inumane » in cui ci si è trovati via via a spostarsi e a circolare.

A che punto sono oggi le metropolitane in Italia? Le maggiori decisioni al riguardo, da parte del CIPE (Comitato interministeriale per la programmazione economica), sono state nello scorso anno prese per le città di Torino, Milano, Roma e Napoli.

Per Torino è stato approvato il progetto di massima della « linea 1 », che sarà lunga circa 13 chilometri e comporterà una spesa complessiva di 80 miliardi di lire. Per Milano sono stati approvati i progetti di massima di prolungamento delle attuali « linea 1 » e « linea 2 », per una lunghezza complessiva di circa 9 chilometri e una spesa di 57 miliardi. Come è noto quella di Milano è l'unica « vera » metropolitana esistente e funzionante nel nostro paese.

A Roma si sta costruendo, e speriamo di non veder passare troppo tempo per vedere qualcosa di finito. L'amministrazione comunale della capitale sta elaborando anche il progetto di prolungamento della attuale « linea B » (l'unica funzionante che va dall'EUR alla stazione Termini) verso piazza Bologna-Montesacro-Valmelaina e della « linea A » (in costruzione) verso Valle dell'Inferno. Si tratta di 9 chilometri di nuove linee per una spesa corrispondente di 54 miliardi.

Ed ecco i tempi di attuazione delle linee « A », « B », « C » e « D » di Roma. Attualmente della linea « A » (Osteria del Curato-Termini-Prati) sono in costruzione due tronchi, il primo dei quali è in avanzato stato di attuazione e dovrebbe essere terminato — secondo quanto dichiarato dal direttore generale della Motorizzazione civile — nei primi mesi del 1973; l'altro tronco dovrebbe essere essere completato entro il 1974.

Quanto al prolungamento della linea « B », di cui abbiamo parlato prima, tutto dipende dal Comune, al quale spetta l'attuazione in base alla legge n. 1042 del 1969. Per le linee « C » e « D » tutto è ancora da decidere poiché tutto dipenderà dalla disponibilità dei finanziamenti relativi, in quanto quelli della suddetta legge n. 1042

(denominata legge-quadro per le metropolitane) sono già stati tutti impegnati.

Per Napoli, infine, l'amministrazione comunale sta rivedendo il progetto di massima già esistente della linea « Collinar » e sta elaborando il progetto di un tratto della « Litoranea » per una lunghezza complessiva di 7 chilometri e una spesa di 42 miliardi di lire.

Come si vede la situazione non è fra le più incoraggianti. Eppure bisogna cercare di far presto, perché il « metrò » è un vero e proprio polmone per tutto il traffico, sia urbano che extraurbano, specie se inserito in una adeguata pianificazione urbanistica che preveda fra l'altro adeguati parcheggi capilinea alla periferia delle città.

Problemi di segnaletica.

Per favorire lo snellimento del traffico e la sicurezza stradale occorre anche intervenire su aspetti che, come la segnaletica, non sono di poco momento ma che, se non convenientemente risolti, creano conseguenze, a volte, anche gravi.

Tra i vari intralci che la segnaletica sulle strade italiane offre (in maniera del tutto gratuita) va annoverato senz'altro la segnaletica: troppe volte insufficiente, troppe volte caotica e misteriosa.

Il disordine (e la confusione a volte) si riscontra specialmente nella segnaletica verticale. Per essere veramente funzionale, infatti, essa dovrebbe potersi leggere a colpo d'occhio, e in marcia; tutt'al più rallentando solo un momento, per non intralciare il traffico.

Ma leggere i segnali rallentando qualche istante è spesso impossibile: su molte strade italiane sono sovente illeggibili e ancora più sovente disposti in mezzo a una selva di altre scritte, per cui individuare quello « buono » diventa difficile. E i nostri automobilisti conoscono bene il problema, specie quando si spostano dalle loro zone abituali nei periodi di ferie.

Bisogna dire che sulle autostrade si va generalmente bene: la segnaletica è chiara, scritta in grande e disposta tempestivamen-

te; serve quindi allo scopo. Però non si viaggia solo in autostrada e se si devia per qualche provinciale — o addirittura per qualche stradina fuori mano — allora cominciano i guai.

E non solo, purtroppo, sulle provinciali e sulle strade fuori mano! Basta avvicinarsi ad una delle nostre grandi città e cercare di attraversarla in auto per perdere a volte la bussola: pile, cataste di cartelli con nomi fitti fitti, frecce in tutte le direzioni che si accavalzano, indicazioni di località, di monumenti storici, di pronto soccorso, di pubblica sicurezza e carabinieri, tutto insieme. Come se ciò non bastasse, vi si aggiungono cartelli, cartelloni e frecce pubblicitari.

Una vera babilonia che sembra essere stata creata apposta per confondere l'automobilista, per rendergli la vita difficile e per indicargli un modo semplice e efficace di intralciare il traffico. In genere, infatti, bisogna fermarsi, chiedere, consultarsi; quando, e succede spesso, non si provocano degli incidenti per una brusca frenata o una deviazione ai bivi e ai crocevia.

Non parliamo poi di quando i segnali non esistono affatto, oppure sono talmente mal collocati (e ben nascosti) che non si riesce a trovarli neppure dopo lunghe ricerche a piedi.

L'ispettorato generale della circolazione e traffico, del ministero dei LL.PP., ha effettuato approfonditi studi per rimediare a tali inconvenienti; ma il lavoro si presenta lungo e difficile, e i risultati non potranno aversi a tanto breve scadenza.

Comunque i risultati di questi studi — armonizzati con le prescrizioni della Convenzione Mondiale di Vienna sulla segnaletica — dovranno essere trasferiti nell'aggiornamento del Codice della strada. Questo, per elevare il livello della nostra segnaletica, per assolvere a impegni di carattere internazionale, per eliminare gli attuali inconvenienti, per aumentare la scorrevolezza e la sicurezza della circolazione, e, infine, per favorire il turismo.

Sicurezza ed efficienza delle auto.

Un discorso compiuto in termini di sicurezza stradale non può però esaurirsi in un discorso infrastrutturale senza investire diret-

tamente i problemi relativi alle caratteristiche tecniche dei mezzi di locomozione e alle esigenze di manutenzione e messa a punto permanente che essi richiedono, ciò propone alcuni interrogativi.

Le automobili oggi in circolazione in Italia sono veramente sicure, e sono mantenute in un accettabile grado di efficienza dagli utenti?

A questi interrogativi ha cercato di rispondere l'Ispettorato della Circolazione e Traffico del ministero dei LL.PP., facendo esaminare dal punto di vista della sicurezza oltre seicento vetture. Questa operazione è stata condotta l'inverno scorso a Torino da alcune grandi ditte produttrici di pneumatici e di accessori.

L'esame tendeva a stabilire lo stato di efficienza di freni, convergenza ruote, pneumatici, avvisatore acustico, luci, tergicristallo. I risultati sono stati allarmanti: i vari controlli infatti hanno dimostrato che neppure il 20 per cento delle vetture esaminate poteva essere considerato perfettamente a punto.

Ecco i dettagli. Tergicristalli: nel 56% delle vetture esaminate erano da sostituire; freni: 28% insufficienti, 35,5% sufficienti, 35,5% buoni; luci: 40% non regolari entrambi i proiettori, 20% non regolare il proiettore sinistro, 20% non regolare il proiettore destro, 20% in ordine; clacson: 44% insufficiente da 125 a 140 km/h, 73% insufficiente da 140 a 165 km/h, 75% insufficiente oltre i 165 km/h; pneumatici: 3,6% insufficienti, 19,6% sufficienti, 76,8% buoni; convergenza ruote: 16% insufficiente, 21% sufficiente, 63% buona.

Praticamente assolute, come si può notare, le gomme. Preoccupante invece la situazione dei freni: quasi il trenta per cento delle vetture controllate circola con un sistema frenante insufficiente, con grave rischio per sé e per gli altri. Preoccupanti anche i dati rilevati per le luci e i tergicristalli. La scarsa manutenzione di questi importantissimi elementi discende forse dal « vezzo » negativo che hanno moltissimi automobilisti di considerare secondari tali accessori; ciò non toglie che certe manchevolezze possano avere conseguenze anche gravi.

Un discorso a parte merita la questione dell'impianto acustico, dato che il clacson acquista sempre più importanza con l'aumento

del traffico. In questo campo si continua a parlare delle segnalazioni acustiche guardandole esclusivamente dal punto di vista del rumore, ma non si parla mai, o molto raramente, della loro funzione preventiva nei riguardi della sicurezza. Ci si chiede infatti se, con le velocità oggi raggiungibili anche dalle piccole cilindrate, gli impianti acustici risultino sempre adeguati; ci si chiede se un clacson udibile a 60 km/h sia efficace anche a 120 km/h.

I dati rilevati nella prova di cui parliamo ci dicono che molte vetture esaminate, troppe, sono risultate munite di avvisatore acustico scarsamente efficace agli effetti della sicurezza, perché non udibile in rapporto alla loro velocità di crociera o massima. Praticamente è come se viaggiassero, in certe condizioni, senza clacson, e senza la certezza di farsi sentire entro un tempo e uno spazio utili. Quando la velocità aumenta, infatti, aumenta il rumore di fondo e l'orecchio umano si stanca divenendo meno sensibile. Gli abitacoli adeguatamente insonorizzati, poi, attenuano la rumorosità di fondo ma smorzano anche i suoni provenienti dall'esterno. Di qui la necessità di un avvisatore molto potente, con delle trombe elettropneumatiche ad esempio, il cui suono riesca non solo a coprire la distanza tra il veicolo che segnala e quello che deve recepire la segnalazione, ma anche a penetrare nell'abitacolo prevalendo sul rumore di fondo.

Può darsi, in ogni caso, che qualche automobilista faccia un uso indiscriminato dei mezzi acustici, anche molto potenti; questo però non significa che il clacson rumoroso debba essere considerato solo come una inutile concessione agli amanti del frastuono. È anche una questione, come abbiamo visto, di sicurezza: e se qualcuno si diverte a disturbare il prossimo con rumori inutili ciò riguarda il suo livello di educazione più che il codice della strada.

Utilizzazione dei perfezionamenti tecnici nelle auto.

La sicurezza delle auto può essere inoltre garantita dalla utilizzazione di una serie di perfezionamenti tecnici atti a ridurre le conseguenze negative specialmente in caso di incidenti.

Dal primo gennaio 1969 sono stati resi obbligatori, negli Stati Uniti, i poggiatesta. È questo un accessorio che si ritiene aumenti la sicurezza degli automobilisti, specie in caso di tamponamento, e che si sta diffondendo anche in Europa e nel nostro paese.

Ma è veramente utile ed efficace il poggiatesta? Sembra di sí, a patto che venga usato e applicato in maniera appropriata. Uno studio effettuato dall'Insurance Institute for Highway Safety conclude che — dal 1969 — si comincia a rilevare fra gli automobilisti americani una riduzione delle lesioni al collo e alle vertebre cervicali, negli incidenti dovuti a tamponamento.

Dallo studio predetto si apprende che, senza i poggiatesta, un tamponamento su tre si risolve in una richiesta di indennizzo alle società assicuratrici, in quanto provoca il cosiddetto « colpo di frusta » con tutte le conseguenze che ne derivano.

Con l'uso del poggiatesta obbligatorio, invece, tali richieste di indennizzo hanno subito una rilevante flessione: del 18% fra i guidatori e del 22% fra le guidatrici. Difficile dire se vi sia una ragione precisa per questa differenza tra uomini e donne, ma da un'indagine effettuata in alcune zone degli USA (Columbia, Los Angeles) il numero di auto guidate da uomini con poggiatesta mal collocato è stato nettamente superiore a quello delle auto guidate da donne.

È stato comunque accertato che se il poggiatesta è posto troppo in basso può causare lesioni, in quanto funge da fulcro. Esso può essere molto pericoloso quando lascia esposte parti metalliche, ossia, in definitiva, quando è mal costruito.

Diventa importante allora collocare questo accessorio in modo appropriato, ed è necessario che l'automobilista venga informato sul modo migliore di applicarlo ed usarlo, quando esso non sia già predisposto sullo schienale stesso del sedile.

Lo stesso studio dell'Insurance Institute fa rilevare, d'altra parte, che molte lesioni dovute a « colpo di frusta » sono conseguenti all'improvviso spostamento del sedile, a causa dell'impatto che subisce il veicolo. Le case costruttrici — già peraltro a conoscenza del problema — dovranno dunque dedicare sempre maggiore attenzione a questo particolare costruttivo, fino a giungere alla totale eliminazione dell'inconveniente.

Già il poggiatesta da solo, comunque, può recare notevoli benefici: non bisogna infatti dimenticare che ogni anno circa un milione di automobilisti americani subisce lesioni dovute al « colpo di frusta ». Evidente che le società di assicurazione sono state le prime ad apprezzare l'entrata in vigore della norma che ha reso obbligatorio negli « States » questo accessorio.

Parallelamente, non è difficile concludere che anche in Italia l'uso generalizzato del poggiatesta darebbe i suoi benefici, anche su grande scala. E sempre che lo si usi e venga applicato in modo corretto.

Diritto di precedenza ed educazione automobilistica.

Per rendere più completo il quadro degli aspetti relativi alla sicurezza stradale non si possono dimenticare i problemi relativi ad un consapevole rispetto delle norme del codice della strada ed in particolare su alcune di esse quali il diritto di precedenza.

« Date la precedenza non la vita ». Tutti sanno esattamente cosa significhi dare la vita, ma quanti automobilisti hanno le idee chiare sulla « precedenza »?

La « precedenza » è un istituto giuridico esattamente definito e, in termini generali, quando si incrociano due o più veicoli su una strada chi proviene dalla destra ha diritto di passare per primo. Questo principio ha, però, una certa quantità di deroghe: sulle strade importanti, ad esempio, la precedenza è assoluta, anche nei confronti di chi si immette da destra.

Le deroghe, poi, non sono certo « opinabili » (come un diffuso comportamento tenderebbe a far credere ai più sprovveduti) ma chiaramente indicate con una particolare segnaletica negativa e positiva. Negativa è quella che prescrive di cedere la precedenza ed è indicata verticalmente con un triangolo bianco bordato di rosso e orizzontalmente da una linea trasversale bianca con o senza la scritta « stop ». Positiva è quella che indica il diritto di precedenza con un apposito segnale ad ogni confluenza di strada laterale.

Vi sono altre limitazioni (come quella della precedenza alle cor-

riere nelle strade di montagna) che rappresentano, comunque, aspetti particolari di un problema più generale.

Un aspetto molto grave del problema sulle strade è dato dal fatto che parecchi automobilisti, pur individuando facilmente le situazioni in merito alla precedenza, tengono un comportamento assolutamente irresponsabile, ignorando spesso e volentieri l'altrui diritto. Solo in casi rari chi non rispetta la precedenza lo fa per disattenzione, molto più frequentemente si tratta di pazzesca spavalderia o peggio di volontà di sopraffazione.

Molti psicologi hanno individuato in quest'ultimo tipo di comportamento il riflesso di istinti aggressivi, che nel subcosciente compensano frustrazioni e mortificazioni reali o presunte. Insomma l'automobilista che ignora i diritti altrui (perfino in circostanze e in situazioni potenzialmente pericolosissime) sarebbe un individuo che cerca di camuffare le proprie debolezze dimostrando un'aggressività essenzialmente gratuita, facendo il prepotente.

La prepotenza può anche generare reazioni sproporzionate in chi la subisce, e allora si verificano, sulle nostre strade, quegli incredibili episodi di violenza che nei casi più gravi hanno portato perfino all'omicidio. Come se il sangue sparso sulle strade non fosse già abbastanza...

« Date la precedenza non la vita ». Questo, dunque, uno dei tanti slogan coniatì dal ministero dei LL.PP. per la campagna di sicurezza estiva 1972. Lo stesso ministero ha lavorato con tutti i mezzi audiovisivi per far giungere in modo efficace e convincente il messaggio agli utenti della strada; per richiamare l'attenzione su un triste fenomeno che continua a insanguinare le nostre strade.

Un appello al senso di responsabilità individuale, i cui riflessi vanno poi, inevitabilmente, a incidere in campo sociale.

La guida nella nebbia.

Uno dei « grandi nemici » dell'automobilista — e contro il quale pochi sono i rimedi tecnici utilizzabili attualmente — è senza alcun dubbio la nebbia. Contro di essa c'è ben poco da fare e l'unico con-

siglio valido, quando viene segnalata sulle strade, sarebbe quello di lasciare l'auto in garage e di prendere il treno.

Purtroppo questo non è possibile, nella maggior parte dei casi, e sono sempre molti coloro che pur in caso di nebbia hanno necessità di spostarsi con la propria vettura. In questo caso solo una estrema prudenza può ridurre i pericoli del viaggio: con la nebbia non è questione di bravura, anche l'automobilista più esperto e bravo ha come unica alleata la prudenza. Uno dei più famosi corridori automobilisti, Jackie Stewart, ebbe a dire al proposito: « L'unico consiglio sensato che posso dare, in caso di guida nella nebbia, è quello di andare piano »; e Stewart alla nebbia ci deve essere certamente abitato!

Quando si è costretti a viaggiare nella nebbia — in Italia gli abitanti della valle Padana ne sanno qualcosa — una delle prime cose da fare è di dotare la vettura di fari adatti. I fendinebbia offrono una visibilità laterale maggiore e attenuano il « muro di luce », che i normali fari invece formano.

Buona regola è quella di viaggiare *al centro della propria corsia*; non troppo a destra, per evitare i pedoni, né troppo a sinistra per evitare le vetture provenienti in senso contrario. Altra buona regola è quella di mantenere una distanza di sicurezza adeguata alla ridotta visibilità: oltre due metri per ogni dieci chilometri di velocità (es., a 40 km/h 10 metri; a 60 km/h 15 metri). In caso di strada viscida o bagnata questa distanzadeve essere maggiore.

In caso di fermata evitare di farlo rimanendo sulla carreggiata, in ogni caso lasciare sempre accese le luci di posizione e usare, se possibile, una segnalazione luminosa d'emergenza. Evitare i sorpassi; se non se ne può fare a meno, segnalare le vostre intenzioni con ogni mezzo a disposizione: « colpi di luce » (abbaglianti-anabbaglianti) e avvisatore acustico.

Procedendo in colonna tenere la distanza di sicurezza, ma in modo da avere sotto controllo le luci dell'auto che vi precede. In presenza di banchi di nebbia discontinui aumentare la dose di prudenza; quando da una zona « chiara » si passa a una zona nebbiosa tenere una velocità ridottissima: potreste incontrare auto che hanno rallentato improvvisamente, di fronte alla diminuita visibilità.

Cercate di evitare, nel modo più assoluto, le brusche fermate e le deviazioni improvvise. Inoltre non perdere mai di vista le indicazioni e le segnalazioni stradali: la marcia quindi deve essere sempre regolare e adeguata a quelle che sono le condizioni del traffico.

Non viaggiate di notte o all'alba: le ore migliori, con la nebbia, vanno dalle 12 alle 15.

Incidenti stradali, una malattia sociale.

Il triste fenomeno degli incidenti stradali, con le sue conseguenze spesso tragiche, ha acquistato anche nel nostro paese — ormai da molti anni — l'ampiezza di una malattia sociale. In uno studio del Cirm (centro internazionale ricerche di mercato) esso ebbe a essere definito proprio così, una malattia, una vera e propria malattia del corpo sociale che ne tocca, direttamente o indirettamente, tutte le cellule.

Basta esaminare un solo aspetto della questione, quello oggettivo e quantitativo, per rendersi conto della enorme gravità del problema. Parliamo del costo economico degli incidenti stradali, per definire il quale basta un puro calcolo delle conseguenze, sia positive che negative, degli incidenti stessi. Esse sono diverse a seconda che gli infortuni siano mortali o non mortali.

La maggiore componente negativa di quelli mortali è costituita dal reddito probabile che il defunto avrebbe prodotto durante la sua vita attiva; la prima approssimazione di tale somma costituisce il mancato guadagno che si determina da parte della collettività. La seconda componente negativa, molto più limitata della prima, si riferisce alla distruzione totale o parziale del mezzo di trasporto coinvolto nell'incidente.

Sempre in caso di incidenti mortali la componente positiva — in termini freddamente economici e utilitaristici — è costituita dalle spese ospedaliere, cimiteriali e di altro genere le quali, come puro calcolo, « producono reddito ». In Italia, malgrado una confortante tendenza alla diminuzione, abbiamo circa diecimila morti ogni anno in incidenti stradali: tutto ciò dà lavoro a un certo numero (cospi-

cuo) di falegnami, becchini, marmisti, preti e via dicendo; per cui, su grande scala, si ha una « produzione di reddito » annua di molti miliardi.

Infine c'è da considerare di « passaggio » o « trasferimento » di reddito già prodotto da altri nelle mani degli eventuali eredi del morto incidentato. Cioè a dire assicurazioni, pensioni, liquidazioni aziendali e simili.

Per quanto riguarda, invece, gli incidenti non mortali, le componenti negative (sempre riferite al reddito) sono formate dai giorni passati in ospedale o in stato di inattività da parte del ferito; le menomazioni fisiche o psichiche, le quali giocano il loro ruolo nella produzione futura di reddito; la parziale o totale distruzione del veicolo incidentato, assieme ad altri eventuali e possibili danni provocati.

Le componenti positive sono costituite dal « decollo » delle spese ospedaliere (con medicinali, visite, operazioni), dall'incremento delle spese post-ospedaliere (convalescenze in case o luoghi di cura e di riposo), dall'aumento di lavoro per i circa 25 mila carrozzieri esistenti in Italia; da aggiungere nella lista il lavoro di meccanici, elettrauto, gommisti, con relativo consumo di parti di ricambio.

Da considerare, infine, il flusso di reddito assicurativo.

il "nuovo corso" della montedison

I dati del bilancio consuntivo 1973 e le anticipazioni sull'attività produttiva e di vendita nei primi mesi di quest'anno confermano che la ripresa della Montedison non è più una speranza ma un dato di fatto. Il bilancio dell'anno scorso chiude con un utile di 5,5 miliardi di lire dopo avere effettuato ammortamenti per più di 146 miliardi. L'utile — è vero — non è tale da consentire la distribuzione di dividendi agli azionisti ma è purtuttavia espressivo di un deciso « giro di boa ». Si può dire perciò che Montedison ce l'ha fatta a chiudere la serie di esercizi deludenti e ad inaugurare un « nuovo corso ». E questo lo si può affermare soprattutto se l'analisi dello stato di salute della Montedison non viene limitato all'utile di bilancio ma viene esteso anche ad alcuni indici di efficienza che sono meglio espressivi dello stato di salute generale.. E possono perciò essere usati come elementi probanti di un « check up » aziendale. Vediamoli, sia pure sinteticamente.

Il « check up » aziendale.

Il rapporto tra il fatturato e gli immobilizzi tecnici lordi, che nel 1972 era ancora del 40 per cento circa, ha superato, nel '73, il 60 per cento. Ciò dimostra che le vendite sono cresciute decisamente. Anche il rapporto fra il costo dei consumi e il fatturato si è modificato positivamente. Era pari al 67 per cento nel 1972. Si è ridotto al 62 per cento l'anno scorso. Ciò dimostra che l'integrazione della struttura produttiva della Montedison ha subito un sensibile miglioramento se tale rapporto si è ridotto nonostante che si riferisca ad un esercizio (il 1973) nel quale si è verificato un forte aumento del costo delle materie prime. Merita infine di essere ricordata l'incidenza del valore aggiunto sul fatturato. Tale rapporto, che nel 1972 era appena del 33 per cento, ha superato, nell'anno successivo, il 38 per cento. La Montedison, dunque, l'anno scorso ha lavorato meglio, accrescendo la qualificazione dei suoi prodotti e conseguentemente « aggiungendo » ad essi un maggior valore.

Se ai dati conclusivi del bilancio si associano questi indici, la diagnosi sulla riacquistata efficienza del gruppo Montedison si delinea meglio e assume connotati più durevoli, meno legati cioè agli effetti di una congiuntura che, per certi aspetti, ha favorito la ripresa. Va anche sottolineato che ai positivi risultati conseguiti, la Montedison non è pervenuta grazie a sovvenzioni statali.

Il processo di ristrutturazione.

Nel corso del 1973 la Montedison ha naturalmente proseguito nel riordino delle sue partecipazioni e attività in funzione degli obiettivi di sviluppo centrati sulla chimica, le fibre e la grande di-



PADIGLIONE MONTEDISON ALLA 52a FIERA DI MILANO: LA FACCIATA

stribuzione. Ha pertanto accresciuto il suo impegno nel settore della chimica secondaria e derivata, migliorando la sua posizione nel mercato dei prodotti chimici e così via. Non a caso, dei 437 miliardi di investimenti avviati a realizzazione dal Gruppo nel 1973, 277 riguardano il settore chimico e 96 il settore fibre. Resta tuttavia inteso che, accanto alla prevalente caratterizzazione chimica del Gruppo, la Montedison intende mantenere la sua presenza nella grande distribuzione (Standa), perché considera questa attività complementare rispetto a quella primaria, in quanto le consente di fruire di un diretto contatto con il mercato che è utile per poter verificare le propensioni del consumatore finale in ordine a molte delle produzioni Montedison: tessili, ad esempio, nonché le tante applicazioni della plastica, dei coloranti eccetera.

Sono stati invece scorporati dalla capogruppo numerosi complessi aziendali. Le attività della Maremma toscana nel campo delle piriti e dell'acido solforico sono state cedute all'Egam. Le iniziative e le partecipazioni nel settore dell'alluminio sono state rilevate dall'Efim. Sono state invece vendute ad operatori privati tutte le attività nel campo dei marmi e dei graniti. Per contro, è stata accresciuta la presenza in settori prioritari. È stata, ad esempio, rilevata una partecipazione del 10 per cento nel Cotonificio Cantoni che è — com'è noto — un importante e qualificato trasformatore di fibre sintetiche.

Fra le novità degne di rilievo merita anche di essere ricordata l'ammissione alla quotazione ufficiale presso la Borsa Valori di Milano dei titoli Standa, Alimont e Banco Lariano. L'iniziativa è meritoria se non altro perché contribuisce ad ampliare l'anemico listino della Borsa italiana ed a dare al risparmiatore l'occasione di fruire di nuove alternative nei suoi investimenti mobiliari. A proposito di azioni, è opportuno anche ricordare che la Montedison ha ceduto l'intero pacchetto azionario della Bastogi in permuta di azioni bancarie che, in seguito, sono state trasferite alla Fingest. Con questa decisione la Montedison ha offerto un esempio di moralità finanziaria sbarazzandosi definitivamente delle partecipazioni incrociate.

Proiezione internazionale.

Ma accanto alla « rottura dei colli di bottiglia » che ostacolavano l'espandersi di una maggiore produttività del Gruppo, allo scorporo delle attività considerate non prioritarie ed al maggior impegno nei settori « istituzionali », la Montedison ha giocato anche un'altra carta: quella della proiezione internazionale. Non a caso questo è il « leit motiv » della sua presenza alla 52ª Fiera di Milano. La Montedison infatti ritiene che una sua maggiore presenza a livello internazionale sia un obiettivo da perseguire al fine di contribuire al razionale sviluppo dell'industria chimica nel nostro Paese. Per queste ragioni, in questi ultimi tempi, la sua presenza in altre nazioni



PADIGLIONE MONTEDISON ALLA 52ª FIERA DI MILANO: UNO SCORCIO DELL'AMPIO SALONE CHE RICORDA UN TERMINAL AEROPORTUALE

si è intensificata e si è dimostrata particolarmente utile e vantaggiosa, non solo per l'azienda ma anche per il Paese. Per capire l'esattezza di questa affermazione, basta qualche esempio. Il 25 febbraio scorso, in piena crisi energetica, mentre i Paesi occidentali cercavano — in accesa concorrenza fra di loro — di alimentare una più consistente corrente di esportazione verso i Paesi arabi, veniva inaugurato, a venti chilometri da Alessandria d'Egitto, lo stabilimento per coloranti di Kafr-El-Dawar, un impianto che dà lavoro a 2.500 persone e possiede una capacità produttiva annua che corrisponde a circa 1.000 tonnellate di coloranti e a 500 tonnellate di intermedi per coloranti. Questo stabilimento — di proprietà della società egiziana Ismadye — è stato realizzato da una consociata del gruppo Montedison, l'Acna e dall'Italimpianti.

Nel settembre dello scorso anno, la Montedison ha sottoscritto con l'Unione Sovietica un accordo dal valore globale di oltre 300 miliardi di lire in base al quale il Gruppo italiano fornirà due impianti per la produzione di ammoniaca, uno di urea, uno di acrilonitrile, due di clorofluorometano ed uno di biossido di titanio e ritirerà forti quantitativi di intermedi prodotti in questi stessi stabilimenti.

Filosofia internazionale.

La « filosofia » che ispira l'azione della Montedison in campo internazionale può essere, in sostanza, sintetizzata in tre propositi:

a) stabilire nuovi rapporti di collaborazione industriale specialmente con i Paesi fornitori di materie prime, al fine di ottenere un quantitativo adeguato di tali materie da trasformare;

b) affermare le tecniche, le produzioni e l'esperienza della Montedison sui mercati del mondo;

c) attuare una strategia articolata per incontrare le diverse realtà internazionali.

È da queste schematiche premesse che si può derivare il filo conduttore della presenza internazionale della Montedison e dare organicità ad un discorso imprenditoriale che, per il fatto di essere sviluppato su diverse produzioni, può apparire episodico ma che

invece è organico. Un discorso che ha consentito alla Montedison di trasferire, in questi ultimi quindici anni, le sue tecnologie in oltre 250 impianti chimici disseminati nei più diversi Paesi del mondo; impianti realizzati dalla consociata Tecnimont.

Presenza in settori qualificati.

Le innovazioni tecnologiche nel settore dei fertilizzanti azotati e, in tempi più recenti, la scoperta, ad opera del premio Nobel per la chimica Giulio Natta, del polipropilene isotattico hanno indubbiamente favorito la collocazione sul mercato internazionale delle conoscenze tecniche della società. Non a caso, negli Stati Uniti,



PADIGLIONE MONTEDISON ALLA 52a FIERA DI MILANO; UNO SCORCIO DELL'AMPIO SALONE CHE RICORDA UN TERMINAL AEROPORTUALE

a Neal, la Novamont — una consociata del Gruppo — produce 72 mila tonnellate annue di polipropilene con un fatturato di circa 17 miliardi di lire. Analogamente, opera in Spagna, a Puertollano, la consociata Paular che produce, sempre con processo Montedison, polipropilene ed acrilonitrile, raggiungendo un fatturato pari a circa 24 miliardi di lire.

Anche nel settore delle fibre, nel quale la Montedison opera con la società Montefibre, la presenza all'estero è rilevante. La Montefibre Hispania è la maggior produttrice di fibre acriliche della nazione iberica. La Montefibre France è presente sul mercato francese e degli altri Paesi europei con la sua produzione di fibre poliestere e poliammidiche. La Montefibre Malta, invece, opera soprattutto nei paesi del Commonwealth.

Nell'esaminare la presenza della Montedison in campo internazionale nel settore chimico, è d'obbligo ricordare anche l'attività produttiva riguardante il settore dei fertilizzanti. In Olanda, la Compagnia Néerlandaise de l'Azote è la consociata Montedison costituita per valorizzare le tecnologie del Gruppo nel settore dei concimi azotati. Lo stabilimento di Sluiskil costituisce, infatti, una delle più importanti unità produttive dell'Europa occidentale in tale settore.

Grande distribuzione.

Significativa è pure la presenza della Montedison nel campo della grande distribuzione nel quale opera con la Standa. Con la Euroexpansion — che è la seconda società francese nel campo degli ipermercati — la Standa ha stipulato un accordo per la costituzione della Eurostanda che opererà, sia in Italia che all'estero, nel campo degli ipermercati. In Belgio, è stata costituita la Standa Belgique. Si prevede di costituire altre consociate di questo tipo. La Standa intrattiene rapporti di scambio anche con Paesi lontani e commercialmente difficili come la Cina, il Giappone e la Corea del Sud. Dalla Cina importa tessuti, giocattoli, articoli sportivi, cancelleria e generi alimentari per circa 2 miliardi l'anno che si prevede di portare a 10 nel giro di due o tre anni. Con il Gruppo giap-

ponese Itho, al quale fa capo una grande catena di distribuzione, la società italiana ha invece raggiunto un accordo in base al quale si svilupperanno le esportazioni Standa in Giappone ed Itho in Italia.

Sempre nel quadro delle intese internazionali di collaborazione commerciale, è opportuno ricordare l'accordo concluso nel 1973 fra Montedison e la società chimica statunitense Hercules per la distribuzione sul mercato nordamericano dei prodotti farmaceutici delle consociate Farmitalia e Carlo Erba. Il primo prodotto ad essere immesso sul mercato americano sarà il nuovo antiblastico della Farmitalia: l'Adriamicina.

Occorre, infine, ricordare l'attività della Montedison nel settore dell'ingegneria: vi si è già fatto cenno brevemente in precedenza, ma è opportuno precisarne i termini. La consociata Tecnimont è stata costituita appositamente per la vendita di impianti e la valorizzazione di quelle tecnologie che sono il frutto di una continua attività di ricerca. La gamma delle prestazioni della Tecnimont è molto vasta. Va dalla cessione delle licenze di sfruttamento, all'assistenza nelle fasi di progettazione e montaggio, alla fornitura di impianti completi.

Questa veloce panoramica sulle principali iniziative della Montedison in campo internazionale conferma la tesi che, per il Gruppo, l'accesso ad una dimensione produttiva, commerciale ed organizzativa su scala mondiale costituisce il presupposto indispensabile per conseguire una piena efficienza industriale e tecnologica. Solo raggiungendo una tale efficienza, il Gruppo italiano potrà contribuire validamente allo sviluppo economico del nostro Paese.

la banca nazionale del lavoro

dispone di

- Filiali in tutta Italia
- Speciale Servizio di Credito Agrario
- Sette Sezioni di Credito Speciale (Fondario, Alberghiero e Turistico, alle Medie e Piccole Industrie, per il Finanziamento di Opere Pubbliche, alla Cooperazione, Cinematografico, Teatrale)
- Filiali all'estero: Londra, Madrid e New York
- Affiliate all'estero: Lavoro Bank A. G. - Zurigo, Lavoro Bank Finance Co. N.V. - Curaçao, Lavoro Banking Corporation N.V. - Curaçao, T.I.E.C. The Italian Economic Corporation - New York
- Uffici di Rappresentanza a: Bruxelles - Buenos Aires - Caracas, Francoforte s/M - Kuala Lumpur - Mexico City - Montreal - Parigi - Rio de Janeiro - San Paolo - Singapore - Sydney - Tokyo
- Corrispondenti e partecipazioni in tutto il mondo

Oltre ai tradizionali servizi, la Banca mette a disposizione della clientela la più efficace assistenza attraverso le moderne tecniche nel campo del

CREDITO PERSONALE - presso tutte le dipendenze

FACTORING - « Ifitalia » - International Factors Italia SpA - Via Vittor Pisani, 15 Milano

LEASING - « Locafit » - Locazione Macchinari Industriali SpA - Via Vittor Pisani, 15 Milano

Locatrice Italiana SpA - Via XXIV Maggio, 45 Roma

ASSISTENZA FIDUCIARIA - Servizio Italia - Società Fiduciaria per Azioni - Salita S. Nicola da Tolentino, 1/b Roma

« SAF » - Società Azionaria Fiduciaria SpA - Via Nazionale, 243 Roma

ELABORAZIONE DATI - « Società SIPE-OPTIMATION SpA » - Società per elaborazioni elettroniche e per la lettura ottima di dati » - Via S. D'Amico, 40 Roma

nonché un comodo strumento di credito rappresentato dalla

CARTA DI CREDITO - Diners Club d'Italia SpA - Piazza Cavour, 25 Roma

QUANTI SAPORI DI CARNE CONOSCI?



Ci sono tanti tipi di carne che hanno tutto il diritto di stare sulla tua tavola e che tu non conosci o conosci troppo poco: il tacchino, che dà gustosi arrosti e altri piatti invitanti, l'agnello e il capretto, dai saporitissimi arrosti, il maiale e il coniglio, cucinabili in tanti modi squisiti. Sono carni ancora piene di sapore e davvero nutrienti: la loro convenienza poi non si discute. Vale dunque la pena di fare qualche "esplorazione" verso sapori nuovi: avrai solo sorprese felici.

PT 74



Un bel pollo vale per quattro!

Ecco una bella idea per la tua tavola: un pollo che puoi cucinare in mille modi, tutti saporiti. Ricordati che il pollo è uno dei piatti tradizionali della cucina italiana (e uno dei più convenienti).



Ministero Agricoltura e Foreste

La banca aperta.

Vi ricordate quando gli uomini di banca avevano le inezze maniche? E parlavano con voi attraverso un freddo sportello di cristallo?

Acqua passata.

Come una certa immagine di banca che preferiamo dimenticare.

Siamo cambiati noi, perché siete cambiati voi. Non ci chiedete più soltanto la tutela dei vostri risparmi.

Volete iniziative nuove, proposte interessanti per voi, per i vostri affari, per la vostra famiglia.

Noi siamo aperti a tutto. I problemi nuovi ci stimolano a offrire servizi nuovi o a modernizzare gli attuali.

Qualche esempio?

Specialprestito, Specialcarta, Autobanca TV, Cassa Continua...

Insomma: non abbiamo soltanto eliminato gli sportelli.

Siamo diventati più attivi, più moderni, più cordiali.

vediamoci più spesso.

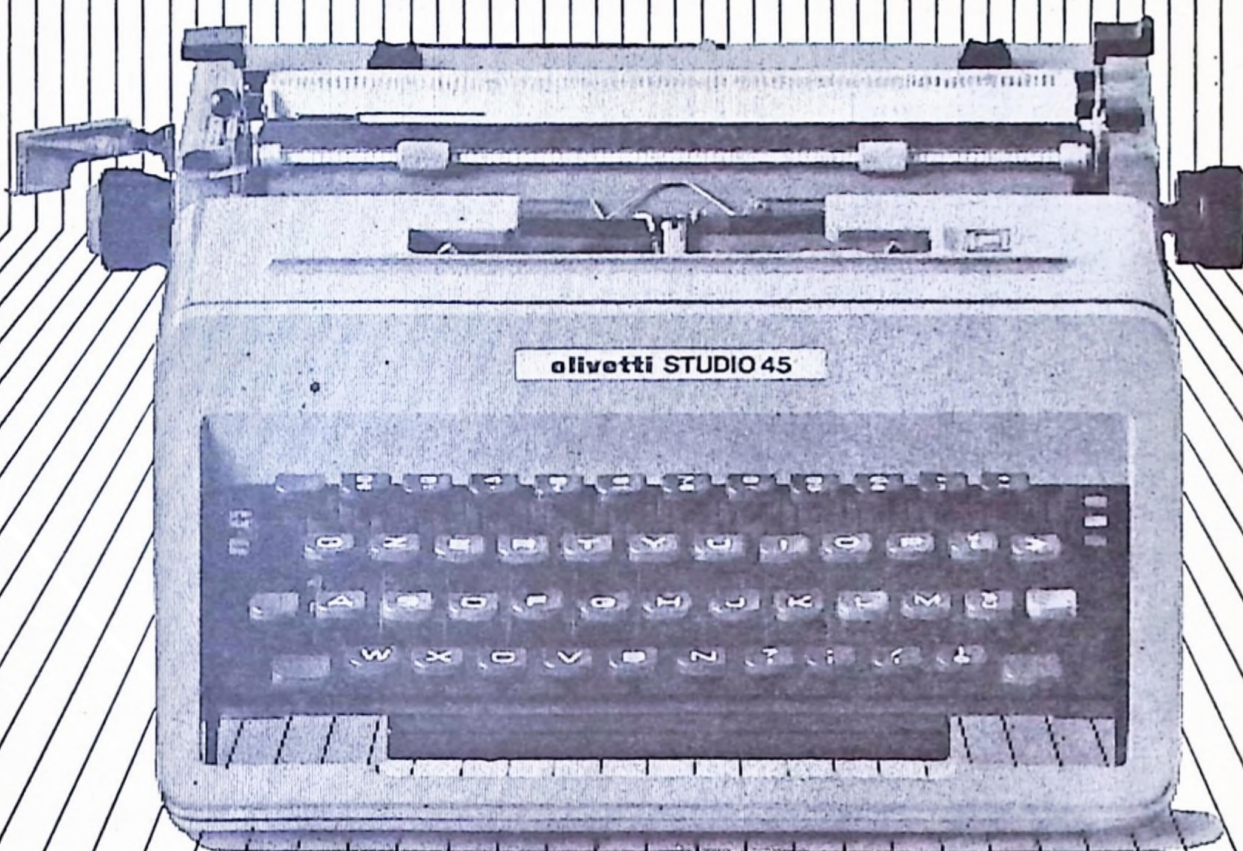


la banca aperta.

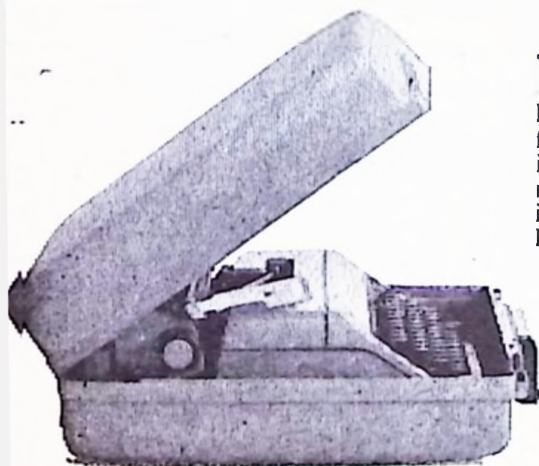
CASSA DI RISPARMIO DI TORINO

194 Sportelli in Piemonte e Valle d'Aosta.

Una macchina per scrivere per chi vuole di più: completa, forte e facilmente trasportabile



Olivetti Studio 45



Tutte le caratteristiche e i servizi di una macchina da ufficio:

43 tasti con 86 segni;
barra spaziatrice con dispositivo del «mezzo spazio»;
frizione del rullo;
interlinea a tre posizioni più lo «zero»;
regolatore del tocco a tre posizioni;
incolonnatore;
libera margine e capoverso automatico;
selettore del nastro a tre posizioni: blu, nero, rosso e neutro;
fermaschede;
delle lettere trasparenti con fori tiralinee;
guidacarta scorrevole, leva di bloccaggio del carrello.

Carattere Pica (88 spazi per riga) o carattere Eletto (102 spazi per riga).

Dotata di elegante e pratica valigetta,
pesa poco più di una comune portatile (5,3 kg.).

olivetti

Banco di Sicilia

*Istituto di credito di diritto pubblico
Presidenza e Amministrazione Centrale
in Palermo*

Patrimonio L. 88.208.564.916

Sedi e Succursali in:

Acireale, Agrigento, Alcamo, Ancona, Bologna, Caltagirone, Caltanissetta, Catania, Enna, Firenze, Gela, Genova, Lentini, Marsala, Messina, Mestre, Milano, Palermo, Pordenone, Ragusa, Roma, S. Agata Militello, Sciacca, Siracusa, Termini Imerese, Torino, Trapani, Trieste, Venezia, Vittoria.

243 Agenzie

Uffici di Rappresentanza in:

Bruxelles, Copenaghen, Francoforte sul Meno, Londra, New York, Parigi, Zurigo.

Tutti i servizi di banca, borsa e cambio.

AVVERTENZA

Stante la perdurante lacunosità del servizio postale, preghiamo i sigg. Abbonati di voler giustificare il ritardo o il mancato ricevimento dei fascicoli, dandocene cortese segnalazione, specie dopo aver ricevuto quelli successivi.

Provvederemo a rieffettuare la spedizione con la massima sollecitudine possibile.

L'EDITORE

Condizioni generali di abbonamento ai periodici "CEDAM"

L'abbonamento è annuo e si rinnova tacitamente per l'anno successivo se non viene disdetto entro il mese di novembre, con lettera raccomandata.

La semplice reiezione di fascicoli non può essere considerata come disdetta.

Il canone di abbonamento deve essere pagato anticipatamente. In caso contrario la Casa si riserva la facoltà di interrompere l'invio dei fascicoli.

I pagamenti devono essere effettuati direttamente alla Casa in Padova oppure ai suoi incaricati muniti di speciale delega, che rilasceranno ricevuta sui moduli recanti il marchio Cedam e numerati progressivamente.

Ai correntisti con pagamento rateale si accorda l'addebito in conto della quota di abbonamento con aumento del 20% sul prezzo fissato.

L'abbonamento importa, agli effetti legali, elezione di domicilio in Padova presso la Casa Editrice.

L'ultimo fascicolo di ogni anno si invia ai soli abbonati in regola coi pagamenti. Agli altri si spedisce contro assegno, gravato delle spese.

Elenco e prezzi dei periodici "CEDAM" 1974

- 1) « Archivio di Filosofia » (quadrimestrale): prezzo di abbonamento per l'Italia L. 10.000. Estero L. 12.000.
- 2) « Diritto e Pratica Tributaria » (bimestrale): prezzo di abbonamento per l'Italia L. 24.000. Estero L. 24.000.
- 3) « Economia & Lavoro » (bimestrale): prezzo di abbonamento per l'Italia L. 6.000. Estero L. 8.000.
- 4) « La Comunità Internazionale » Rivista trimestrale della Società Italiana per l'Organizzazione Internazionale: prezzo di abbonamento per l'Italia L. 9.000. Estero L. 13.000.
- 5) « L'Indice Penale » (quadrimestrale): prezzo di abbonamento per l'Italia L. 7.000. Estero L. 8.000.
- 6) « Rendiconti del Seminario Matematico dell'Università di Padova » (semestrale): prezzo di abbonamento per l'Italia L. 20.000. Estero L. 22.000.
- 7) « Rivista di Diritto Civile » (bimestrale): prezzo di abbonamento per l'Italia L. 12.000. Estero L. 15.000.
- 8) « Rivista di Diritto Processuale » (trimestrale): prezzo di abbonamento per l'Italia L. 10.000. Estero L. 12.000.
- 9) « Rivista di diritto internazionale e comparato del lavoro » (semestrale): prezzo di abbonamento per l'Italia L. 10.000. Estero L. 12.000.
- 10) « Rivista di diritto internazionale privato e processuale » (trimestrale): prezzo di abbonamento per l'Italia L. 9.000. Estero L. 11.000.
- 11) « Rivista Internazionale di Scienze Economiche e Commerciali » (mensile): prezzo di abbonamento per l'Italia L. 15.000. Estero L. 16.000.
- 12) « Trasporti » — Diritto - Economia - Politica (quadrimestrale): prezzo di abbonamento per l'Italia L. 13.000. Estero L. 14.000 (compreso il numero unico del 1973).
- 13) « Il Diritto Fallimentare » (bimestrale): prezzo di abbonamento per l'Italia L. 14.000. Estero L. 16.000. Magistrati L. 12.000.

ABBONAMENTI NELLE MIGLIORI LIBRERIE E PRESSO I NOSTRI AGENTI

Librerie presso le quali è in vendita la rivista

Libreria F.lli Boffi
Via dei Martiri
15100 Alessandria

Libreria Giuseppe Fogola
Piazza Cavour, 4
60100 Ancona

Libreria Carlo Leprino
83100 Avellino

Libreria Laterza & Figli
Via Dante Alighieri, 47
70121 Bari

Libreria Adriatica
Via A. da Bari, 122
70122 Bari

Libreria Patron
Via Zamboni, 26
40126 Bologna

Libreria Internazionale Rizzoli
Via Rizzoli, 8
40125 Bologna

Libreria Cocco
Via Manno, 9
09100 Cagliari

Libreria Romeo Prampolini
Via V. Emanuele, 333
95124 Catania

Libreria Vincenzo Muglia
Via Etna, 134
95100 Catania

Agenzia Libreria Franco Milella
Via Terranova, 46
44100 Ferrara

La Nuova Italia Bibliografica
Piazza Indipendenza, 29
50129 Firenze

Libreria Marzocco
Via Martelli, 22
50129 Firenze

Libreria Treves di Stefano
Roccatagliata Ceccardi
16121 Genova

F.lli Bozzi
Via Cairoli, 2 ar
16124 Genova

Libreria Nuova
Corso Amedeo, 103
57100 Livorno

Libreria Adamo Di Pellegrini
Corso Umberto I, 32
46100 Mantova

Libreria Dell'O.S.P.E.
Piazza Cairoli is. 221
98100 Messina

Libreria Moderna
Piazza Ferretto, 1
30170 Mestre ((Venezia))

Libreria Degli Uffici
Via Moscovia, 10
20121 Milano

Libreria Ulrico Hoepli
Via Hoepli, 5
20121 Milano

Libreria Pirola
Largo Augusto, 1
20135 Milano

Libreria Rizzoli
Galleria V. Emanuele, 79
20149 Milano

Libreria De Simone F.lli
Via Benedetto Croce, 31
80134 Napoli

Libreria Alfredo Guida & Figlio
Port'Alba, 20
80134 Napoli

Libreria Treves di Leo Lupi
Via Roma, 250
80134 Napoli

Libreria Dante delle L.I.R.
Quattro Canti di Città
90100 Palermo

Libreria Angelo Draghi
Via Cavour, 7-9
35100 Padova

Libreria Riccardo Zannoni
Corso Garibaldi, 4
35100 Padova

Libreria Giordano Pellegrini
Via 29 Maggio, 6
56100 Pisa

Libreria Lo Spettatore
Corso Cavour, 16
27100 Pavia

Libreria Galleria Del Libro
Via Nazionale, 246
00184 Roma

Libreria Internazionale Rizzoli
Galleria Colonna - Largo Chigi
00187 Roma

Libreria Comm. Angelo Signorelli
Via del Corso, 260
00188 Roma

Libreria Tombolini
Via IV Novembre, 146
00187 Roma

Libreria LISAC
Piazza Università
07100 Sassari

Libreria Monauni
Via Mancini, 141
38100 Trento

Libreria Editrice Arduini
Via Cigna, 37
10152 Torino

Libreria Luigi Druetto
Via Roma, 223/225
10121 Torino

Libreria G. Giappicchelli
Via G. Verdi, 39/B
10124 Torino

Libreria Levrotto & Bella
Corso V. Emanuele, 28
10125 Torino

Libreria Internazionale Italo Svevo
Corso Italia, 22
34122 Trieste

Libreria Tarantola
Via V. Veneto, 20
33100 Udine

Libreria Universitaria
Calle Foscari, 3259
30126 Venezia

Libreria Ghelfi & Barbato
Via Mazzini, 21
37100 Verona

Libreria Prof. M. Malipiero
Corso XI Settembre, 61
61100 Pesaro

Libreria Franceschetti
Portici Palazzo Comunale
62100 Macerata

Libreria N. Massimi di D. Taddei
Corso Vittorio Emanuele, 23
63100 Ascoli Piceno

Libreria dell'Università
Via Gramsci, 25
65100 Pescara

Libreria Agenzia Iapadre
Corso Federico II, 53
67100 L'Aquila

Libreria Antonio Carlucci
Piazza Vittoria, 4
72100 Brindisi

Casa del Libro Cav. Antonio Mandese
Via D'Aquino, 142
74100 Taranto

Libreria Cianflone
Corso Mazzini, 3/b
87100 Cosenza

Libreria Granillo & Arcidiaco
Corso Garibaldi, 435
89100 Reggio Calabria

Casa del Libro
Via Maestranza, 20-22
96100 Siracusa

Libreria Rinascita
Via delle Botteghe Oscure, 1/2
00186 Roma

Libreria Feltrinelli
Via del Babuino
00187 Roma

Libreria Internazionale Paesi Nuovi
Via Aurora, 33/35
0087 Roma

Libreria Feltrinelli
Via Cavour, 12
50129 Firenze

Per accordi intervenuti con la Direzione, la nostra Casa editrice ha iniziato con l'anno in corso la pubblicazione del sottoindicato Periodico, già curato da altro Editore:

ANNO XLIX

Pubblicazione bimestrale

IL DIRITTO FALLIMENTARE E DELLE SOCIETÀ COMMERCIALI

Rivista di dottrina e giurisprudenza
diretta da RENZO PROVINCIALI

Abbonamento: Italia L. 14.000 - Estero L. 16.000 - Magistrati L. 12.000

La Rivista costituisce, principalmente attraverso articoli originali e note a sentenza, una preziosa guida per il professionista e lo studioso, tanto più utile nella misura in cui la moltiplicazione delle sentenze in materia fallimentare e societaria rende sempre più complicato l'onere di documentarsi.

IMPORTANTE NOVITÀ

Siamo lieti di annunciare che in questi giorni la nostra Casa editrice ha pubblicato il volume primo del

TRATTATO DI PREVIDENZA SOCIALE

diretto da

BENEDETTO BUSSI

MATTIA PERSIANI

Volume in 8° di pagg. X-780

L. 15.000

La materia del diritto della previdenza sociale è vasta e complessa. Le molteplici forme di tutela previdenziale e le diverse strutture organizzative, nonché i rapporti e le situazioni cui esse danno luogo, sono disciplinate da una normativa formatasi senza un disegno organico e razionale, ma quasi per sedimentazione, attraverso un continuo e disordinato sovrapporsi di leggi.

Si avvertiva, pertanto, l'esigenza di una trattazione completa e coordinata di tutta la materia; di un'opera cioè, che pur essendo di dottrina, fosse destinata anche ai pratici.

Questo nuovo *Trattato* che si articolerà in sette volumi, soddisfa a quella esigenza; esso risulterà utilissimo a quanti debbono quotidianamente affrontare i concreti problemi posti dalla materia, fornendo loro, nella maggior parte dei casi, oltre che un'informazione attenta e aggiornata di dottrina, di giurisprudenza e delle circolari degli enti previdenziali, anche soluzioni criticamente assunte.

La pubblicazione di un *Annuario*, che costituirà un complemento periodico del *Trattato*, garantirà il costante aggiornamento di tutti i volumi.

PIANO DELL'OPERA

- Vol. I - Il regime generale dell'invalidità e vecchiaia e superstiti
- Vol. II - Le forme speciali della tutela per l'invalidità, vecchiaia e superstiti
- Vol. III - La tutela contro la disoccupazione e la tubercolosi. Gli assegni familiari
- Vol. IV - La tutela contro gli infortuni sul lavoro e le malattie professionali
- Vol. V - La tutela della salute
- Vol. VI - La previdenza sociale nell'impiego pubblico
- Vol. VII - Le procedure amministrative e giudiziarie

RACCOLTA SISTEMATICA DI GIURISPRUDENZA COMMENTATA

DIRETTA DAL PROF. MARIO ROTONDI

Il desiderio di ovviare agli inconvenienti, sempre più sentiti, di una preparazione eccessivamente, se non esclusivamente teorica, da parte dei giovani che frequentano i corsi universitari della Facoltà di giurisprudenza, ha suggerito la pubblicazione di una raccolta di decisioni giurisprudenziali – prevalentemente della Corte di Cassazione – che può in certa guisa servire da libro di esercitazione e di lettura accanto ed a complemento dei corsi teorici.

Ogni volume – che è utile anche ai pratici, specialmente in quei campi nei quali l'apporto e la elaborazione casistica della giurisprudenza è particolarmente importante – ha pertanto il carattere proprio del *case books* americani, che costituiscono nella prassi didattica dei nostri colleghi americani i libri di testo per gli studenti. Non si tratta quindi solo di una antologia di testi – (non mai di massime!) – di sentenze, ma di una esposizione sistematica nella quale il testo della sentenza (o di parte della sentenza) riferentisi alle varie questioni è disposto in ordine sistematico, con un collegamento di carattere teorico illustrativo, con riferimenti di dottrina e di giurisprudenza, analogamente a quanto si fa di solito nelle note critiche pubblicate nelle riviste di giurisprudenza.

VOLUMI PUBBLICATI:

1 - FABIANI M. - <i>Il diritto d'autore nella giurisprudenza</i> . Seconda edizione, pp. XVI-248	L.	4.800
2 - COLTRO CAMPI C. - <i>I contratti di borsa nella giurisprudenza</i> , pp. XII-640	»	8.500
3 - MARIANI F. - <i>Il concordato preventivo e l'amministrazione controllata nella giurisprudenza</i> , pp. VIII-314	»	4.800
4 - PAJARDI P. - <i>La separazione personale dei coniugi nella giurisprudenza</i> , pp. XII-360	»	5.500
5 - FRAGOLA A. - <i>La cinematografia nella giurisprudenza</i> , pp. XI-363	»	5.500
6 - BUCOLO F. - <i>Il procedimento d'esecuzione nella giurisprudenza</i> , pp. XII-1014	»	13.000
7 - VISINTINI G. - <i>La responsabilità civile nella giurisprudenza</i> , pp. XVI-712	»	9.100
8 - ONDEI E. - <i>L'edilizia urbana nella giurisprudenza</i> , pp. VIII-321	»	4.800
9 - BENEDICENTI M. - <i>I brevetti nella giurisprudenza</i> , pp. XII-348	»	6.000
10 - SCALINI P. - <i>Il fallimento nella giurisprudenza</i> , pp. XII-272	»	4.200
11 - MONTELL A., PROTETTI E. - <i>Possesso e azioni possessorie nella giurisprudenza</i> , pp. XVI-645	»	9.500
12 - BRUNETTI R. - <i>La patria potestà nella giurisprudenza</i> , pp. XII-457	»	7.200
13 - SCHIZZEROTTO G. - <i>L'arbitrato rituale nella giurisprudenza</i> , pp. XII-426	»	6.700
14 - COLACCI M. A. - <i>I reati fallimentari nella giurisprudenza</i> , pp. XII-336	»	5.500
15 - PROTETTI E. - <i>Il pegno nella giurisprudenza</i> , pp. VIII-356	»	5.500
16 - PROTETTI E. - <i>L'ipoteca nella giurisprudenza</i> , pp. XII-544	»	9.500
17 - ONDEI E. - <i>Il matrimonio con effetti civili nella giurisprudenza</i> , pp. XII-390	»	7.200
18 - RENDA B. - <i>Le banche nella giurisprudenza</i> , pp. XII-540	»	9.500
19 - FRAGOLA A. - <i>La radiotelevisione nella giurisprudenza</i> , pp. XII-264	»	5.500
20 - CANTARANO C. - <i>Le falsità documentali nella giurisprudenza</i> , pp. VIII-492	»	8.500
21 - MOROZZO DELLA ROCCA F. - <i>L'appalto nella giurisprudenza</i> , pp. VIII-437	»	8.000
22 - SERPI G. - <i>Il notariato nella giurisprudenza</i> , pp. X-427	»	8.000
23 - SCHIZZEROTTO G. - <i>Interdizione e inabilitazione nella giurisprudenza</i> , pp. XII-336	»	6.400
24 - PROTETTI E., SODANO A. - <i>Offesa al pudore e all'onore sessuale nella giurisprudenza</i> , pp. XII-410	»	8.000
25 - BAGNULO R. - <i>Le acque pubbliche nella giurisprudenza</i> , pp. XII-260	»	4.700
26 - ROTONDI M. - <i>Imposte di consumo nella giurisprudenza</i> , pp. VIII-256	»	5.000
27 - BRONZETTI G. - <i>Persone giuridiche e associazioni non riconosciute nella giurisprudenza</i> , pp. XII-284	»	5.300
28 - SFORZA G. - <i>La cambiale nella giurisprudenza</i> , pp. X-696	»	14.000
29 - BORGHESE S. - <i>Furto, rapina, estorsione nella giurisprudenza</i> , pp. VIII-438	»	6.500
30 - LEVI G. - <i>La proprietà immobiliare nella giurisprudenza</i> , pp. XII-682	»	11.000
31 - AZZOLINA U. - <i>L'avvocatura nella giurisprudenza</i> , pp. XII-795	»	15.000

GIORGIO CANNELLA

SALVATORE FAZIO

CODICE DELLE LEGGI SULLA PREVIDENZA SOCIALE

Due volumi stampati su carta India, di complessive pp. C-4575,
elegantemente rilegati, con impressioni in oro e astuccio - L. 28.000

« UNA BIBLIOTECA COMPLETA AL SERVIZIO
DEL PREVIDENZIALISTA »

I due tomi contengono:

Libro I. - Le norme generali per l'autonomia della intera raccolta.

Libro II. - La tutela previdenziale per la generalità dei lavoratori subordinati.

Libro III. - La tutela previdenziale per particolari categorie di lavoratori subordinati.

Libro IV. - La tutela previdenziale per lavoratori autonomi.

Libro V. - Gli Enti di assistenza in favore di particolari categorie di lavoratori subordinati ed autonomi.

Libro VI. - Le disposizioni generali e particolari per gli Istituti di patronato e di assistenza sociale.

Libro VII. - I testi internazionali.

APPENDICE DI AGGIORNAMENTO (LIBRI I E II). 1973. 16°, pp. XLVIII-1109
L. 8.500

BIBLIOTECA LEGISLATIVA

Fondata da DONATO DONATI

CODICE AMMINISTRATIVO

a cura di: † L. RAGGI, Prof. nell'Univ. di Genova - † E. GUICCIARDI,
Prof. nell'Univ. di Padova - L. MAZZAROLLI, Prof. nell'Univ.
di Padova.

Quarta edizione interamente rifatta - In 16°, pp. VIII-3097
Legato in tela con impressioni in oro L. 17.000

APPENDICE DI AGGIORNAMENTO - 1973. In 16°, pp. IV-920. Rilegato con impres-
sioni in oro L. 6.600

Allo scopo di tenere sempre aggiornato il classico volume, usato oramai da varie genera-
zioni, è stata pubblicata un'Appendice contenente i testi legislativi di recente emanazione,
alcuni dei quali di notevolissimo interesse: basterà citare, fra gli altri, la legge 27 ottobre 1971,
n. 865, la cosiddetta riforma della casa, che altera profondamente alcuni principi tradizionali
in materia urbanistica e delle espropriazioni per pubblica utilità, la legge di delega al Go-
verno per la « riforma tributaria », che disciplina in modo affatto nuovo una larghissima parte
del settore delle imposte sia dirette che indirette, e la recentissima legge istitutiva dei Tri-
bunali Amministrativi Regionali con la quale viene assicurato, anche nel campo della Giustizia
amministrativa, il doppio grado di giurisdizione.

LUCIO SICCA

IL CONTROLLO DELLA ATTIVITÀ COMMERCIALE

1974 - 8°, pp. 156 con numerose tabelle - L. 3.500

Questo libro tratta il problema del controllo dell'attività commerciale. È noto che lo studio del marketing riguarda la razionalizzazione delle decisioni aziendali nei confronti dei problemi di commercializzazione dei prodotti; e poiché il processo di commercializzazione condiziona un gran numero di decisioni a monte, le aziende moderne tendono a dare all'intera attività gestionale impostazioni orientate verso il marketing. In questa concezione la funzione del controllo delle attività commerciali assume a sua volta un ruolo fondamentale, nel più generale quadro del controllo di gestione. Nel libro sono state distinte due diverse forme di controllo di marketing: quella esplicata da parte della direzione commerciale sull'attuazione delle funzioni ad essa confidate e quella esplicata dalla direzione generale sulla funzione commerciale dell'azienda.

Mentre la prima si attua con l'impiego di analisi aventi natura e contenuto metodologico diversi, e porta ad un continuo adattamento delle azioni di marketing ai cambiamenti che si verificano nell'ambiente esterno (mercato, concorrenza), la seconda richiede l'impiego di strumenti principalmente finanziari che consentono di verificare l'attuazione degli obiettivi di profitto e l'attitudine di marketing alla realizzazione di tali obiettivi.

Si tratta di argomenti forse ancora poco noti agli studiosi di marketing, e questo potrebbe costituire una lacuna che rischia, se perpetuata, di creare un grave distacco tra responsabili di marketing e responsabili finanziari, con la conseguenza di rendere meno efficaci gli sforzi in atto da parte di molte aziende di darsi un'impostazione sempre più orientata verso il marketing. Appare quindi interessante lo sforzo di inquadrare la materia in uno studio che dovrebbe costituire una necessaria integrazione dei principi generali di marketing.

Il volume pertanto costituisce un valido supporto alla migliore preparazione di quanti intendono operare in questo importante settore.

RECENTISSIME

ANGIELLO LUIGI — *Autonomia e subordinazione nella prestazione lavorativa*. (Collana di studi dell'Istituto di diritto del lavoro della Facoltà di Giurisprudenza dell'Università di Parma, diretta dal Prof. Aldo Cessari, n. 4). 1974. 8°, pp. 143.

[K-13954]

L. 4.000

CONFORTI BENEDETTO — *Le Nazioni Unite. Lezioni di Organizzazione Internazionale*. Volume secondo: Le funzioni. Gli atti. 1974 (litografie), 8°, pp. x-224.

[Q-14053]

L. 4.500

DACCÒ GIUSEPPE — *L'organizzazione aziendale*. Analisi introduttiva. 1974. 8°, xiv-249 con 7 figure e numerosi schemi.

[M-13964]

L. 6.000

GIACOMINI CORRADO — *Strumenti per una razionale meccanizzazione dell'agricoltura*. Considerazioni per una regione: IL VENETO. (Pubblicazioni dell'Istituto Federale delle Casse di Risparmio delle Venezie. Studi e ricerche, n. 12). 1974. 8°, pp. 162 con numerose tabelle e grafici. Rilegato con sovracoperta.

[P-13901]

L. 5.000

MARIANI FAUSTO — *Il concordato preventivo e l'amministrazione controllata nella giurisprudenza*. (Volume 3° della « Raccolta sistematica di giurisprudenza commentata, diretta dal Prof. Mario Rotondi). Ristampa anastatica. 1974. 8°, pp. viii-314.

[X-13970]

L. 6.000

PARETO VILFREDO — *Manuale di economia politica*, con una Introduzione alla scienza sociale. 1974. 8°, pp. viii-404. Rilegato con impressioni in oro. Edizione numerata di 500 esemplari.

[Y-13169]

L. 18.000

RIVA SANSEVERINO LUISA *Elementi di diritto sindacale e del lavoro*. Terza edizione aggiornata. 1974. 8°, pp. viii-213.

[T-13978]

L. 4.500

SFORZA GIORGIO — *La cambiale nella giurisprudenza*. (Volume 28° della « Raccolta sistematica di giurisprudenza commentata » diretta dal Prof. Mario Rotondi). 1974. 8°, pp. x-696.

[J-13841]

L. 14.000

*Cedola
di commissione
libraria*

NON OCCORRE FRANCOBOLLO

affrancatura a carico del destinatario

Conto di credito n. 175 Direzione
Prov. PP.TT. di Padova - Autor.
n. 57968/1/2/S del 22-12-1965

SPETT. C E D A M

CASA EDITRICE DOTT. ANTONIO MILANI
VIA JAPPELLI N. 5

35100 P A D O V A

N. 2 MARZO-APRILE 1973 - Articolo, L. Iraci, *Note sull'economia del regresso tecnico: come la cattiva tecnologia caccia la buona*; Dibattito, F. Chiaromonte, *L'organizzazione del lavoro: i problemi del movimento sindacale italiano* (II); Relazioni industriali, *Le relazioni contrattuali in Italia*; *Le relazioni contrattuali nella comunità europea*; Osservatorio.

N. 3 - MAGGIO-GIUGNO 1973 - Articoli, Franco Ferrarotti, *L'ambiguità politica della contrattazione aziendale*; Luigi Di Vezza, *La scala mobile: intervenire, ma come?*; Dibattito, Ferdinando Chiaromonte, *L'organizzazione del lavoro: i problemi del movimento sindacale italiano* (III); Relazioni industriali, *Le relazioni contrattuali in Italia*; *Le relazioni contrattuali nella comunità europea*; Recensioni e schede; Osservatorio.

N. 4 - LUGLIO-AGOSTO 1973 - Articolo, Alessandro Monti, *Politica monetaria e programmazione economica*; Saggio, Donald E. Cullen, *Recenti tendenze della contrattazione collettiva negli Stati Uniti*; Dibattito, Antonio Triola, *Verso un nuovo modo di utilizzare il lavoro produttivo*; Relazioni industriali, *Le relazioni contrattuali in Italia*; *Le relazioni contrattuali nella comunità europea*; Recensioni e schede; Osservatorio.

N. 5 - SETTEMBRE-OTTOBRE 1973 - Editoriale, Osvaldo Tarquinio, *Appunti circa i contenuti della politica degli impieghi sociali*; Articoli, Paolo Belloc-M. Bordini, *Rendita e occupazione*; Melvin Seeman, *Le alienazioni urbane: alcune tesi incerte da Marx a Marcuse*; Saggio, Alessandra Nannei, *Sviluppo economico e distribuzione del reddito*; Relazioni industriali, *Le relazioni contrattuali in Italia*; *Le relazioni contrattuali nella comunità europea*; Recensioni e schede; Osservatorio.

N. 6 - NOVEMBRE-DICEMBRE 1973 - Articolo, Leone Iraci Fedeli, *Produttività o produzione?*; Dibattito, Giuseppe Bonazzi, *Divisione del lavoro e ruoli di comando in Henri Fayol: una rilettura critica in rapporto al taylorismo*; Relazioni industriali, *Le relazioni contrattuali in Italia*; *Le relazioni contrattuali nella comunità europea*; Recensioni e schede; Osservatorio.

N. 1 - GENNAIO-FEBBRAIO 1974 - Articolo, Giuliano Cazzola, *Esperienza consiliare e strategia sindacale*; Dibattito, Gianni Zandano, *Dove va l'economia italiana?*; Saggio, Federico Butera, *Mutamento dell'organizzazione del lavoro ed egemonia*; *Le relazioni contrattuali in Italia*; *Le relazioni contrattuali in Europa*; Recensioni e schede; Documentazione, *L'oggi ed il domani dell'energia*.